

Grave attentat au Nicaragua

Un dirigeant antisandiniste blessé quatre journalistes tués

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »

Pages 9 à 11

- La vie ordinaire de Jacques Réda
- Les nouvelles d'Emmanuel Bove

Le sommet de Londres et l'endettement

Les pays d'Amérique latine les plus endettés sont à bout de patience. L'heure n'est plus à l'attente ou à la négociation mais à l'action. Le gouvernement bolivien a ainsi annoncé mercredi 30 mai qu'il suspendait provisoirement le remboursement de ses dettes - 1,05 milliard de dollars - contractées auprès des banques privées étrangères. Cette décision a été prise après des négociations avec la Confédération des travailleurs boliviens et apparaît comme une concession faite à ce syndicat.

À même moment, un porte-parole du gouvernement argentin a fait savoir que les ministres des affaires étrangères du Brésil, du Mexique, de la Colombie et de l'Argentine se réuniraient après le sommet des sept grands pays industrialisés qui se tiendra à Londres du 7 au 9 juin. « Il est nécessaire de savoir ce qui se passera au cours de ce sommet avant d'adopter une résolution commune », a-t-il indiqué.

Cette déclaration, venant après l'appel solennel lancé par les présidents de ces quatre pays le 19 mai, marque bien l'exaspération de responsables politiques qui ont le plus souvent accepté de faire supporter à leurs populations des sacrifices considérables pour tenter de sortir de leurs difficultés et voient leur efforts réduits à néant par la hausse des taux d'intérêt américains.

Fort de l'appui de leurs opinions, convaincus que les palliatifs jusqu'à présent utilisés pour calmer les frictions ne sont plus de saison, ces pays sont parfaitement fondés à demander qu'une négociation s'ouvre avec leurs créanciers pour jeter les bases d'un règlement global de l'angoissant dossier de l'endettement. A défaut, la question qui risque de se poser bientôt ne sera plus de savoir s'ils peuvent payer mais bel et bien s'ils veulent payer.

Les pays industrialisés sont donc mis au pied du mur, et au premier chef les États-Unis, qui mènent une politique budgétaire et monétaire désastreuse, même si la reprise qui s'y développe profite à d'autres, comme en témoigne l'ampleur du déficit budgétaire.

Il n'est pas douteux que lors du sommet de Londres les « partisans » de M. Reagan aborderont une fois de plus cette question essentielle des taux d'intérêt. Auront-ils quelque chance d'être entendus ? Jusqu'à présent, Washington a opposé une fin de non-recevoir à toutes les demandes faites en ce sens. Mais un élément nouveau est intervenu ces dernières semaines : des craquements inquiétants se sont fait entendre dans le système bancaire américain, au point que la Réserve fédérale des États-Unis a dû publiquement déclarer qu'elle était disposée « à prêter, et même à prêter massivement », pour éviter tout sinistre. A défaut d'entendre ses alliés M. Reagan, entendra peut-être ses banquiers.

Société spécialisée dans l'équipement pétrolier
AMREP est mise en règlement judiciaire
LIRE PAGE 18

L'Algérie renforce les droits de la femme

Le nouveau code de la famille atténue les inégalités entre les sexes

De notre correspondant

Alger. - A l'occasion du début du Ramadan, période pendant laquelle, en principe, les passions s'apaisent, l'Assemblée populaire nationale a adopté, mardi 29 mai, un code de la famille, au terme d'un débat commencé le mois précédent (le Monde du 25 avril). Bien que tous les députés appartiennent au FLN, l'unanimité ne régnait nullement sur ce projet présenté par le gouvernement, et une bataille d'amendements a eu lieu dans l'hémicycle, où les femmes, principales intéressées, ne sont que quatre.

Mardi, après le vote de ces amendements, les services compétents de l'APN travaillaient encore à la mise en forme du texte définitif que le chef de l'État a tenté de promouvoir. Les milieux judiciaires peinent à attendre le Journal officiel pour porter une appréciation dans une affaire si délicate que les autorités avaient dû retirer un premier projet en 1981, en raison des protestations de certaines militantes, qui le trouvaient beaucoup trop timoré face aux traditionalistes. La nouvelle adoptée résulte d'un dosage savant entre le courant ancien et les aspirations au modernisme.

Heureusement symbolique, l'article 8 du code modifie le polygame, mais y met des conditions qui en limitent l'existence dans la pratique. Les épouses doivent être traitées avec égalité ; y compris matériellement. La première femme d'un homme qui désire contracter un second mariage peut demander le divorce si elle n'y consent pas. Il s'agit, dit-on officiellement, de ne pas créer une situation dans laquelle les polygames, souvent âgés, seraient montrés du doigt pour une décision prise dans un contexte ancien, tout en instituant des verrous de nature à limiter les futures candidatures.

Sujet à des dépenses, l'âge légal du mariage est de vingt et un ans pour les hommes et de dix-huit ans pour les femmes. Le texte voté affirme le droit de la femme dans le choix de son conjoint. Le tuteur matrimonial ne peut pas interdire le mariage à la jeune fille ou l'y contraindre, si elle ne le désire pas. L'épouse peut demander le divorce en cas d'infirmité du conjoint, de conduite immorale établie ou d'absence de plus d'un an du domicile conjugal sans excuse. En cas de rupture du mariage, le droit de garde des enfants est d'abord dévolu à la mère.

Même s'il comporte des lacunes, le code de la famille a le mérite de combler le vide juridique existant. En l'absence de textes législatifs jusqu'à ce jour, les magistrats devaient se prononcer en s'inspirant

de sources fondamentales, essentiellement le Coran. Des « consultations », parfois très vagues, des experts religieux ne facilitaient pas les choses. Par exemple, dans les problèmes de succession. Le projet présenté par le gouvernement atténue les discriminations entre sexes dans la détermination des droits à l'héritage, discriminations poussées au point d'accorder une part à l'État en cas d'absence d'héritier mâle.

La Charte nationale adoptée en 1976 promettait des actions visant à « transformer une sorte d'environnement mental et juridique, parfois préjudiciable à l'exercice des droits reconnus de l'épouse et de la mère et à sa sécurité matérielle et morale ». Il aura fallu attendre huit ans. L'évolution peut se poursuivre par de nouvelles mesures législatives. Elle devra, surtout, des comportements. Les femmes, qui occupent déjà des postes de responsabilité en Algérie, par exemple dans la magistrature, peuvent y contribuer. On dit aussi que les épouses de certains dirigeants ont une influence.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Lire la suite page 3.)

La Chine plaide pour la détente

A Paris, M. Zhao Ziyang affirme avec vigueur la volonté de paix de son pays

Pour la seconde journée de sa visite en France, le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, s'est rendu, ce jeudi 31 mai, par TGV spécial, à Lyon puis à Vienne, où il était l'hôte de M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale et maire de la ville, qui devait notamment l'accompagner dans la visite d'une centrale nucléaire.

Mardi, le chef du gouvernement chinois avait déjà été reçu par M. Mermaz à l'hôtel de Lausanne et avait prononcé à cette occasion, devant un auditoire de parlementaires français et en présence de M. Mauroy, un important discours de politique étrangère dans lequel il a affirmé avec une vigueur inaccoutumée la volonté de paix et de détente de son pays. A cet égard, les propos de M. Zhao Ziyang tranchaient fortement sur les thèses soutenu par l'Occident à l'égard de la Chine, et en particulier sur la thèse de l'« inévitabilité de la guerre » et le caractère illusoire de la détente entre les blocs. La Chine, depuis plusieurs années, a déjà fait savoir qu'elle souhaitait être assurée d'un « environnement pacifique prolongé ». Récemment, toutefois, son désir de voir se rétablir un dialogue entre l'Est et l'Ouest avait été exprimé avec autant de netteté.

Après avoir souligné que « la paix mondiale est indivisible », le premier ministre chinois a particulièrement évoqué la situation en Europe et la tension qu'y provoque « l'escalade dans la course aux armements, notamment aux armements nucléaires », à laquelle, a-t-il dit, se livrent « les superpuissances ».

Face à cette situation, a poursuivi M. Zhao Ziyang, il est tout à fait légitime que les peuples européens exigent l'urgence le désarmement et la détente des relations Est-Ouest. Nous estimons que l'indépendance et la souveraineté des divers pays d'Europe doivent être respectées, et leur sécurité assurée. Nous apprécions les efforts déployés à cet effet par les pays d'Europe occidentale en vue de promouvoir leur union, nous sommes favorables à la détente des relations entre les pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, et nous souhaitons aussi voir la détente des relations entre les États-Unis et l'Union soviétique, car tout cela est dans l'intérêt de la paix aussi bien en Europe que dans le reste du monde.

Affirmant que le peuple chinois « estime de son devoir sacré de contribuer au maintien de la paix mondiale », M. Zhao a ensuite évoqué plus précisément la crise des euromissiles.

(Lire la suite page 4.)

LE CONGRÈS DES NOTAIRES A VERSAILLES

Les incertitudes d'une réforme

par J.-M. THÉOLLEYRE

En prenant pour sujet de leur quatre-vingtième congrès, réuni à Versailles du 28 au 30 mai, « Le notariat et les personnes protégées », les notaires français entendaient montrer qu'ils savent dépasser leurs préoccupations immédiates et ouvrir des débats de portée générale et sociale. En l'occurrence, il s'agit d'examiner les incidences que peuvent avoir, dans chaque étude, les textes (loi du 24 décembre 1964 et loi du 3 janvier 1968) qui protègent actuellement les mineurs de dix-huit ans qui n'ont pas capacité pour agir avant leur majorité, et ceux qui, majeurs, sont également réputés incapables à cause d'un handicap mental ou physique et se trouvent placés sous des régimes aussi divers que la sauvegarde de justice, la curatelle ou la tutelle.

Cependant, le débat ouvert sur cette question, et à la faveur duquel, comme le disait l'un des rapporteurs, « nous voulons montrer que le notariat a aussi du cœur », ne pouvait empêcher l'expression d'une autre préoccupation : la réforme du notariat mise en chantier depuis deux ans par la chancellerie. Le projet a suscité des remous. Certains

ont estimé qu'il constituait une atteinte aux libertés. L'occasion était donnée à la séance d'ouverture du congrès de Versailles de remettre ces débats au point et de dissiper quelques malentendus.

Ainsi, répondant au discours de M. Paul Chardon, président du Conseil supérieur du notariat qui, sans contester l'utilité d'une réforme dans l'intérêt à la fois de l'usager, de l'État et des notaires, avait dit que ces derniers « exigent à tout le moins que la réforme ne se fasse pas contre eux », M. Robert Badinter a pu apaiser, dans une certaine mesure, un auditoire qui, a priori, ne lui paraissait guère favorable. Le premier apaisement est venu d'une proclamation de principe, que le ministre avait d'ailleurs exprimée, il y a un an, à Avignon, au congrès précédent : le notariat doit demeurer lui-même, c'est-à-dire une profession libérale exerçant un service public dans le cadre d'un monopole.

En d'autres termes, il n'est pas question de fonctionnariser, mais il n'est pas question non plus de libé-

liser sans frein. Comment, dans ces conditions, peut s'opérer le changement souhaité par la chancellerie ? La réforme envisageait la disparition de ce qu'on appelle « le droit de présentation » du successeur d'un notaire dans son office ministériel. La profession a vu là une remise en cause de la valeur de patrimoine que présente une étude pour le notaire arrivé en fin de carrière et qui décide de se retirer. Or le garde des sceaux a été formel : la disparition du « droit de présentation », terme, a-t-il dit, qui fleure le parfum de la finalité de charge, ne saurait toucher pour autant à la reconnaissance de la propriété des études.

Un autre aspect du projet inquiète tout autant les notaires : la possibilité donnée à des jeunes ayant la compétence pour exercer, d'ouvrir des études dans des régions de leur choix où elles sont insuffisantes en nombre. Pour le ministre, augmenter le nombre des notaires apparaît en effet, une nécessité. En 1960, a rappelé M. Badinter, 6 622 notaires traitaient 2 886 000 actes.

(Lire la suite page 8.)

Les primes des fonctionnaires

Des élèves de l'ENA veulent lutter contre les privilèges

La question des primes que touchent les fonctionnaires, les « indemnités accessoires des traitements », n'a jamais été traitée clairement et ouvertement. Aucun gouvernement n'y est parvenu. Depuis 1981, M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État à la fonction publique, a ouvert le dossier. Le premier ministre a lui-même demandé un rapport sur le sujet à un membre de la Cour des comptes. Une loi de 1983 a même prévu la publication tous les deux ans d'un « rapport » sur les indemnités de toute nature versées par l'administration.

Pour le moment, ces études n'ont abouti à aucun résultat ou tout au moins à aucune publication. Les réticences, pour ne pas parler des résistances, auxquelles se heurtent les enquêteurs sont solides. Un groupe d'élèves de l'École nationale d'administration veut tenter de les contourner et a créé une Association pour la réforme des indemnités accessoires (1) des hauts fonctionnaires. Ses fondateurs revendiquent soixante-dix-huit adhérents représentant toutes les sensibilités politiques parmi les cent trente-cinq élèves de la promotion Louise-Michel qui ont terminé leur scolarité à l'ENA le 29 mai.

Cette association, soutenue par la section CFDT de l'école, aurait - au dire de ses animateurs - reçu des encouragements du cabinet de M. La Pors. Elle se propose de lever le secret, de combattre l'arbitraire et de dénoncer les privilèges qui entourent l'attribution des primes. Elle lance un appel aux anciens élèves de l'ENA en poste dans les administrations pour qu'ils lui fassent connaître le montant de leurs primes. Elle s'engage à publier chaque année un état de ces rémunérations annexes par ministère et, si possible, par direction.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 6.)

(1) 13, rue de l'Université, 75007 Paris.

A nos lecteurs

La distribution du numéro du Monde du 31 mai a été gravement perturbée, mercredi après-midi à Paris, par une grève des porteurs de journaux des Nouvelles Messageries de la presse parisienne. La plupart des points de vente n'ont pu être approvisionnés. Les livraisons de France-Soir, du Nouveau Journal et de Paris-Turf ont été également affectées par ce conflit qui a pour origine une réforme de la distribution.

Nous présentons nos excuses à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas trouvé leur journal auprès de leur marchand habituel.

AU JOUR LE JOUR

Rencontres

Le Soleil avait rendez-vous avec la Lune, mercredi soir. Pour une partie de cache-cache sur grand écran. Tout s'est bien passé. Bon public, bonne mise en scène. Les vedettes ont obéi au doigt et à l'œil aux instructions du réalisateur.

Un peu plus à gauche, madame, s'il vous plaît. Bien. Vous remontez lentement à la rencontre de monsieur. Les nuages, je ne veux pas vous voir dans le champ ! Tu cadres d'abord sur madame, Léon ! Et monsieur recule d'un pas. Parfait ! On y va !

On se serait cru à un face-à-face Simone-Lionel. Le spectacle terminé, chacun est reparti pour rejoindre son bout d'horizon. Jusqu'à la prochaine, dans un an ou dans dix.

JACQUES CELLARD.

« IVANOV », DE TCHEKHOV, A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

L'urgence d'un monde plus fraternel

Une ruine. Un être qui a lâché prise, qui se laisse couler par le fond. Qui n'a plus ni courage ni honte. Qui ne veut plus. Ne peut plus. Même pas un pensionnaire d'hôpital psychiatrique. Mais un de ces hommes hébétés, sans regard, muets, que la police, alertée par une assistante sociale, découvre, nu, assis dans le noir, sans réaction aucune, ou dont les pompiers ramassent le corps, dans le fleuve.

Tel est le Nicolas Alexévitch Ivanov, dont Tchekhov a la stupéfiante idée de faire le protagoniste principal de la première de ses grandes pièces, Ivanov. Or ce déchet d'humanité n'est pas, comme il aurait pu l'être dans une nouvelle de Dostoïevski par exemple, un chômeur des chantiers navals de l'île Vassilievski, à Pétersbourg. Non, c'est un petit propriétaire terrien, il a une maison, des

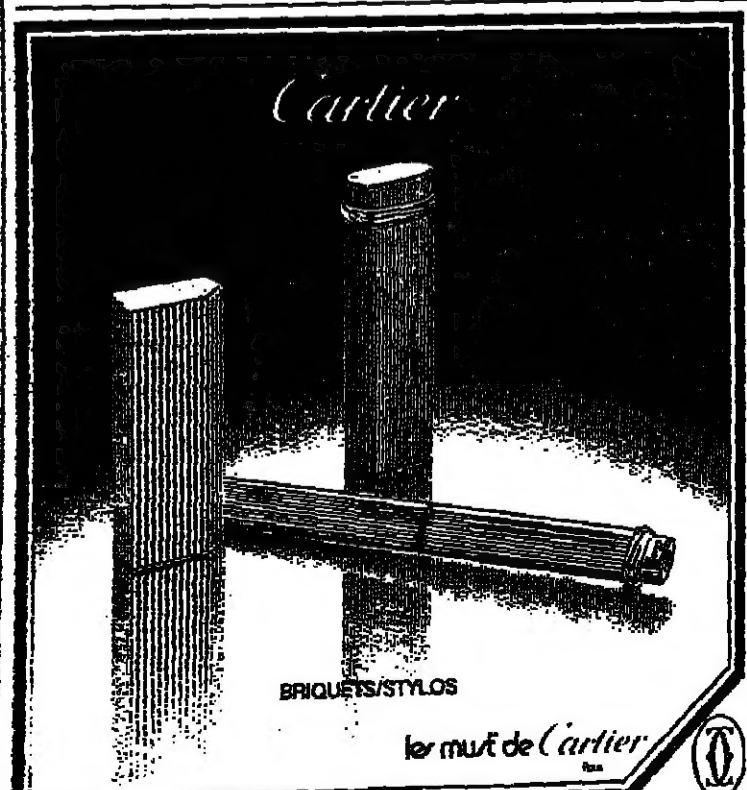
champs, un intendant. Un voisin, Pavel Lébédév, éprouve encore pour lui un attachement affectueux. Lui et sa fille Alexandra voudraient l'arracher à sa solitude. Mais non : Ivanov n'est pas rattrapable, il tient déjà, de ses doigts crispés, la mort dans sa poche.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 14.)

LE TROISIÈME FESTIVAL DE LA FM A LA ROCHELLE

Lire pages 16 et 17 notre dossier spécial



Haute-Volta

Une tentative de coup d'Etat a été déjouée à Ouagadougou

Une tentative de coup d'Etat, prévue pour le lundi 28 mai, a été déjouée et une dizaine d'officiers et de sous-officiers ont été arrêtés, dimanche 27 mai à Ouagadougou, a-t-on appris mercredi, de sources concordantes, dans la capitale voltaïque. Parmi les officiers arrêtés figurent le capitaine Maurice Ouédraogo, du groupement d'artillerie de Ouagadougou, le lieutenant Moumouni Ouédraogo, ancien aide de camp du général Sangaré Lantana, chef de l'Etat de 1966 à 1978, et un sergent de la base aérienne de la capitale. On indique, de source autorisée, que les instigateurs du complot entendaient, après le renversement du conseil national de la révolution (CNR), que préside le chef de l'Etat, le capitaine Thomas Sankara, dissoudre les comités de défense de la révolution (CDR), abolir les tribunaux populaires de la révolution et prononcer une large amnistie politique.

C'est la première fois qu'un complot de cette importance est découvert depuis le coup d'Etat du 4 août 1983, qui a permis l'arrivée au pouvoir du capitaine Sankara. Cette tentative de putsch intervient au moment où le gouvernement révolutionnaire traverse une crise grave, marquée par la mise en cause, par la presse voltaïque, de l'une des principales composantes civiles représentées au gouvernement, la LIPAD (Ligue patriotique pour le développement), liée au Parti africain de l'indépendance (PAI). Cette organisation de masse a été qualifiée de « fonctionnaire » et de « psychiste » après l'élection, le 21 mai, de l'un des ministres lipadiens, M. Ibrahim Koné, chargé de la jeunesse et des sports. M. Koné avait été accusé d'avoir tenté de « récupérer », au

Tchad

Nous ne sommes opposés à « aucune perspective, aucune occasion et aucune voie » pour ramener la paix déclare le président Hissène Habré

Le chef de l'Etat tchadien, M. Hissène Habré, s'est déclaré prêt à « s'efforcer de la scène politique » s'il est convaincu que cela peut permettre au Tchad de « retrouver la paix, ainsi que son unité et son intégrité territoriale ».

Dans une interview réalisée lundi 28 mai à Ndjamena et diffusée mercredi par « Soir 3 », le président tchadien a affirmé n'être opposé à « aucune perspective, aucune occasion et aucune voie » pour ramener la paix, à condition que l'opposition au Tchad ne soit pas « une simple affaire de pouvoir ».

Le chef de l'Etat tchadien a ensuite qualifié de « bonnes » les relations et la coopération franco-tchadiennes. « Elles évoluent et se développent de jour en jour », a-t-il déclaré, ajoutant que les contacts entre les deux pays étaient « fréquents et excellents ».

Maroc

POUR APPUYER DES REVENDICATIONS PROFESSIONNELLES

Les coopérants français occupent les locaux de leur ambassade

Rabat (AFP). — Les coopérants français enseignant dans les établissements du cycle supérieur au Maroc ont décidé, le mardi 29 mai, de diriger leur mouvement de protestation en blocant « totalement » dès mercredi à Rabat le fonctionnement des services de la Mission de l'enseignement français. Depuis samedi dernier, ils occupaient le hall d'entrée de la mission pour appuyer leurs revendications sur le problème

Mauritanie

CRÉATION A PARIS D'UN NOUVEAU PARTI D'OPPOSITION. — M. Khattari Ould Die, ancien officier et neveu de l'ancien premier ministre mauritanien, le colonel Boudiaf, a annoncé mardi 28 mai, à Paris, la création d'un nouveau parti d'opposition, l'Organisation des nationalistes mauritaniens. Il compte une « aile militaire dont le but est de déstabiliser le régime du colonel Boudiaf ».

Le siège du parti sera installé à Dakar, et sa direction comprendra une vingtaine d'officiers supérieurs, de diplomates, d'anciens ministres et de hauts fonctionnaires. M. Khattari a dénoncé les récentes arrestations à Nouakchott — mille deux cent quarante, selon lui — estimant que le Sahara occidental est marocain, annoncé que les intérêts de l'actuel régime mauritanien à l'étranger serviraient de cible à l'organisation dont il est le porte-parole et précisé que l'ONAM bénéficie du soutien politique et financier de plusieurs Etats arabes.

A l'issue de leur action, les enseignants ont décidé de convoquer jeudi la commission administrative de la FEN-Maroc pour étudier l'attitude à adopter dans les prochains jours.

La plupart de ces coopérants se sont déclarés en faveur d'une « occupation totale et pour une période indéterminée » des locaux de l'ambassade, dès lundi prochain.

profit de la LIPAD, les manifestations « anti-impérialistes de la jeunesse » qui se sont déroulées dans la capitale voltaïque, le 20 mai dernier.

Depuis novembre 1983, plusieurs dizaines de personnalités des gouvernements « bourgeois » ont été arrêtées. Plusieurs séries de procès ont été organisés et des peines de prison ont été prononcées.

La révolution voltaïque est-elle en train de dériver vers ses propres dangers ? Même si les premières informations en provenance de Ouagadougou semblent montrer que cette tentative de putsch a été déjouée, tout porte à croire que la crise grave que connaît le gouvernement voltaïque n'est pas près de se terminer. La lutte d'influence que mène l'organisation d'inspiration marxiste-léniniste qu'est la LIPAD, dès l'avènement du processus révolutionnaire en Haute-Volta, prévalait.

Les partis politiques ayant été, la LIPAD restait la seule force politique bien organisée. Elle dispose, en outre, d'un puissant relais syndical, la Confédération syndicale voltaïque (CSV), que dirige M. Soumane Touré, président de la section de la LIPAD à Ouagadougou. Six à huit ministres du gouvernement sont réputés être membres de cette organisation, notamment M. Adama Touré, ministre de l'information, théoricien de la LIPAD et proche du capitaine Sankara. Très vite, le poids de la LIPAD s'est fait sentir, notamment dans la mise en place des CDR, qui ont été créés dans tous les secteurs de la vie économique et sociale du pays (quartiers, administration, entreprises, écoles). Militants chevronnés, les lipadiens ont peu à peu contrôlé les CDR et organisé la dénonciation des éléments

contre-révolutionnaires. A terme, leur volonté de radicaliser le processus révolutionnaire risque de mettre en cause le pouvoir dévolu par les dirigeants voltaïques, les capitaines Sankara, Blaise Compaoré, ministre délégué à la présidence de la République, Henri Zongo, ministre des sociétés d'Etat, et le commandant Lingani, ministre de la défense. Certes, la LIPAD n'est pas officiellement en cause dans ce putsch avorté, dont les organisateurs seraient des dirigeants des anciens régimes « bourgeois » (mais combien en reste-t-il en liberté ?). Ceux-ci, écartés des responsabilités, souhaitent sans doute prendre leur revanche en tentant de renverser, avec ou non l'aide de l'extérieur, le gouvernement voltaïque. La LIPAD, elle, agit de l'intérieur, par entraînement. Le risque n'en est pas moins grand.

LAURENT ZECCHINI.

Ethiopie

LES GUÉRILLEROS ÉRYTHRENS AURAIENT DÉTRUIT DIX AVIONS ET HÉLIOPTÈRES SUR L'AÉROPORT D'ASMARA

Nairobi (AFP). — Dix avions et hélicoptères éthiopiens auraient été détruits il y a dix jours lors d'une attaque de guérilleros érythréens sur l'aéroport d'Asmara, capitale de la province d'Erythrée (nord de l'Ethiopie), a-t-on appris, mercredi 30 mai, à Nairobi, de sources diplomatiques.

Cette opération, revendiquée le 21 mai à Paris par le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), constitue, selon les observateurs, le plus sérieux revers de l'armée éthiopienne depuis 1978, époque où les guérilleros qui lutent pour l'indépendance de l'Erythrée occupent la majeure partie de la province.

L'attaque, menée dans la nuit du dimanche 20 au lundi 21 mai par un commando de huit hommes, aurait complètement détruit sept chasseurs-bombardiers Mig-23, deux hélicoptères Mi-24, un avion de transport Ilouchine-38, a-t-on indiqué de sources diplomatiques. Un autre Ilouchine aurait été sérieusement endommagé, tandis qu'une vingtaine d'appareils auraient été détruits.

Selon l'Institut international d'études stratégiques (IISS) de Londres, l'Ethiopie ne possède jusqu'à cette attaque que vingt Mig-23, le reste de son aviation tactique étant constitué de soixante-cinq Mig-21, plus anciens.

Le président éthiopien Mengistu Haile Mariam se serait rendu sur place quelques heures après l'attaque et aurait ordonné l'exécution de l'officier responsable au moment des combats, selon ces sources.

Toutes les missions d'appui aérien en Erythrée décolent d'Asmara, seul aéroport de la région pouvant accueillir des avions à réaction.

L'Algérie

renforce les droits de la femme

(Suite de la première page.)

Une semaine avant l'adoption du code de la famille, le comité central du FLN avait recommandé l'élaboration et l'application d'un vaste programme d'information des citoyens, quant à la question de la croissance démographique et de l'espacement des naissances, et avait aussi préconisé un examen périodique des actions menées et des résultats obtenus.

Il y a longtemps que les déclarations d'intention ne succèdent sur nos thèmes, sans résultats bien tangibles. Une légère baisse du taux de natalité (44 p. 1000 en 1979, 42,9 p. 1000 en 1982) étant accompagnée d'une réduction plus rapide de celui de la mortalité, le taux d'accroissement démographique a plutôt tendance à progresser légèrement (3,13 % en 1979 et 3,24 % en 1982).

D'autre part, les quelques cent cinquante enseignants de la FEN qui occupent depuis mardi matin le hall de l'ambassade de France à Rabat ont décidé, en fin d'après-midi, de cesser provisoirement leur action. Réclamant l'ouverture de négociations avec les autorités françaises sur les conditions de rémunération des personnels enseignants recrutés au Maroc, ils affirment eux aussi avoir reçu, mardi, une « réponse négative » de Paris.

A l'issue de leur action, les enseignants ont décidé de convoquer jeudi la commission administrative de la FEN-Maroc pour étudier l'attitude à adopter dans les prochains jours.

La plupart de ces coopérants se sont déclarés en faveur d'une « occupation totale et pour une période indéterminée » des locaux de l'ambassade, dès lundi prochain.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

EUROPE

Moscou refuse de discuter du sort des époux Sakharov

Le couple se porte bien, affirme l'agence Tass

Moscou. — Les autorités soviétiques supportent de plus en plus mal les demandes d'information qui se multiplient à travers le monde à propos de la santé d'André Sakharov et de sa femme. Telle est la principale signification d'une dépêche publiée, mercredi 30 mai, par Tass. L'agence soviétique ne fournit aucune explication convaincante. « Selon l'expertise médicale, Sakharov se porte bien, prend régulièrement ses repas et mène une vie active », écrit-elle. De quelle expertise médicale s'agit-il ? Dans une précédente dépêche concernant M. Elena Bonner, Tass, pour prouver que l'état de l'épouse de l'académicien était « satisfaisant », donnait l'avis de sommités médicales consultées avant le début de sa grève de la faim (le Monde daté 20-21 mai)...

Tass entretient donc un flou total, mêlant l'invective contre le couple à des bribes d'informations non datées et incontrôlables.

Après avoir avisé l'Occident de sa prétendue « grève de la faim », Sakharov n'a cherché qu'à attirer l'attention sur ses écrits provocateurs, affirme l'agence officielle. S'agit-il d'une grève de la faim ? La formulation pourrait indiquer que l'académicien a bel et bien commencé son action le 2 mai et qu'il en a été empêché. L'opinion généralement admise dans les milieux dissidents à Moscou — ou ce qu'il en reste — est qu'André Sakharov est, depuis plusieurs semaines déjà, hospitalisé et alimenté de force.

Les enfants du physicien, qui résident à Moscou, avaient, d'autre part, reçu, il y a une dizaine de jours, avec un retard considérable, un télégramme de M. Bonner les informant que leur père avait été emmené de son domicile dès le 7 mai. Il se peut que les autorités soviétiques entretiennent la confusion pour mieux démentir ensuite les « mensonges » de ceux qui cherchent à savoir la vérité. Jusqu'à

De notre correspondant

présent, le seul témoignage irréfutable est celui de la mathématicienne Irina Kristi, qui a pu s'entretenir un instant avec le couple le 6 mai à Gorki, et à qui l'académicien a annoncé qu'il faisait la grève de la faim depuis le 2 mai.

La fin

de la conversation

La cible principale de Tass est, une nouvelle fois, M. Bonner. Son désir d'aller se faire soigner en Italie est qualifié de « caprice ». « La médecine soviétique se place à l'avant-garde de la science mondiale (...). Personne n'ignore que des milliers d'étrangers rêvent du bonheur d'être admis dans les cliniques Filatov et Helmholtz du professeur Fedorov », écrit l'agence.

L'état de M. Bonner est également présenté comme excellent. « On lui a accordé au début de l'année un permis de conduire et elle s'en sert à merveille, elle maintient une vie active, fait le ménage, tape beaucoup à la machine (tousjours pour l'ambassade américaine) » (1).

Tass invoque curieusement, à l'appui, le témoignage de diplomates américains qui n'ont plus vu M. Bonner depuis le 12 avril, date à laquelle elle s'est rendue à Gorki, à 400 km à l'est de Moscou (où son mari est exilé depuis quatre ans) et n'a plus été autorisée à quitter cette ville. Tass note avec regret que « des représentants d'autres pays de l'OTAN (que les Etats-Unis) prennent part à la campagne » et se déclarent « préoccupés ».

Cette « préoccupation » agace souverainement la direction soviétique. M. Genscher n'a pas voulu révéler quelle avait été la réponse de MM. Tchernenko et Gromyko lorsqu'il a soulevé la question lors de sa récente visite à Moscou. Le

Grande-Bretagne

MALGRÉ LE REGAIN DE TENSION

Le syndicat des mineurs et la direction des charbonnages s'apprennent à négocier

De notre correspondant

Londres. — Des représentants du syndicat et de la direction des charbonnages devaient se rencontrer secrètement, ce jeudi 31 mai, pour entamer des négociations, malgré les violents incidents qui ont eu lieu mercredi dans le Yorkshire après l'arrestation, pendant quelques heures, de M. Arthur Scargill, président de l'Union nationale des mineurs (NUM).

C'est ce dernier qui devait mener la délégation de la NUM, alors que M. Ian MacGregor, président du National Coal Board (NCB), l'administration des houillères, devait s'abstenir d'assister à la réunion afin d'éviter une réédition des échanges de propos acerbes qui avaient fait échouer les premiers contacts. Cet arrangement, de même que la décision d'imposer la plus grande discrétion possible, avait été convenu de puis plusieurs jours pour essayer d'apaiser les passions (le Monde du 26 mai). Il est remarquable qu'il ait été maintenu, en dépit du soudain regain de tension de mercredi, à propos duquel les responsables de la police ont employé le terme d'« insurrection ». Mais il semble que, tant du côté des syndicats que de l'opposition travailliste que du côté du

gouvernement, on soit fermement décidé à « calmer le jeu » après trois mois de conflit.

Mardi déjà, à Orgreave, dans le sud du Yorkshire, les échauffourées entre policiers et membres des piquets de grève avaient été particulièrement rudes, surtout si l'on tient compte de la non-violence qui est la règle en Grande-Bretagne dans les conflits du travail. Depuis le début de la grève des mineurs, les affrontements avec la police ont peu souvent dépassé le stade de la bousculade ou des échanges de coups de poings. Pour la première fois, le 29 mai, les policiers étaient équipés de casques spéciaux et de boucliers. Mercredi, une unité à cheval est intervenue. Ce dispositif nouveau paraît avoir contribué à renforcer l'agressivité des manifestants qui — là encore, fait exceptionnel — ont essayé de dresser une barricade, incendié un container et utilisé des poteaux télégraphiques pour repousser les charges des policiers. Il y avait trois mille manifestants et deux mille policiers. Parmi les premiers, trente-cinq personnes ont été interpellées, tandis que l'on décomptait une vingtaine de blessés, légers, parmi les seconds.

De toute évidence, la colère des mineurs avait été aggravée par l'arrestation de M. Scargill. A la tête du piquet de grève, celui-ci était venu pour empêcher, comme la veille, la formation d'un convoi de camions destinés à ravitailler en charbon l'aciérie de Scunthorpe, située à quelques dizaines de kilomètres d'Orgreave. Refusant de circuler, comme le lui demandait un officier de police, il a été interpellé et conduit devant un tribunal de première instance qui l'a inculpé d'« obstruction » avant de le faire relâcher sous caution. M. Scargill devra comparaître de nouveau le 10 juillet pour répondre de cette inculpation. Sa femme a été arrêtée voici deux semaines pour les mêmes raisons, et un dirigeant syndical du Kent est incarcéré depuis le 10 mai.

FRANCIS CORNU.

Pologne

REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Le porte-parole du gouvernement polonais a annoncé mercredi 30 mai le remplacement des ministres de l'Industrie et du travail ainsi que la désignation du successeur du ministre du Commerce intérieur, Zygmunt Laskiewicz, décédé récemment dans un accident de voiture. M. Stanislaw Ciosek sera remplacé au ministère du travail, des salaires et des services sociaux par M. Stanislaw Gebala. Il conservera toutefois le portefeuille des affaires syndicales. Le nouveau ministre du Commerce intérieur est M. Anna Kedzierska, et M. Janusz Maciejewicz remplacera au ministère de l'Industrie M. Edward Lukasz. — (Reuters).

THE UNIVERSITY OF JORDAN

LIBRARY

SERIALS No.

CLASS.

DATE

24 APR 1985

URSS

ministère australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a été plus loquace avec les journalistes après son entretien, mardi, avec M. Gromyko. Le chef de la diplomatie soviétique a refusé de parler avec lui de Sakharov, estimant qu'il s'agissait « d'une affaire intérieure soviétique » et que Moscou ne se ferait pas « dicter par d'autres pays » comment la traiter. M. Gromyko a ajouté que c'était « la fin de la conversation à ce sujet », a indiqué le ministre australien, ajoutant que son collègue soviétique paraissait « irrité ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Allusion à un message transmis par M. Bonner à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou et annonçant que M. Sakharov allait commencer sa grève de la faim (NDLR).

Un diplomate américain attaqué à Leningrad. — Un diplomate américain, le consul Roland Harms, a été attaqué à Leningrad par de jeunes Soviétiques, affirme le Washington Post dans son édition du mercredi 30 mai. Les Etats-Unis ont protesté auprès des autorités soviétiques. Les quotidiens américains précisent que les autorités américaines estiment que « l'incident a été inspiré officiellement ».

Selon un porte-parole de l'ambassade américaine à Moscou, M. Harms, âgé de trente-cinq ans, a été « frappé à plusieurs reprises et jeté au sol, alors qu'il sortait d'un restaurant du centre de Leningrad, où il avait rencontré des Soviétiques (le 17 avril ou à une date proche) ».

— (AFP).

Espagne

L'affaire

de la Banca Catalana

LE TON MONTE

ENTRE BARCELONE

ET MADRID

(De notre correspondant.)

Madrid. — Le climat politique est de plus en plus tendu, à Barcelone, après la plainte pour malversation déposée le 23 mai par le procureur général du royaume contre le président du gouvernement régional catalan, M. Jordi Pujol, et vingt-quatre autres administrateurs de la Banca Catalana (le Monde du 25 mai). Quelque cinquante mille à soixante mille personnes ont manifesté, le mercredi 30 mai, dans les rues de Barcelone en faveur de M. Pujol, après qu'il eut été réélu sans surprise, par 87 voix contre 44, à la tête de l'exécutif catalan. Outre les voix de sa propre formation, la coalition nationaliste Convergencia i Unió, qui avait obtenu la majorité absolue des sièges au Parlement local lors des élections régionales du 29 avril, M. Pujol a reçu l'appui du parti conservateur Alliance populaire et des nationalistes de gauche d'Esquerra Republicana de Catalunya. Socialistes et communistes se sont prononcés contre.

Lors du débat d'investiture, M. Pujol s'est abstenu de toute allusion à l'affaire de la Banca Catalana. Aux manifestants venus l'appuyer, il a, par contre, affirmé qu'il était « victime d'un coup bas ». Les nationalistes catalans accusent le gouvernement socialiste de Madrid d'être responsable de l'initiative du procureur. Leur ton n'a cessé de monter ces derniers jours. « Les socialistes ont une propension plus nette à l'autoritarisme que Franco », a même affirmé le président de Convergencia, M. Trias Fargas, provoquant la légitime indignation des intéressés.

M. Pujol a habilement réussi à présenter la plainte dirigée contre sa personne comme une « offense à la Catalogne », provoquant ainsi l'exacerbation des sentiments nationalistes dans sa région. Cette tactique est dangereuse, car elle risque de déboucher sur un affrontement. Elle suscite une inquiétude croissante dans les milieux gouvernementaux de Madrid, où l'on avait apparemment sous-estimé l'ampleur que pourraient prendre les réactions en Catalogne. On déplore surtout dans la capitale que personne à Barcelone ne semble se soucier du problème de fond : la possibilité de responsabilités pénales dans la faillite d'une banque dont le renflouement a déjà coûté aux contribuables espagnols 270 milliards de pesetas (14,5 milliards de francs).

Th. M.

DIPLOMATIE

LES TRAVAUX DU CONSEIL ATLANTIQUE A WASHINGTON

Les ministres de l'OTAN souhaitent reprendre le dialogue avec Moscou mais dans la fermeté

Washington (AFP). - Les seize ministres des affaires étrangères de l'OTAN, réunis près de Washington à l'occasion du conseil atlantique depuis le mardi 29 mai, ont poursuivi mercredi leurs discussions informelles consacrées aux relations Est-Ouest en cherchant à analyser les causes de l'actuel durcissement soviétique. Pour certains ministres, ce durcissement est une réaction à l'échec de la campagne visant à empêcher l'implantation des Pershing-2 et des missiles de croisière. D'autres ont estimé que l'attitude des dirigeants soviétiques reflétait une « stratégie politique » destinée à compromettre les chances de réélection du président Reagan en novembre prochain. En dépit de ces analyses divergentes, « aucun désaccord majeur » sur la façon dont l'OTAN doit réagir au « vent glacial » venant de Moscou n'est apparu depuis l'ouverture de la session, a déclaré un porte-parole.

Les membres de l'alliance ont tous exprimé leur volonté de reprendre un dialogue constructif avec l'URSS, assortie d'une grande fermeté. Ils ne s'attendent pas, par ailleurs, à une fin rapide de la guerre du Golfe, mais estiment peu probable que ce conflit provoque une suspension des livraisons de pétrole. L'OTAN n'envisage pas une intervention militaire, les pays de la région ne le souhaitent pas.

D'autre part, l'agence Tass a accusé mercredi M. Claude Cheysson, ministre français des relations extérieures, M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, et M. Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, d'avoir « grossièrement déformé la politique étrangère pacifique de l'Union soviétique » dans leurs discours au conseil des ministres de l'OTAN (le Monde du 31 mai).

Ces discours ont, selon l'agence officielle soviétique, montré « l'intention de l'administration Reagan et de ses partenaires de l'OTAN d'agir comme auparavant, à partir d'une position de force dans la conduite des affaires internationales ».

Tass leur reproche d'avoir « appelé à l'achèvement rapide du déploiement des missiles nucléaires américains en Europe occidentale, à l'accroissement des dépenses militaires et à la modernisation des forces et armements conventionnels du bloc atlantique ». « Justifiant leur ligne militariste, ajoute l'agence soviétique, ils ont eu recours aux énumérations standardisées concernant l'imaginaire menace militaire soviétique qui planerait prétendument au-dessus de l'Occident ». Tass estime que, dès le premier jour de la réunion, « des différends substantiels sont apparus entre les Etats-Unis et certains de ses partenaires ».

Le porte-parole du gouvernement polonais s'élève contre la « politique d'ingérence » et les « positions inamicales » de la France

Varsovie (AFP). - Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a critiqué, mardi 29 mai, la « politique d'ingérence » de la France à l'égard de la Pologne, en s'en prenant au ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, qu'il a accusé d'« ingérence dans les affaires polonaises ». Dans une déclaration liminaire à sa conférence de presse hebdomadaire, M. Urban a dénoncé les propos tenus, dimanche, au grand Jury RTL-le Monde par M. Cheysson, au sujet de la situation à Varsovie. Le ministre avait estimé que la « position de principe » prise par la France lors de la proclamation de l'état de siège, en décembre 1981, n'avait pas de raison d'être modifiée « tant qu'un quelconque signal sur le plan syndical, du respect de certaines libertés, de la libération des uns et des autres [les prisonniers politiques] ne vient pas » (le Monde du 29 mai).

Par ailleurs, les autorités françaises poursuivent leurs efforts en vue d'obtenir la libération des deux jeunes Français, MM. Jacky Chabot, militant CFDT de vingt-huit ans, et Olivier Roux, vingt-deux ans, incarcérés depuis deux mois à la prison de Szczecin, et au sort desquels M. Cheysson avait également fait allusion devant le « Grand Jury RTL-le Monde ». On a appris à Varsovie qu'une caution de 1 million de zlotys (75 000 F) était, depuis la mi-mai, à la disposition de la justice polonaise pour faire libérer M. Chabot, arrêté le 23 mars à la frontière, au volant d'un camion transportant des vivres, des vêtements et des médicaments pour une organisation humanitaire, et accusé d'avoir tenté d'introduire

Selon M. Urban, M. Cheysson « poursuit sa ligne d'ingérence dans les affaires polonaises. Avoir des exigences, a-t-il ajouté, ne va pas dans le sens d'une amélioration des rapports, mais, à l'inverse, les rend plus difficiles ». Les propos du ministre français prouvent, selon le porte-parole polonais, que « la France campe sur des positions inamicales à l'égard de la Pologne, et qu'elle ne tient pas compte du processus de stabilisation dans le pays ». « En fermant les yeux quand il s'agit des réalités polonaises », le gouvernement français, a estimé M. Urban, « se comporte différemment de la majorité des autres pays occidentaux. Nous n'en sommes pas inquiets, mais profondément surpris, la politique du gouvernement français met en danger les liens traditionnels entre nos deux peuples », a conclu M. Urban.

Le sort de MM. Chabot et Roux

Illégalement en Pologne du matériel d'imprimerie et des brochures de propagande de l'opposition démocratique. Primitivement fixée à 500 000 zlotys, la caution avait été doublée par le parquet de Szczecin. Depuis l'arrivée de cette somme en Pologne, les autorités n'ont toujours pas fait savoir si elles envisagent effectivement de libérer le jeune Français ou le traduire en justice, où il risque une peine maximale de cinq ans de prison.

Quant à M. Roux, étudiant, arrêté le 11 avril dans un appartement de Szczecin et accusé d'avoir voulu transporter des instructions et de l'argent à l'opposition clandestine, aucune caution n'a encore été fixée. Il risque un maximum de trois ans de prison.

Une partie de l'opinion et des milieux politiques irlandais est hostile à la visite du président Reagan

De notre correspondant

Dublin. - La visite du président Reagan en Irlande pour trois jours, à partir du 2 juin, suscite bien des controverses. M. Reagan, qui se rendra ensuite à Londres, puis en France, a déjà visité l'Irlande à deux reprises, la dernière fois en 1972, lorsqu'il était gouverneur de Californie. Pour la visite de 1984, son itinéraire comprend la petite ville de Ballyporeen (trois cents habitants) dans le comté de Tipperary, d'où son arrière-grand-père, Michael, était originaire. Outre Dublin, il séjournera surtout sur la côte ouest, la région d'où la majorité des émigrés partent depuis plus d'un siècle pour les Etats-Unis. Les préoccupations électorales ne sont pas étrangères à cette visite. On estime à quarante millions le nombre d'Américains d'origine irlandaise. Mais on sera très loin de l'accueil réservé en 1963 par Dublin à John Kennedy, qui avait été reçu triomphalement. La population irlandaise fait totalement à l'émigré irlandais de retour au pays natal, après le plus prestigieux des réussites. Aujourd'hui encore, dans de nombreux foyers irlandais, particulièrement à la campagne, la photo de Kennedy fait pendant à celle du pape. Mais M. Reagan n'est pas catholique (son père l'était, mais sa mère l'a élevé dans le protestantisme). De plus, en vingt ans, l'Irlande est passée de son isolement et le débat politique porte désormais surtout sur les affaires de l'Amérique centrale ou le désarmement, par exemple, que sur les affaires internes. Les activités de missionnaires irlandais et d'organisations catholiques d'aide au tiers-monde au Salvador, les rapports sur la brutalité du régime, ont amené le gouvernement de Dublin à protester à plusieurs reprises après de l'administration américaine. On critique également le soutien des Etats-Unis au régime du président Marcos aux Philippines, où un prêtre irlandais est détenu depuis plus d'un an. Son procès a donné lieu à des manifestations devant l'ambassade américaine.

La politique étrangère de l'administration Reagan risque de jeter une ombre sur l'aspect sentimental de la visite. De nombreux groupes, qui comprennent non seulement des gauchistes et des libéraux mais aussi des syndicats et des organisations ecclésiastiques, ont annoncé leur intention de manifester partout où passera le président américain.

Le projet du gouvernement irlandais de confier un doctorat honoris causa à M. Reagan a suscité des dissensions au sein de l'Université. Le gouvernement est donc embarrassé par la perspective de cette visite et craint que des incidents violents ne compromettent les bons rapports établis avec l'administration de Washington. Les Etats-Unis sont les plus gros investisseurs étrangers en Irlande après la Grande-Bretagne, et le deuxième marché pour les exportations irlandaises.

Joe Mulholland.

LA VISITE DE M. BOTHA AU PORTUGAL

M. Soares accepte une invitation à se rendre en Afrique du Sud

Le premier ministre portugais, M. Mario Soares, a annoncé mercredi 30 mai, à Lisbonne, qu'il avait accepté de son « homologue » sud-africain, M. P. Botha, une invitation à se rendre prochainement en visite officielle en Afrique du Sud où vit une communauté portugaise d'environ six cent mille personnes.

M. Soares a fait cette annonce au cours d'une conférence de presse conjointe, au terme de plusieurs entretiens qu'il a eus avec M. Botha, en visite officielle au Portugal.

Pour sa part, M. Botha a indiqué que l'Afrique du Sud serait disposée à négocier avec l'Angola un traité de non-belligérance sur des bases identiques à celles de l'accord conclu récemment entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, à condition que les troupes cubaines quittent l'Angola et que les membres de la SWAPO (Organisation du peuple d'Afrique du Sud-Ouest) soient « empêchés de mener des actions terroristes contre des innocents en Namibie ».

M. Botha a confirmé le départ progressif des troupes sud-africaines de l'Angola, conformément au récent traité de Lusaka, laissant entendre que ce retrait serait achevé dans deux ou trois semaines.

M. Soares a ajouté que les discussions qu'il avait eues avec M. Botha permettaient d'envisager « avec

pragmatisme et réalisme » un développement des relations bilatérales « extrêmement fructueuses » pour les deux pays, notamment dans le domaine des échanges commerciaux et des investissements.

M. Botha quitte Lisbonne ce jeudi pour la Suisse. La tournée européenne du premier ministre sud-africain continue de susciter de nombreuses protestations. A Paris, M. Roger Rouquès (PS) s'est inquiété, mercredi 30 mai, à l'Assemblée nationale, des conditions de sa visite en France, craignant qu'il ne veuille rendre hommage qu'aux morts « blancs » de la première guerre mondiale.

M. Laurin, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, lui a répondu que M. Botha « n'avait pas été invité ; il ne sera donc pas reçu officiellement en France ». Sa visite aura un caractère « privé ». Le secrétaire d'Etat a ajouté que « le gouvernement français veillera, avec la plus extrême attention, à ce que le futur musée mémoriel (prévu par l'Afrique du Sud) dans les bois de Deville dans la Somme, ne comporte aucune discrimination ». Il a ajouté : « C'est donc bien un hommage à tous la communauté sud-africaine qui va être rendu par M. Botha, et le gouvernement français s'en félicite ».

A TRAVERS LE MONDE

Bulgarie

• AMNISTIE. - L'Assemblée populaire bulgare a voté mercredi 30 mai, à l'occasion du quarantième anniversaire de la révolution, une amnistie pour les personnes qui ont quitté illégalement le pays et qui reviendraient avant la fin de 1986. L'amnistie concerne également les personnes condamnées jusqu'à trois ans de prison pour un délit avec préméditation et jusqu'à cinq ans pour un délit non prémédité, excepté les récidivistes. Dans un rapport remis à l'Assemblée, le procureur de la République a affirmé que la criminalité avait diminué en 1983 en Bulgarie. Parmi les causes de la délinquance, il cite l'économie, l'oisiveté et les crimes économiques. - (AFP.)

Inde

• MANIFESTATION MUSULMANE AU CACHEMIRE. - Au moins cent personnes - dont quarante policiers - ont été blessées mardi 29 mai, à Srinagar, capitale de l'Etat de Jammu-et-Cachemire (nord-ouest de l'Inde), lors d'affrontements entre la police et des manifestants musulmans. Les manifestants entendaient protester contre les ré-

cents affrontements entre hindous et musulmans dans la région de Bombay (le Monde du 30 mai). - (AFP.)

Malaisie

• TROIS EXECUTIONS. - Deux trafiquants de drogue et l'assassin d'un policier ont été pendus, le mercredi 30 mai, à Kuala-Lumpur, a annoncé la police. Tan Hock Hai, un restaurateur de quarante-deux ans, et Ng Teng Seng, un homme d'affaires de cinquante et un ans, avaient été condamnés à mort respectivement pour le trafic de 736 et 657 grammes d'héroïne. H'Ng Heng Song, un paysan, avait pour sa part été condamné à mort pour la meurtre d'un policier, au cours d'un cambriolage en 1982. - (AFP.)

Nigéria

• LIMITATION DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE. - Les autorités nigérianes ont pris, en mars dernier, un décret prévoyant des peines d'emprisonnement et des amendes à l'encontre des journalistes, rédacteurs et propriétaires de journaux qui écrivraient des articles « ridicules », « fausses informations », « fausses informations ». Un tribunal spécialisé dans la répression des « délits de presse » a été mis en place au début mai. Déjà deux journalistes du quotidien indépendant de Lagos The Guardian ont été emprisonnés pour avoir écrit un article sur la réorganisation des missions diplomatiques du Nigéria, dont les informations ont été jugées à la fois « erronées et prématurées » par le gouvernement. - (AP.)

Panama

• INCIDENTS. - Une douzaine de personnes ont été blessées et une vingtaine d'autres arrêtées à Panama, le mercredi

30 mai, lors d'une manifestation de l'opposition, pendant la prestation de serment du président élu, M. Nicolas Ardito Barletta. Une centaine de sympathisants du candidat battu, M. Arnulfo Arias Madrid, ont incendié plusieurs véhicules et bloqué la circulation dans plusieurs avenues de la ville. - (AFP.)

Syrie

• M. RIFAAT EL ASSAD A MOSCOW. - M. Rifaat El Assad, vice-président syrien et frère du président Hafez el Assad, est arrivé lundi à Moscou en « visite d'amitié ». Il a été reçu le même jour par M. Vassili Kouznetsov, premier vice-président du Soviet suprême. Selon l'agence Tass, les entretiens ont fourni une nouvelle occasion à la partie soviétique de lancer un appel à la « cohabitation de toutes les forces patriotiques du monde arabe » et à la « restauration de l'unité au sein du mouvement palestinien ». Les interlocuteurs ont également évoqué l'« aggravation du climat dans le Golfe ». M. Rifaat El Assad doit en principe être également reçu par M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a-t-on indiqué lundi de source diplomatique. - (AFP.)

(Publié)

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Poésie, 75116 PARIS TEL : 285-58-06

- 100 000 livres en stock dans tous les domaines.
- Service de recherches gratuits.
- 5 catalogues par an.
- Achat ou comptant.

R.-P. PARRIGAUX.

La Chine plaide pour la détente

(Suite de la première page.)

« Nous avons exprimé, a-t-il dit, notre regret pour la suspension des négociations tenues à Genève entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur les missiles intermédiaires. Nous sommes d'avis qu'en vue du relâchement de la tension en Europe et dans le monde, la tâche la plus importante et pressante qui se pose à tous les peuples du monde, c'est d'exhorter l'une et l'autre des deux parties à faire preuve de retenue, à cesser de déployer de nouvelles armes nucléaires, à mener des négociations sérieuses et à y mettre chacun du sien, pour parvenir à une réduction massive de leurs armes nucléaires ».

La Chine, a encore dit M. Zhao Ziyang, n'a pour sa part « ni l'intention, ni la possibilité » de participer

à la course aux armements, elle ne sera jamais la première à utiliser l'arme nucléaire, et si elle n'a pas adhéré au traité de non-prolifération, elle n'a pas l'intention d'aider d'autres pays à développer un tel armement. Mais, dit-il, la responsabilité du désarmement incombe avant tout aux Etats-Unis et c'est à eux qu'il appartient de s'engager les premiers dans cette voie. « Nous estimons, a-t-il conclu sur ce chapitre, que la convocation, sur cette seule base, d'une conférence internationale largement représentative pour discuter du problème de la réduction des armes nucléaires par tous les pays nucléaires peut revêtir une signification positive ».

S'agissant des autres aspects de la politique extérieure chinoise, M. Zhao a affirmé que son pays souhaitait développer « sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique, des relations normales avec les divers pays, y compris bien entendu les Etats-Unis et l'Union soviétique ». Il a combattu une « intensification de la coopération dans tous les domaines » entre la Chine et l'Europe, un accroissement, en particulier, de leurs « échanges économiques et techniques ».

Dès son arrivée à Paris, le chef du gouvernement chinois avait eu, mercredi, un premier entretien avec le président Mitterrand, au cours duquel différents problèmes internationaux ont été évoqués, notamment la crise cambodgienne et la situation

en Corée. Dans la soirée, M. Zhao Ziyang était l'hôte à dîner de M. Mauroy, avec lequel il a signé deux accords fiscaux destinés à créer des conditions favorables pour les entreprises françaises souhaitant opérer en Chine.

Au cours de la soirée, la jeune sinologue française, Marie Holzman, qui avait été présentée au premier ministre chinois, l'a interrogé sur l'éventualité d'une mesure de clémence en faveur de l'un des principaux animateurs du « printemps de Pékin ». Wei Jingsheng, condamné au mois d'octobre 1979 à quinze ans de prison. M. Zhao Ziyang a répondu qu'il ne lui appartenait pas d'intervenir dans les affaires judiciaires de son pays.

LES USA ÇA NE S'OUBLIE PAS



OFFICE du TOURISME des ETATS-UNIS
23, PLACE VENDÔME, 75001 PARIS
TEL. : (1) 260.57.15

Pour suivre l'actualité chinoise, diplomates, hommes d'affaires, journalistes, abonnez-vous à :

CHINA DAILY

中国日报
le seul quotidien en langue anglaise, publié en Chine Populaire.
Abonnement 1 an :
Surfacte 1712,00 F
Avion 2808,00 F
Réglement à :
Librairie LE PHENIX
72, Bd Sébastopol
75003 PARIS - TEL 272.70.31.

le Monde

ASSE
commerçants et
leur retrai

Une mesure

Le Monde

Le Monde

NEW YORK	1.750 F	2.90
CHICAGO	2.050 F	3.30
WASHINGTON	1.750 F	2.90
ST LOUIS	1.750 F	2.90

afelicio 1.5.84

Le Monde

politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Commerçants et artisans pourront prendre leur retraite à soixante ans

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, mercredi 30 mai, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. Les députés socialistes et communistes ont voté ce texte en l'absence de l'opposition, qui n'a pas été représentée dans l'hémicycle pendant une partie des débats. Le texte a été adopté par trois cent vingt-sept voix (PS, PC).

Aux dispositions essentiellement techniques de ce texte, le gouvernement a adjoint par voie d'amendement des mesures de portée plus large, puisque, par l'adoption de ces amendements, l'Assemblée nationale a donné à leur tour aux artisans et commerçants la possibilité de prendre leur retraite à soixante ans, à compter du 1^{er} juillet 1984.

M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, a souligné que cette réforme, « très attendue par le secteur, voulue par le gouvernement, la présidence de la République et la majorité », répondait à une volonté « d'équité et de justice », est conforme aux engagements pris par le gouvernement sur le plan du calendrier d'application.

Cette « étape » de l'harmonisation de la protection sociale des travailleurs indépendants avec celle des salariés peut être franchie, a souligné le ministre, sans cotisation supplémentaire et sans subvention du budget de l'Etat, grâce à « l'effort financier » effectué par les artisans et commerçants, du fait de l'alignement, depuis 1973, de leur régime de cotisation sur celui des salariés. Ces amendements ont été votés par les députés communistes et socialistes, en l'absence de l'opposition.

Le gouvernement a aussi présenté un amendement visant à créer un conseil général des hôpitaux, composé de personnes ayant atteint « les grades les plus élevés de direction hospitalière », dont le fonctionnement serait financièrement assuré par les établissements hospitaliers publics. Après que M. Claude Evin (PS, Loire-Atlantique), président de la commission des affaires sociales, sans remettre en cause le fond, ait contesté à la fois la méthode (absence de concertation) et l'opportunité du projet, M. Crépeau a accepté de retirer cet amendement.

Parmi les diverses mesures prévues par le projet figure « la constitution d'un échantillon permanent de retraités qui permettra de connaître leurs ressources ». « En effet, poursuit l'exposé des motifs du projet, on ne connaît actuellement que les moyens de protection par régime, mais non le cumul sur une seule personne, alors même qu'un retraité compte, en moyenne, deux à trois régimes de base. »

ET LES AGRICULTEURS ?

« Allez-vous accepter que les exploitants agricoles restent les seuls à ne pas bénéficier d'avantages que le gouvernement et sa majorité estiment justifiés au point de les accorder rapidement aux salariés et d'en faire profiter les artisans et commerçants ? » M. Martin Malvy, député du Lot et porte-parole du groupe socialiste, a clairement fait savoir que celui-ci entend bien obtenir « pour le moins » un engagement du principe du gouvernement sur l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite pour les agriculteurs.

Les députés du PS avaient même sérieusement envisagé d'aller au-delà. Mardi 29 mai, lors de la réunion de leur groupe, ils avaient été sensibles aux arguments présentés par les défenseurs des agriculteurs menés par M. Claude Michel, député de l'Eure. Celui-ci proposait un amendement posant le principe de la retraite à soixante ans et en étalant la mise en application sur cinq ans : soixante-quatre ans en 1985, soixante-trois en 1986, etc.

M. Michel avait calculé qu'en 1985 cela ne coûterait au budget de l'Etat que 13 millions de francs qu'il proposait de trouver en augmentant de 4 % la taxe existante sur les corps gras. D'après lui, le coût d'une telle mesure serait de 339 millions en 1986 et de 1,9 milliard quand elle serait complètement appliquée. Mais il estime qu'il faut déduire d'une telle somme quelque 800 millions de francs économisés alors sur l'indemnité viagère de départ et sur d'autres prestations sociales. M. Michel pense que 30 % seulement des agriculteurs concernés profiteraient de la possibilité qui leur serait offerte.

Dans les ministères, le chiffrage est totalement différent, puisqu'on évoque un coût de 4,5 milliards de francs. De toute façon, tant à Matignon qu'à l'Elysée, on jugeait qu'une telle décision ne pouvait être ainsi prise sur une simple initiative parlementaire au détour d'un projet de loi qui ne lui était pas directement lié. On pensait aussi que la situation actuelle du milieu agricole n'était pas favorable à l'annonce d'une telle décision.

Le bureau du groupe socialiste, réuni mercredi 30 mai au matin, s'est rendu à ces arguments. Puisqu'il y a doute sur le coût d'un tel abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs, il a simplement souhaité qu'une mission de la commission de la production étudie le dossier et que le gouvernement se prononce sur le principe à l'occasion de la défense de son amendement sur la retraite des commerçants et artisans.

Th. B.

AU SÉNAT

Le projet de loi sur la presse adopté n'a plus rien de commun avec celui du gouvernement

Les engagements pris par le Sénat quant à la durée de l'examen du projet de loi sur la presse — que l'Assemblée nationale a adopté le 13 février dernier après quelque cent quarante heures de débat — ont été tenus. Malgré consolation pour le gouvernement dont le texte a été à ce point modifié que les quatre-vingt-quatre sénateurs socialistes et communistes ont voté contre (deux cent six sénateurs de l'opposition l'approuvant) (1).

Que retiendront les députés de la majorité en seconde lecture (qui devrait commencer le 18 juin à l'Assemblée nationale) des ajouts apportés par la Haute Assemblée ? Rien, sans doute. Que rétabliront-ils des dispositions supprimées ? Tout, sans doute.

Tout en affirmant son accord avec le principe de la transparence (traité dans le titre II), la majorité sénatoriale, suivant en cela les propositions de la commission spéciale que préside M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), président du groupe RPR, et dont le rapporteur est M. Jean Chuzel (union cent.-alliée), modifie, en les allégeant, les dispositions censées l'assurer. A l'occasion de l'examen de ce titre est introduit un article additionnel qui « actualise » l'ordonnance de 1944 : « Le directeur de la publication peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un directeur délégué (...). Sauf dans le cas où [il] jouit de l'immunité parlementaire (au plan national ou, innovation, au plan européen), les responsabilités civiles et pénales afférentes à la fonction de directeur, restent à la charge [de ce dernier], même s'il délégué tout ou partie de ses fonctions. M. Robert Hersant, candidat sur la liste de M^{me} Veil, n'est-il pas concerné ?

En tout état de cause, le directeur politique du Figaro est la cible unique du dispositif contenu au titre III relatif au pluralisme, juge la majorité sénatoriale. Suivant les propositions de sa commission, elle supprime l'ensemble des articles limitant les concentrations et les cumuls de titres et instaurant une équipe rédactionnelle. La suggestion faite par M. André Diligent (Union cent.-Nord), d'établissement d'une « charte rédactionnelle » n'est pas non plus retenue par le Sénat.

Après les suppressions viennent les ajouts. Ainsi, le texte de la commission spéciale, approuvé par la majorité sénatoriale, entend inscrire dans la loi le principe de la « préférence nationale en faveur de la presse » : marquer son opposition à une refonte du système des aides allant dans le sens d'un soutien différencié à la presse selon son contenu ; éliminer l'ensemble des aides et franchises accordées aux journaux ; limiter à 25 % les ressources publicitaires des organismes de radio-télévision ; et interdire la publicité de distribution sur les antennes régionales de télévision. Parallèlement, la commission fait adopter plusieurs articles additionnels qui visent à permettre aux entreprises de presse de participer au capital des sociétés régionales de radio et de télévision, et à des services de vidéographie interactive ou diffusée. Ainsi, le Sénat manifeste sa volonté de voir reconnu à la presse, le droit de s'organiser en entreprises multimédias.

Comme elle en avait manifesté l'intention, la commission a proposé d'introduire un nouveau titre dont l'objet « est de protéger les journalistes contre des poursuites abusives » (le Monde du 30 mai).

Parmi les points dont M. Etienne Dailly (Gauchois, républicain, Seine-et-Marne) avait contesté le plus sévèrement la constitutionnalité, figurait la commission pour la transparence et le pluralisme. Suivant les propositions de la commission spéciale, le Sénat lui donne un caractère paritaire de par sa composition et lui affecte comme mission essentielle la mise en œuvre du régime économique d'aides à la presse.

Au terme du débat qui s'est achevé dans la nuit du mercredi 30 au jeudi 31 mai, M. Félix Ciccolini (PS, Bouches-du-Rhône) soulignait la discordance entre les accords conclus par la majorité sénatoriale aux principes de transparence et de pluralisme, et le caractère dérisoire des résultats. « Les concentrations ne sont pas touchées, les trusts non plus, les monopoles gloutons pourrissent continuellement à gloutonner », a-t-il dit de ce texte sorti des travaux du comité par M. Roland du Luart (RI, Sarthe) comme une référence « le jour de l'alternance ».

« Vous avez devant vous un déçu du Sénat », concluait M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, reprochant à la majorité sénatoriale de n'avoir pas mis en accord ses décisions avec ses théories.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Les résultats du scrutin sur l'ensemble du texte ont été les suivants : 206 pour (70 Un. cent. ; 58 RPR ; 49 RI et 24 Gauche dém.) ; 95 contre (68 PS ; 24 PC ; 2 Ras. dém., MM. Baumet et Plantamest ; 1 app. RPR, M. Bourgeois) ; 1 abstention (M. Moine, Gauche dém.). 15 sénateurs n'ont pas pris part au vote : MM. Polier, président du Sénat et Dailly, qui présidait la séance, et 13 Ras. dém. (12 MRG et M. Jeanbrun).

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M^{me} Veil dénonce les « sacrifices injustes » demandés par le pouvoir

De notre envoyée spéciale

Metz. — La pluie aura été la compagne la plus assidue de M^{me} Veil et de M. Pons tout au long de leur périple en Lorraine, mercredi 30 mai. Une pluie battante à Douaumont, où ils se recueillirent et déposèrent une gerbe de fleurs, et à Verdun, où ils parlèrent de paix ; à Nancy, où ils animèrent un rapide déjeuner-débat réunissant trois cents personnes ; à Epinal, où ils firent une courte halte. A Scy-Chazelles, où ils fleurirent la tombe d'un des pères fondateurs de l'Europe, Robert Schuman ; à Metz enfin, dernière étape de cette journée, où avait été organisé un dîner-débat de quelque cinq cents personnes.

Pas de déclaration fracassante lors de cette journée un peu morne, ponctuée de gestes symboliques et au cours de laquelle furent évoqués essentiellement la question des quotas laitiers et, bien sûr, la crise de la sidérurgie. Dans les deux cas, M^{me} Veil a dénoncé les « mesures injustes » prises par le gouvernement. Elle a estimé que la France n'avait pas su, à Bruxelles, « défendre les intérêts des agriculteurs » et qu'elle « n'avait rien fait pour faire respecter le principe de la concurrence communautaire ni pour limiter les exportations ». Elle a déploré de la même façon « les sacrifices injustes » demandés par le gouvernement aux sidérurgistes. Sacrifices « injustement payés par une région que l'on n'a pas voulu privilégier. Ce sont des raisons de politique nationale qui ont imposé ces choix regrettables dans le contexte dramatique de régression de la production d'acier », a affirmé M^{me} Veil.

S'ils ont parlé de l'Europe — l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes allant même jusqu'à juger que cette campagne était beaucoup plus européenne que celle de 1979 et mobilisait davantage l'opinion, — M^{me} Veil et M. Pons ont surtout insisté sur l'importance de l'enjeu du scrutin du 17 juin au plan national. « Nous

devons dire ce jour-là que nous refusons le socialisme et son sectarisme qui, poussé jusqu'à certaines limites, devient une véritable atteinte à la liberté, à la démocratie. Nous devons refuser que soit transféré à la dimension européenne ce qui a amené en France l'affaiblissement de nos libertés », a expliqué M^{me} Veil, tandis que M. Pons affirmait : « Face à une politique d'inspiration marxiste qui démantèle notre pays, nous, républicains, devons nous présenter unis à chaque bataille pour reprendre démocratiquement le pouvoir. »

Ainsi, au fur et à mesure qu'elle s'approche le 17 juin, la sanction du pouvoir semble, pour M^{me} Veil et M. Pons, passer avant le vote pour l'Europe. Sur ce point, il semble difficile de trouver entre eux une quelconque divergence. — C. F. M.

● M. Lionel Jospin, tête de liste du PS, au cours d'une réunion de femmes, en présence de M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, a déclaré à Paris le 30 mai : « Sans excès de superbe, on peut être raisonnablement fier de ce qu'a fait le gouvernement pour les femmes, grâce notamment à Yvette Roudy. »

● M^{me} Arlette Laguiller qui conduit la liste de Lutte ouvrière, parlant « au nom des travailleurs qui ont assez d'être traités par la gauche et opprimés par la droite », a souhaité, à Lille le 30 mai, « une fédération de tous les peuples d'Europe et même du monde uni pour abattre les trusts. La classe ouvrière doit montrer qu'elle est plus forte que les patrons, les bourgeois et la droite qui, sous un masque de gauche, siège au gouvernement ».

● Meeting trouble. — Un meeting de MM. Laurent Fabius et Max Gallo a été troublé à Rouen, le 30 mai, par quelques manifestants qui ont quitté la salle en scandant « L'école libre vivra ». Le service d'ordre socialiste a fait évacuer les perturbateurs. Le président de l'association des parents d'élèves de l'école libre de Seine-Maritime a dénoncé dans un communiqué « les brutalités et les méthodes fascistes » de ce service d'ordre. M. Fabius a évoqué « la formidable et extraordinaire opération de camouflage que constitue la liste Veil ».

● Le PFN ne participera pas aux élections européennes. — Suivant en cela l'avis exprimé par la majorité des membres de son conseil national, le bureau politique du Parti des forces nouvelles a décidé d'annuler la participation de l'extrême droite française à l'élection du Parlement des Communautés européennes. « Plutôt que d'engager les sommes énormes exigées pour participer à ce scrutin et qui constituent une inadmissible taxe sur les libertés politiques, le PFN consacrerait ces ressources au combat contre le régime socialo-communiste. » Aucune consigne de vote ne sera donnée, le conseil national ayant estimé qu'aucune des listes en présence ne donnait satisfaction du point de vue de l'exigence d'une défense européenne unifiée et indépendante.

Une mesure logique

Les dispositions votées par l'Assemblée nationale doivent permettre à quatre cent cinquante mille artisans et commerçants (dont soixante-cinq mille artisans, deux cent quatre-vingt-cinq mille commerçants) de bénéficier d'une retraite de base à taux plein (50 % du plafond de la Sécurité sociale), avec trente-sept ans et demi de cotisation, à l'âge de soixante ans.

Si, comme on le prévoit, les décrets d'application sont publiés rapidement, la mesure pourrait entrer en vigueur dès le 1^{er} juillet. En fondant aux artisans et aux commerçants les dispositions prévues pour les salariés par l'ordonnance du 26 mars 1982, elle répond, au moins en partie, aux vœux des professionnels.

Cette extension était logique, puisque, depuis 1973, les cotisations de retraite des commerçants et des artisans étaient alignées sur celles des salariés du privé ; mais ils ne bénéficiaient des mêmes conditions de pension que pour les onze années 1973-1983, alors que la durée de carrière (très inégale) est de vingt-six années en moyenne.

Annulée dès la publication de l'ordonnance du 26 mars 1982, cette généralisation s'est cependant fait attendre ; il a fallu, lors du relèvement d'un point des cotisations vieillesse des salariés, en janvier dernier, que les responsables des caisses artisanales décident de suspendre le recouvrement des cotisations, et que ceux des caisses de commerçants menaçant de ne pas appliquer le nouveau taux pour débloquent l'affaire.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire dans des catégories sociales réputées en déclin, le financement ne présente pas d'obstacle majeur : l'alignement des cotisations, depuis 1973, assure l'équilibre des caisses de retraite dans les mêmes conditions pour les vingt années à venir, quelle que soit l'évolution démographique. Mais l'on redoutait, non sans raison — le débat l'a montré, — une « contagion » aux agriculteurs, pour lesquels la retraite à soixante ans

serait fort coûteuse... pour les autres, les agriculteurs ne finiraient pas à la moitié de leur retraite.

Mais il fallait fixer les conditions de cessation d'activité et de cumul entre une retraite et un nouvel emploi éventuel. On a appliqué pratiquement les mêmes règles que pour les salariés. Artisans et commerçants devront rompre tout lien avec leur entreprise : ils ne pourront par exemple devenir ni salarié ni « conjoint collaborateur » de leur successeur. S'ils reprennent une activité dans une autre entreprise, ou en créent eux-mêmes une nouvelle, ils devront alors payer, comme les salariés, une « contribution de solidarité » égale à 10 % du revenu de cette nouvelle activité (calculée sur la même base que les cotisations d'assurance-maladie).

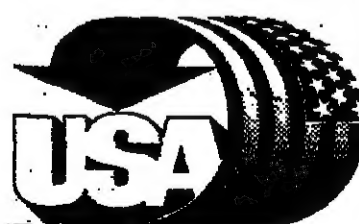
Contrairement à ce qu'ils avaient espéré, artisans et commerçants ne bénéficieront pas d'un délai pour céder leur fonds. Ils avaient demandé un délai d'un an et espéré trois mois. Mais le gouvernement s'opposait à tout cumul et a jugé « techniquement » irréalisable un blocage temporaire des pensions en attendant la cession (ou la fermeture).

Combien d'artisans et commerçants vont profiter des possibilités nouvelles ? Par analogie avec les cadres, on pense à un tiers. La proportion de cadres ayant pris leur retraite étant nettement plus élevée que prévu, on parle aujourd'hui de 60 % à 75 %. Le pourcentage risque d'être plus fort chez les artisans — qui peuvent difficilement poursuivre longtemps leur activité et bénéficier d'autre part d'une retraite complémentaire, — que chez les commerçants, qui, ayant souvent peu cotisé et n'ayant pas de régime complémentaire obligatoire, disposeront de faibles ressources. Pour ces derniers, la mesure sera symbolique. Mais le principe est acquis. C'est ce que demandait avant tout les professionnels.

GUY HERZLICH.

● L'intervention des armes bactériologiques. — L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 30 mai, en première lecture, le projet de loi au-

torisant l'adhésion de la République française à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques, biologiques ou à toxines, et sur leur destruction. Ce texte a été voté par les députés socialistes et communistes, l'opposition n'étant pas représentée dans l'hémicycle au moment du vote.



NEW YORK
aller simple 1.750 F

CHICAGO
aller simple 2.050 F

WASHINGTON
aller simple 1.750 F

DETROIT
aller simple 1.750 F

2.990 F

3.390 F

2.990 F

2.990 F

TARIFS PRÉFÉRENTIELS ICELANDAIR - VOLS RÉGULIERS - ALLER-RETOUR
(17 vols par semaine au départ de Luxembourg)

- Acheminement SNCF compris de Paris et de l'Est de la France.
- A partir de Septembre, ouverture d'une nouvelle destination : ORLANDO avec DISNEY WORLD, EPCOT et la FLORIDE aux meilleurs prix.
- Interrogez ICELANDAIR ou votre agent de voyages sur ses autres tarifs compétitifs et ses arrêts touristiques en Islande.

ICELANDAIR est aussi le spécialiste de l'Islande.

ICELANDAIR
9, bd des Capucines 75002 Paris ☎ 742.52.26

POLITIQUE

Le PC n'a pas changé d'attitude réaffirment ses porte-parole

Interrogé le mercredi 30 mai sur les propos tenus la veille par M. Pierre Mauroy à propos de l'attitude de M. Georges Marchais, M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a déclaré : « Que le premier ministre ait des mots aimables pour le Parti communiste, je trouve cela tout à fait bien. Mais de là à déchaîner toute une théorie sur le changement d'attitude du PC, c'est une autre affaire. Nous avons toujours tenu la même ligne d'action depuis 1981. »

En revanche, sur la situation actuelle des agriculteurs, M. Lajoinie a affirmé : « La création des quotas laitiers est une mauvaise chose parce que ce ne sont pas les producteurs français qui sont responsables des excédents (...). Nous continuerons à lutter contre ces quotas qui sont une mesure injuste. Nous ne sommes pas d'accord avec cette décision de la Commission européenne et nous faisons des remarques sur ce qu'a fait le gouvernement français sur cette question. »

Le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, a souligné, le même jour sur Europe 1, que « personne n'avait noté que le premier ministre avait rencontré Georges Marchais à la réception organisée par l'Humanité pour son quarante-vingtième anniversaire, quelques jours à peine après la manifestation

pour la sidérurgie ». M. Leroy a réaffirmé la position du PCF : « Nous sommes au gouvernement pour faire ce qui a été décidé en 1981. Il y a des problèmes, en premier lieu ceux de l'emploi et du pouvoir d'achat. C'est pour les résoudre que nous faisons des propositions - des critiques parfois - pour que les engagements soient tenus, avec la volonté de résister. C'est pour cela que nous sommes au gouvernement et que nous y resterons », a-t-il déclaré.

L'Humanité du jeudi 31 mai consacre aussi son éditorial à l'attitude du PC à l'égard du gouvernement. Claude Cabanes écrit : « En sommes, après le grand écart musclé, le jeu-à-joue doucereux : dans leurs rapports avec leurs partenaires de la majorité, les communistes seraient engagés dans un beau virage et négocieraient la courbe en abandonnant sur les bas-côtés leurs inquiétudes, leurs critiques ou leurs propositions. »

« Nous sommes au regret de décevoir cruellement ces observateurs de circuit : ils se sont trompés. Notre politique n'a pas changé. Et nous sommes encore plus désolés de devoir leur annoncer cette étonnante nouvelle : nous n'avons qu'une politique. Ils la connaissent pourtant bien : faire passer dans la vie les engagements de 1981. Tous nos actes et nos discours lui sont conformes. »

Des élèves de l'ENA veulent lutter contre les privilèges des fonctionnaires

(Suite de la première page.)

Elle affirme que son objectif n'est pas d'aboutir à un égalitarisme absolu, mais de réduire les différences de rémunérations qui ne sont pas justifiées par des responsabilités particulières, ou par une qualification professionnelle élevée.

En outre, les premiers adhérents à l'association ont pris l'engagement d'établir entre eux, pendant deux ans et demi après leur sortie de l'ENA, une sorte de redistribution des primes afin de supprimer les inégalités qui pourraient atteindre 2 000 francs par mois, le salaire, en effet, qu'à la sortie de l'école de telles différences ne peuvent être justifiées et que tous les anciens élèves méritent une rémunération accessoire identique.

Un « énarque » ayant effectué son service militaire parvint à son entrée dans l'administration active un salaire mensuel de l'ordre de 9 000 francs (8 300 pour ceux qui n'ont pas effectué de service national), auxquels s'ajoutent des rémunérations annexes représentant de 40 à 80 % du salaire. Selon un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale pour 1983-1984, le conseiller du tribunal administratif percevait après deux ans de carrière 2 800 francs de primes et un administrateur civil à la direction des douanes 4 700 francs. Ces différences s'accroissent au fil des ans. Cinq ans après leur sortie de l'école, par exemple, le conseiller du tribunal touchera 3 000 francs et le second 6 000 francs de prime. Les élèves de la dernière promotion qui, avant leur classement, font la tournée des ministères où on leur présente leurs éventuelles « fiches de poste » n'ont, en fait, le conseil de savoir quelles seront leurs primes. Celles-ci sont extrêmement diverses et les directions du personnel des ministères refusent d'en préciser le montant.

Pourquoi de telles indemnités complémentaires du salaire ? Elles permettent de compléter des traitements qui, relativement, ne sont pas très élevés : elles évitent ainsi la « fuite des cerveaux » vers le secteur privé. Elles récompensent aussi des compétences spéciales, ou un travail particulièrement ardu. Bien des postes ingrats quant à l'intérêt du travail ou au lieu de résidence ne seraient pas pourvus sans des primes alléchantes.

Si les membres de la nouvelle association, ne contestent pas le bien-fondé de ces primes, ils n'admettent pas qu'elles soient attribuées en secret et sans critère clair, et il est vrai que bien des primes représentent de véritables sur-salaires. Certains fonctionnaires bien en cour arrivent, dit-on, à doubler ainsi leur traitement. Toutes ces primes sont en principe déclarées, figurent sur la feuille de paie et sont soumises à l'impôt. On peut donc s'étonner que l'administration ne puisse pas en établir un recensement exact. Il est vrai que les primes les plus importantes sont celles qui sont octroyées par le ministère des finances à ses propres fonctionnaires.

Les investigations de l'ARIA ne porteront toutefois pas sur les primes « occultes », c'est-à-dire sur les « enveloppes » d'argent en espèces, dont la pratique existe dans certains ministères et surtout dans les cabinets ministériels mais qui sont encore bien moins connues.

Echapperont aussi à cette tentative de mise au jour les rémunérations annexes que perçoivent les

fonctionnaires des corps techniques de l'Etat - ports et chaussées, travaux publics, équipement, etc. - intéressés par un pourcentage aux opérations que réalisent les collectivités publiques et dont le montant est encore plus important...

ANDRÉ PASSERON.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 30 mai, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été publié :

● DROITS D'AUTEUR

Le ministre délégué chargé de la culture a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle. Ce projet important, mis au point après une large concertation avec les professions concernées, répond aux objectifs suivants :

- 1) Moderniser la loi de 1957 sur la propriété littéraire et artistique, en définissant le nouveau régime de l'œuvre audiovisuelle, ainsi que les droits des créateurs au regard des nouvelles techniques de diffusion des œuvres, telles que le câble et le satellite;
- 2) Organiser des relations équilibrées entre les artistes interprètes et les personnes qui les emploient et assurer les droits des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle sur l'utilisation des œuvres et des programmes;
- 3) Prendre en compte le nouveau mode d'exploitation des œuvres que constitue la copie privée, en instituant un droit sur les cassettes vierges au profit des auteurs, des artistes et des producteurs;
- 4) Définir un statut légal pour les sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur et des droits des artistes et des producteurs;
- 5) Renforcer le régime des sanctions pour lutter contre la piraterie des œuvres.

L'ensemble de ces dispositions doit donner à notre pays les moyens appropriés pour que la création des œuvres et leur diffusion reçoivent une impulsion nouvelle. Elles complètent les décisions récemment prises par le gouvernement en faveur des industries de la culture : création de l'Institut de financement de cinéma et des industries culturelles, mise en place du Fonds de soutien aux industries de programme, obligation pour les réseaux câblés de consacrer le tiers au moins de leurs ressources au financement des programmes, création de l'Agence pour les nouvelles technologies.

(Lire page 20.)

● COOPÉRATION SCIENTIFIQUE

Conformément aux orientations définies en mai 1982 et 19 octobre 1983, le conseil des ministres, sur proposition du ministre de l'Industrie et de la Recherche, a adopté deux décrets relatifs à l'organisation d'établissements publics chargés de mettre en œuvre la politique de coopération scientifique et technique de la France.

L'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), réorganisé sur une base pluridisciplinaire, conformément aux principes de la loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation de la recherche, verra son efficacité accrue, grâce à l'intensification de ses échanges avec les différents organismes de recherche.

Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) regroupera les activités des huit instituts de recherche spécialisés dans l'agronomie tropicale au sein d'un établissement public qui assurera la cohérence et la valorisation de leurs activités et permettra de renforcer les liens qui existent entre les instituts des Etats partenaires, la communauté scientifique française et les professions concernées.

● ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Sur proposition du ministre de l'Éducation nationale, le conseil des ministres a adopté un décret relatif au statut des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur. Abolissement de dix-huit mois de consultations avec l'ensemble des interlocuteurs concernés, ce texte met fin à une situation caractérisée par l'enchevêtrement de nombreux corps et grades de rémunération. Il n'y aura, désormais, que deux corps de référence dans l'enseignement supérieur : celui des professeurs, ouvert aux personnes habilitées à diriger des recherches, et celui des maîtres de conférences, accessibles aux titulaires du nouveau doctorat.

Les procédures de recrutement, fondées sur la transparence et la recherche de la qualité, feront intervenir, pour des concours sur emplois, le Conseil supérieur des universités au niveau national et les instances de l'établissement (commission de spécialité et d'établissement et conseil d'administration en formation restreinte) au niveau local. Les concours sur épreuves (agrégation) seront maintenus lorsqu'ils existent (droit, sciences économiques, gestion).

La mobilité prévue pour l'accès au corps des professeurs facilitera l'émulation et une meilleure répartition géographique. L'instauration des congés sabbatiques permettra de meilleurs échanges entre universitaires et professionnels ou entre chercheurs français et étrangers. Les possibilités d'échanges avec l'industrie seront accrues. Des recrutements extérieurs sont prévus.

Les services d'enseignement ont été revus en fonction de l'acte pédagogique, la vocation prioritaire des professeurs à assurer des cours, magistrats étant, toutefois, affirmée. Les obligations de service pourront être modulées, avec l'accord des intéressés, pour tenir compte de la diversité des charges.

Diverses mesures sont enfin prévues, sur plusieurs années, pour améliorer la carrière des enseignants-chercheurs : quatre mille transformations d'emplois d'assistants en maîtres de conférences interviendront d'ici à 1988 ; d'autres transformations (cinq cents dès cette année) permettront aux anciens maîtres-assistants de devenir professeurs de deuxième classe ; l'intégration de vacataires et le retour de coopérants sont, également, prévus.

● EXPLOITATION DE LA MER

Le conseil des ministres a adopté, sur proposition du secrétaire d'État chargé de la mer, un décret portant création de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER). Ce texte est l'aboutissement d'un long processus de concertation entre les personnels et les administrations concernés. Il concrétise la réforme de la recherche océanographique engagée par le gouvernement. Il conduira, à partir

de la fusion de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes et du Centre national pour l'exploitation des océans, à la constitution d'un grand groupe français de recherche océanologique.

● DROITS NOUVEAUX DES TRAVAILLEURS

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a présenté une communication sur l'application des lois qui, depuis 1981, ont institué des droits nouveaux pour les travailleurs.

1. - L'ensemble législatif et réglementaire, connu sous la dénomination de « lois Auroux », a sensiblement transformé les relations au sein des entreprises. Le bilan que l'on peut établir, près de deux ans après l'entrée en vigueur de ces textes, est le suivant :

- Libertés des travailleurs dans l'entreprise : en application de la loi du 4 août 1982, près de 60 000 règlements intérieurs ont été rédigés, soumis aux comités d'entreprise et transmis à l'inspection du travail ; 3 700 accords ont été conclus sur le droit d'expression dans l'entreprise ; certains prévoient l'expression spécifique des cadres ; dans les deux tiers des entreprises de plus de deux cents salariés, deux à quatre réunions ont été organisées pour l'expression des salariés sur leurs conditions de travail ;

- Développement des institutions représentatives du personnel : conformément à la loi du 28 octobre 1982, près de cent vingt comités de groupes ont été mis en place ; un large appel a été fait aux experts et aux possibilités de formation économique ouvertes par la loi ;

- Négociations collectives : à la suite de la loi du 13 novembre 1982, la négociation est devenue un moyen privilégié d'évolution sociale : près de 5 000 accords ont été conclus en 1983 dans les entreprises, soit plus du double du maximum atteint au cours des années précédentes ; des négociations se sont engagées pour les premiers mois de l'année 1984 ;

- Hygiène, sécurité et conditions de travail : à la suite de la loi du 23 décembre 1982, les institutions compétentes pour les risques professionnels et les conditions de travail se sont effectivement mises en place dans trois entreprises du secteur industriel sur quatre.

II. - La loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public connaît, actuellement, ses premières applications, puisque les élections des représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance sont en cours. Ces élections ont déjà touché près de 40 % des salariés concernés. Elles se déroulent dans des conditions très satisfaisantes : le taux de participation dépasse 70 %. Il est donc supérieur à celui constaté pour les élections professionnelles. Les salariés ont, ainsi, montré leur volonté d'être mieux associés aux grandes décisions engageant l'avenir de leur entreprise.

Dans le même temps, et conformément aux prescriptions de la loi, les négociations entre les directions des entreprises du secteur public et les organisations syndicales pour l'amélioration du droit syndical et la mise en place des conseils d'atelier ou de bureau se sont engagées partout.

La mise en œuvre des lois relatives aux droits nouveaux des travailleurs, qui ont été complétées, récemment, par la loi du 24 février 1984 sur la formation professionnelle continue, traduit une avancée significative de notre droit social. Elle est, certes, encore incomplète, et des efforts restent à faire. Le gouvernement veillera à ce que l'ensemble des salariés bénéficie pleinement de ces nouveaux droits.

● COMMERCE EXTÉRIEUR DANS LES DOM

Le ministre du commerce extérieur et du tourisme a présenté une communication sur la place des départements d'outre-mer dans le commerce extérieur de la France. Les départements d'outre-mer ne couvrent, par leurs exportations, que 13 % de leurs importations en provenance de la métropole ou de l'étranger. Ce taux de couverture n'a cessé de se dégrader au cours des vingt dernières années. Le gouvernement entend renverser cette tendance. Il a retenu pour objectif de réduire de moitié en cinq ans le déficit commercial des départements d'outre-mer.

A cette fin, un dispositif comportant dix séries d'actions a été arrêté ; sa mise en œuvre concerne l'ensemble des départements ministériels. Il

comporte, notamment, des mesures visant à :

- accroître l'utilisation des sources locales d'énergie (biomasse, géothermie, solaire, photovoltaïque) ;

- augmenter et diversifier la production agricole (horticulture, riziculture, production de bananes, élevage, cultures maraîchères notamment) ; et développer la filière bois, la pêche et l'aquaculture ;

- mobiliser les potentialités touristiques ; le tourisme, qui constitue, déjà, la première ressource en devises des départements d'outre-mer, peut être, en effet, considérablement développé, notamment en direction de la clientèle proche, par exemple celle de l'Amérique du Nord pour les Antilles ;

- développer la coopération entre les départements d'outre-mer et leur environnement régional.

Parallèlement, des dispositions sont prises pour promouvoir l'offre locale, pour assurer la cohérence de la politique commerciale, simplifier le régime des échanges et en améliorer la connaissance statistique.

● AIDE ALIMENTAIRE

Le ministre délégué à la coopération et au développement a présenté au conseil des ministres une communication sur l'aide alimentaire française aux pays en développement.

L'aide alimentaire répond aux besoins d'urgence des pays concernés : depuis dix ans, le Sahel, le nord-est du Brésil, l'Afrique australe, connaissent des sécheresses prolongées, qui ont totalement désorganisé les économies rurales et menacé des millions de millions d'individus. Cette aide représente 1,6 million de tonnes de céréales pour la CEE et ses Etats membres, et 200 000 tonnes pour l'aide bilatérale française.

Les mesures adoptées par le conseil des ministres répondent aux deux objectifs de la coopération dans ce domaine :

1) Adapter notre aide alimentaire aux politiques agricoles des pays concernés et aux besoins nationaux des populations ; l'aide alimentaire vise, avant tout, à favoriser le développement des cultures vivrières, pour que ces pays atteignent, progressivement, l'autosuffisance alimentaire. Au-delà de nos engagements en céréales, 15 millions de francs ont été dégagés pour diversifier les produits offerts (produits laitiers, sucre notamment) et pour réaliser des opérations triangulaires permettant d'acquies des denrées à proximité des zones de pénurie.

2) Accroître et rationaliser les procédures d'exécution, afin que l'aide alimentaire soit effectivement acheminée dans des délais d'urgence et que la distribution soit programmée avec les Etats bénéficiaires : une cellule d'urgence sera mise en place afin de mobiliser les aides dans le cadre d'un plan d'organisation des secours que proposera la France pour les pays du Sahel. Les orientations de ces actions seront régulièrement soumises à l'approbation du premier ministre. L'action de la France en ce domaine sera harmonisée avec celle de la CEE et des autres donateurs d'aide. Le conseil des ministres sera saisi prochainement d'une proposition française en ce sens.

MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres du mercredi 30 mai a adopté les mesures individuelles suivantes :

- M. Paul-Marie Henry, ambassadeur de France, est nommé président du conseil d'administration de l'Office national d'immigration.

(Né le 9 octobre 1918 à Paris, M. Paul-Marie Henry, ancien élève de l'ENA et de l'Ecole nationale des langues orientales, est conseiller économique à la Mission d'études économiques des Nations unies pour le Moyen-Orient en 1949, avant d'être nommé secrétaire de la commission consultative de l'UNRWA (United Nations Relief and Works for Palestine Refugees in the Near East) (1950-1952). M. Henry est directeur associé du Bureau des opérations du Fonds spécial des Nations unies, de 1961 à 1966, et de 1972 à 1977, il préside le Centre de développement de l'OCDE avant d'être nommé ambassadeur au Liban en 1981 en remplacement de M. Louis Delema, assassiné le 4 septembre de la même année, le 25 février 1983, M. Henry a été élevé à la dignité d'ambassadeur de France.)

- M. Guy Georgy, ambassadeur de France, est nommé directeur de l'Institut de la Méditerranée, au sein de la Direction des affaires régionales.

- M. Gilles Curien et Jacques Martin, ministres plénipotentiaires, sont maintenus dans leurs fonctions de conseiller diplomatique du gouvernement.

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu à la vente de 11 à 18 heures
sauf indication particulière

LUNDI 4 JUIN

S. 1. - A 21 h. (Expo aux. lux.). Tableaux anciens - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 2. - Extrême-Orient, tapis. M^{re} DEURBERGUE.
S. 3. - Bijoux, argenterie. M^{re} GROS, DELETTREZ.
S. 4. - Tbx, dessins, grav. 17, 18, 19 s. - Le Christ et la Samaritaine - att. à Louis de Boullogne le Jeune 1654-1733. Argile, poupées, linge table, meubles style et rustique. - M^{re} MORELLE.
S. 6. - Linge, dentelles, fourrures, bijoux. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M^{re} DILLÉ.
S. 7. - Tbx aux. bel. assembl. - M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, MM. Hardebaud, Latrelle.
S. 13. - Disques, litho, tapis, meubles. - M^{re} LANGLADE.

MARDI 5 JUIN

S. 4. - (Expo. le 2, salle 7). Céramiques, cartes postales. - M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, MM. Vandermersch, Mordant.

MERCREDI 6 JUIN

S. 1. - Dessins, tapis des 19, 20^{es} secl. obj. du 18^e. M^{re} COUTURIER, NICOLAY, MM. Pacini, le Foul, Praquin.
S. 2. - Art nouveau, art déco. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^{re} Mercier.
S. 5-6. - Tbx aux. meubl. obj. des 18^e, 19^e. M^{re} DELORE, MM. Kautz de Beyer, Hardebaud, Latrelle, Lacoste, Rym.
S. 8. - Imp. bibloth. livres sur l'Europe de l'Est. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 10. - Bijoux, obj. de vitrine, orf. aux. et mod. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M^{re} DILLÉ, Véronique Fromanger.
S. 14. - Tapis, meubl. obj. d'art. - M^{re} MILLON, JUTHEAU.
S. 16. - Cadres anciens. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M^{re} DILLÉ.

VENDREDI 8 JUIN

S. 1. - Objets d'art et d'ameublement. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. DILLÉ, Lévy-Lacaze.
S. 4. - Obj. d'art. - M^{re} BONDU.
S. 6. - Tapis, dessins et tapis. aux. et mod. obj. d'art, meubles. - M^{re} OGER, DUMONT.
S. 7. - Estampes, tapis, modernes. - M^{re} RENAUD.
S. 9. - A 14 h. meubles objets. - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 11. - Tableaux, meubles. - M^{re} GROS, DELETTREZ.
S. 13. - Bijoux, tapis, meubles. - M^{re} DEURBERGUE.
S. 15. - Meubles. - M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 16. - Livres aux. et mod. autogr. tapis, meubl. obj. - M^{re} COUTURIER, NICOLAY, M. Martin.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75009), 261-80-07.
GROS, DELETTREZ, 23, rue Drouot (75009), 742-78-01.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 46, avenue Georges-V (75008), 720-15-94.
COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellesseme (75007), 555-85-44.
DELORE, 14, avenue de Messine (75008), 562-31-19.
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 261-36-50.
GROS, DELETTREZ, 23, rue Drouot (75009), 770-83-04.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 22-01-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement Rhéims-Laurin), 12, rue Drouot (75009), 246-61-16.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Denot (75009), 246-46-44.
MORELLE, 50, rue Ste-Anne (75002), 286-69-22.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-48-95.

LES INTERNATIONAUX DE FRANCE A ROLAND-GARROS

Noah peine

Fis des premiers tours en simple, début des doubles : les Internationaux de France battent leur plein. Une grande journée de soleil a permis, mercredi 30 mai, de rattraper le retard provoqué la veille par la pluie. Les enfants des écoles avaient quitté le stade quand, à 21 h 30, l'Argentin Vilas perdait le jeu décisif du quatrième set et était ainsi éliminé par le Suisse Gimhart. Après l'Américain Mayotte et le

Néo-Zélandais Lewis, c'était la troisième tête de série tombée au premier tour. Un mauvais coup pour l'ancien champion de Roland-Garros, âgé de trente et un ans, qui a dû à remonter dans les dix premiers mondiaux après ses déboîs avec le Conseil professionnel en 1983.

A l'exception de cette surprise, la journée a surtout apporté des confirmations : les Améri-

cains McEnroe et Arias, le Suédois Wilander et le Tchèque Lendl, qui se sont qualifiés en trois sets secs, sont en forme ; Noah, qui a peine durant cinq manches, est loin de son niveau de 1983. Les tours suivants devraient néanmoins être plus faciles pour le champion sortant, contrairement aux cinq autres Français encore en lice : Benhabib, Courteau, Tulasne, Portes et Lecomte.

Toutes ces raisons n'expliquent pourtant pas de façon satisfaisante pourquoi Yannick Noah a été accroché de la sorte par Dickson, car, en dépit de toutes ses qualités, dont le moindre n'est pas le courage, ce joueur, qui fait rebondir de façon exaspérante la balle avant d'engager, une casquette de golfier vissée sur la tête, a un revers de paquette et une volée au rabais. Comme l'Américain était malgré tout assez pressé de monter au filet, parce qu'il n'était pas assez régulier dans l'échange, la technique pour l'épingler comme un papillon n'était pas très difficile à trouver. Elle permit d'ailleurs à Noah de boucler la première manche, alors que Dickson servait à 30-0 au huitième jeu, lors de la reprise.

Mais le Français joua ensuite comme s'il avait des baisses brutales d'impulsions nerveuses. Il laissa ainsi filer les deuxième et quatrième sets comme un automate dont le ressort est détendu. Il délivrait ses passing-shots de revers sans tourner les épaules, ne réussissant presque plus de premières balles de service et retournant dramatiquement court. Heureusement, après avoir facilement dominé la troisième manche en jouant à l'énergie, il se ressaisit dans l'ultime set, prenant d'entrée de jeu l'Américain à la gorge.

Toutefois, l'alerte avait été suffisamment donnée pour qu'on s'interroge sur le niveau actuel de Noah, qui doit affronter ce jeudi le Belge Bolleau (108^e mondial).

Depuis sa victoire l'an dernier, le champion de Roland-Garros a connu plus de bas que de hauts. A son pal-

maris, on ne trouve plus le moindre victoire. Même s'il a d'abord été suspendu, puis handicapé par une blessure au genou, enfin affecté par une dépression morale qui lui a fait quitter la France pour New-York, force est de constater que, l'an dernier, il s'était présenté au stade de la porte d'Auteuil à un meilleur niveau : il avait gagné les tournois de Hambourg et de Madrid, avec des succès sur Wilander et Lendl.

Joueur à battre

Cette année, son début de saison sur terre battue a été marqué par des défaites à Monaco contre Wilander, à Hambourg contre le tchèque espagnol Aguilera, et à Rome contre le Franco-Argentin Diego Perez. Une absence de résultats qui contraste avec la multiplication des opérations de promotion - livres, bandes dessinées, publicité - faites autour de son nom. Perturbé par la gloire, Noah ? Il affirme que son mariage avec la Suédoise Cecilia Rhode lui a permis de trouver un nouvel équilibre. Est-il pour autant psychologiquement prêt à aborder ce tournoi en position de joueur à battre ?

« Il est difficile de rester au sommet », dit le champion du monde John McEnroe, pour lequel, au contraire, tout paraît désormais étonnamment facile. A l'inverse de Noah, le numéro un mondial, qui parle d'expérience pour avoir été au creux de la vague après ses succès à Wimbledon et à Flushing-Meadow

en 1982, ayant été lui aussi blessé et ayant également manqué de motivation, paraît au sommet de son art. Il a débarrasé à Paris sur une série de trente-six victoires consécutives depuis le début de l'année, dont quelques-unes retentissantes sur Lendl, Connors et Wilander. Pendant toute cette série, il n'a pas concédé plus de trois manches, et l'Argentin De La Pena, qualifié, qui n'a pas encore été son dix-huitième adversaire, n'était pas en mesure d'aggraver ce score, mercredi, en dépit d'un énorme courage.

En fait, McEnroe, qui avait mené, en battant Noah à Grenoble lors de la finale de la Coupe Davis 1982, sa capacité à maîtriser le jeu sur terre battue, apparaît bien cette année à Paris dans des dispositions qui en font le favori. Jusqu'à cette année, en quatre participations à Roland-Garros, il n'avait pu aller plus loin que les quarts de finale, où il a été battu une fois par Lendl, en trois sets, et une autre fois par Wilander, après avoir outrageusement dominé la première manche. Cette année, il se présente sans les mêmes préventions contre la brique piécée, car il s'est bien acclimaté sur les courts de Forest-Hills et Düsseldorf.

Au moment où Noah paraît marquer le pas, McEnroe a tous les atouts en main pour prouver qu'il est bien « le plus grand champion de notre époque », comme aime à dire le président de la Fédération internationale de tennis, Philippe Chatrier.

ALAIN GIRAUDO.

Le dernier trimestre de Nathalie

C'est reparti pour Nathalie. A nouvelle saison carnet tout neuf. Que d'espoir sur ces pages blanches ! Depuis deux ans, elle ampute son dernier trimestre de classe au lycée pour venir, quinze jours durant, chasser l'autographe, à la sortie des artistes, « l'année dernière, j'ai même eu Wilander. Mais j'ai raté Noah ». Mini « groupe » des deux de la terre battue, la voilà sur ses ergots, stylo en bataille. D'abord, se précipiter sur tout ce qui porte raquette, demander le nom arabe : il sera bien temps de déchirer le page.

Il est une petite meute sous l'œil débonnaire des gardiens. Nathelina glisse, dédaigneuse et froide comme un rive de pierre. Panache étendu d'un revers de main : « Ce sont les moins célèbres qui acceptent le plus facilement de signer », soupire Nathalie, navrée. Mais voilà Michel Sardou qui pose devant les caméras : la journée n'est pas perdue.

N'allez pas croire que Nathalie casse sa tirelire chaque année : « Mon frère est acheteur au rayon hifi d'un grand magasin. Chaque année, toutes les marques lui envoient des invitations. » Par cette inavouable stratégie familiale, elle est parve-

nue à obtenir des entrées pour toute la première semaine. « Après, je connais les gardiens, alors ils me laisseront passer en échange d'un autographe. »

Mauvaise conscience ? Oh non ! Roland-Garros est le royaume de la raquette. Les détracteurs de « grilles » s'évertuent à s'insinuer dans les « tribunes ». Les spectateurs des courts annexes n'ont de cesse de risquer un pied sur la terre promise du « central », et les pros, en un lancinant ballet, longent les grilles du stade, quantant la faille. « La foule change », laisse tomber sentencieusement un gardien chevronné de la tribune officielle, aux prises, dès les premiers après-midi, avec dix, cinquante, Nathalie.

Pour décourager les fraudeurs, on a multiplié les contrôles et on les a affublés de vestes d'un beau rouge dissuasif. Hélas, d'année en année, les raquetteurs ont hérité, n'ont pas perdu la forme, et tous les trucs sont bons. « Encore un peu et cela deviendra aussi dur que le Parc des Princes ! », avertit un vigile. Insulte suprême !

DANIEL SCHNEIDERMAN.

LES RÉSULTATS

Mercredi 30 mai

SIMPLE MESSEURS

(Premier tour)

Premier quart de tableau
McEnroe (E-U, 1) b. De la Pena (Arg., 275) : 6-3, 6-1, 6-3. Benhabib (Belg., 108) b. Lema (Esp., 35) : 4-6, 6-3, 6-4, 7-5. Hasek (Sud., 89) b. Arguello (Arg., 51) : 6-2, 3-6, 6-1, 6-2. Gehring (RFA, 98) b. Mayotte (E-U, 20) : 7-5, 6-1, 7-6. Barazani (Lib., 165) b. Giammalva (E-U, 67) : 6-0, 4-6, 6-3, 6-0. C. Panatta (It., 50) b. Acuna (Chil., 103) : 6-2, 6-3, 6-3. Arias (E-U, 5) b. Beldi (Fr., 141) : 7-6, 6-2, 6-4.

Deuxième quart de tableau
Smid (Tch., 17) b. Drewett (Aust., 53) : 6-3, 6-3, 6-4. Courteau (Fr., 233) b. Fleming (E-U, 29) : 6-3, 3-6, 6-1, 6-3. Clerc (Arg., 9) b. Doyle (E-U, 100) : 6-1, 7-6, 6-2.

Troisième quart de tableau
Noah (Fr., 6) b. Dickson (E-U, 44) : 6-4, 4-6, 6-2, 1-6, 6-1. Bolleau (Belg., 108) b. Forget (Fr., 250) : 7-6, 7-5, 6-3. Schwaier (RFA, 106) b. Maner (RFA, 78) : 7-5, 6-1, 6-1. Frawley (Aust., 107) b. Gorge (Youg., 92) : 7-5, 6-4, 6-4. Manson (E-U, 137) b. Pate (E-U, 86) : 6-4, 7-5, 6-1. Tulasne (Fr., 122) b. Cash (Aust., 32) : 6-3, 6-4, 6-3. Faroczy (Hong., 117) b. Lewis (N-Z., 22) : 6-3, 6-2, 6-4. Aguilera (Aust., 16) b. Meier (Tch., 54) : 1-6, 4-6, 6-3, 7-5, 6-1. Skozil (Tch., 85) b. Krausz (Aust., 279) : 6-4, 6-0, 6-3. Pimek (Tch., 40) b. Avendano (Esp., 135) : 3-6, 6-4, 6-1, 6-2. Alexander (Aust., 80) b. Rebollo (Chil., 76) : 6-3, 6-4, 6-2. Wilander

(Subd., 4) b. Masur (Aust., 61) : 6-3, 6-2, 6-3.

Quatrième quart de tableau

Westphal (RFA, 84) b. Bahrami (Iran, 279) : 4-6, 7-6, 6-3, 6-4. Gunarson (Suède, 57) b. Michibata (Can., 74) : 6-1, 6-1, 6-1. Brown (E-U, 52) b. Simonsson (Suède, 111) : 6-4, 6-3, 6-2. Edberg (Suède, 24) b. Araya (Pérou, 42) : 6-2, 6-1, 6-2. Martinez (Bol., 73) b. Casal (Esp., 170) : 6-0, 6-3, 6-2. Jarry (Suède, 13) b. Vande (Fr., 128) : 6-4, 6-2, 6-3. Schapers (PB) b. Korita (E-U, 58) : 6-2, 6-2, 5-7, 6-1. Vajda (Tch., 190) b. Meiner (E-U, 77) : 6-2, 6-1, 6-3. McNamee (Aust., 41) b. Guerrero (Arg., 374) : 6-2, 6-4, 6-2. Lecomte (Fr., 27) b. Barbosa (Brésil, 97) : 6-2, 6-2, 6-4. Lendl (Tch., 2) b. Mitchell (E-U, 123) : 6-3, 6-2, 6-0. Martinez (Bol., 73) b. Casal (Esp., 170) : 6-0, 6-3, 6-2. Gunhardt (Suisse, 31) b. Vilas (Arg., 12) : 4-6, 6-4, 7-6, 7-6.

SIMPLE DAMES

(Premier tour)

Premier quart de tableau
S. Graf (RFA, 85) b. E. Rapaci (Arg., 131) : 6-2, 7-6, 5-3. Amis (Fr., 64) b. C. Seise (Fr., 52) : 6-1, 7-5. K. Horvath (E-U, 11) b. N. Phan Thoa (Fr., 262) : 6-2, 6-2.

Deuxième quart de tableau

P. Karpeller (RFA, 167) b. I. Madrugá (Arg., 20) : 2-6, 7-5, 6-1. M. Torres (E-U, 61) b. H. Sukova (Tch., 12) : 7-6, 4-6, 6-3. R. Reggi (It., 40) b. B. Bramblett (E-U, 125) : 6-0, 6-2. J. Russell (E-U, 34) b. G. Kim (E-U, 105) : 6-1, 6-0. P. Delbecq (Sul., 87) b. B. Jordan (E-U, 140) : 6-4, 6-3.

Z. Garrison (E-U, 7) b. P. Paradis (Fr., 39) : 6-4, 7-5. H. Mandlikova (Tch., 3) b. Brzakova (Rom., 64) : 6-0, 6-0. S. Mascarin (E-U, 135) b. L. Antonoplis (E-U, 128) : 6-1, 6-3. P. Keppeler (RFA, 161) b. L. Madruga (Arg., 30) : 2-6, 7-5, 6-1.

Troisième quart de tableau

K. Jordan (E-U, 6) b. A. Minter (Aust., 78) : 7-5, 4-6, 13-11. I. Budarova (Tch., 37) b. K. Sands (E-U, 53) : 6-3, 6-2. V. Ruzic (Roum., 24) b. V. Wade (GB, 51) : 3-6, 6-3, 6-3. I. Budarova (Tch., 37) b. K. Sands (E-U, 53) : 6-3, 6-2. P. Smith (E-U, 89) b. Mould (E-U, 17) : 6-2, 6-4. L. Bonder (E-U, 17) b. C. Vautier (Fr., 35) : 6-1, 6-1. A. Temesvari (Hong., 16) b. J. Munde (Af. du Sud, 66) : 6-2, 6-1. S. Gole (Youg., 55) b. T. Phelps (E-U, 49) : 7-5, 6-4. M. Simberka (Tch., 133) b. C. Jolissaint (Sul., 47) : 2-6, 6-1, 6-3. C. Jexell (Suède, 96) b. M. Gurney (E-U, 62) : 6-4, 6-3. B. Bunge (RFA, 32) b. C. Karisson (Suède, 96) : 6-2, 6-4.

Quatrième quart de tableau

J. Durie (G-B, 8) b. L. Drescher (Sul., 100) : 6-3, 6-3. I. Araya (Pérou, 21) b. A. Croft (G-B, 76) : 6-4, 4-6, 9-7. F. Dudge (Fr.) b. K. Kell (E-U, 132) : 7-5, 5-7, 6-3. C. Basset (Can., 19) b. C. Reynolds (E-U, 138) : 6-0, 6-0. P. Medrano (Br., 73) b. K. Schaefer (E-U, 28) : 6-2, 7-6. M. Schropp (RFA, 39) b. S. Rehe (E-U, 163) : 6-4, 6-1. C. Ever-Lloyd (E-U) b. H. Eisner (RFA, 134) : 6-0, 6-1. M. Maleva (Bulg., 13) b. B. Gerken (E-U, 112) : 6-2, 6-2. M. Janovec (Youg., 29) b. P. Casale (E-U, 166) : 6-2, 6-4.

Entre parenthèses figurent la nationalité et le classement ATP des joueurs ou WTA des joueuses.

FOOTBALL

Liverpool sur les traces du Real Madrid

Si le Real Madrid avait été le club-phare du football européen des années 50-60, avec six victoires en Coupe des clubs champions, le Football Club de Liverpool est en passe de lui succéder pour les années 70-80. Mercredi 30 mai, sur le terrain de leurs adversaires de l'Association sportive de Rome, les Anglais ont triomphé pour la quatrième fois (1977, 1978, 1981 et 1984).

Pour tenir en échec les Romains - Phil Neal, le capitaine de Liverpool avait ouvert le score (14^e minute), mais Fruzzio avait égalisé (44^e minute), puis en venant à bout, après les prolongations, dans l'épreuve des coups de pied au but (4 à 2), les Anglais ont fait appel à leur expérience, leur sang-froid et leur parfaite organisation tactique. A défaut de gagner la Coupe d'Europe, le FC Liverpool a au moins eu le mérite de bien terminer une saison exceptionnelle de soixante-cinq matches, marquée par un parcours sans défaite en Coupe d'Europe, un quatorzième titre de champion d'Angleterre et une victoire dans la Coupe de la ligue anglaise.

Coups de couteau et coup de cœur

De notre correspondant

Rome. - Malgré les importantes mesures de sécurité - près de cinq mille carabinieri et agents municipaux mobilisés, - et les appels répétés au calme lancés par la municipalité, le match Liverpool-Rome a été marqué par de nombreux incidents. Deux personnes sont dans un état grave : Marco Pomponi, atteint à la tête par une bouteille en verre, et John Sharp, blessé d'un coup de couteau dès son arrivée à la gare de Rome, pendant une rixe. Une troisième est morte, mais dans d'autres circonstances : Danilo Musetti, tombé de la plateforme d'une camionnette alors que, comme des milliers d'autres « romains », il parcourait, drapau déployé avec force coupe de klaxon, les rues de la capitale. Une quarantaine de blessés ont reçu des soins dans les hôpitaux romains.

La police, qui a procédé à une cinquantaine d'interpellations, dont celles de trois Britanniques accusés d'avoir poignardé un Italien, est intervenue plusieurs fois avec des grenades lacrymogènes, aussi bien aux alentours du stade olympique, après le match, que dans les rues du centre où quelques vitrines ont été brisées par des supporters en colère de l'AS Roma. Ceux de Liverpool, au nombre de seize mille, dont une bonne partie ont été pris en charge dès leur arrivée en gare, emmenés au stade dans des bus spéciaux, puis accompagnés à la gare, n'ont été que marginalement impliqués dans les échauffourées.

« Fermé pour cause de Coupe »

« La rixe est brisée » : une phrase qui revient à Rome, sur toutes les lèvres. La déshonneur a été à la mesure des espérances qu'ont gardées, jusqu'aux dernières minutes de jeu, après le temps réglementaire et les prolongations, les centaines de milliers de tifosi (supporters) d'une capitale qui vit depuis plusieurs jours en « jaune et rouge », aux couleurs de son équipe, dans l'attente de sa première « Coupe des champions ».

Banderoles rouge et or au travers des rues, quelques drapeaux brochant sur l'honneur de Falco et Cezezo, les deux joueurs brésiliens idoles des foules de la capitale. Mais aussi des bouteilles spéciales de mousses à l'échelle « Forza Roma » (le Dieu Rome), militaria, foulards, drapeaux, etc. On évalue à près de 100 millions de francs les retombées commerciales de ce match historique. Près de soixante mille personnes étaient massées au stade olympique autour du président de la République, M. Sandro Pertini, et plus de deux cents mille sur l'immense esplanade du Circo Massimo.

TROIS SUPPORTERS BRITANNIQUES JUGÉS À PARIS

Trois jeunes supporters britanniques arrêtés à Paris le 29 février à la suite du match France-Angleterre de football pour avoir attaqué, rue Gros (16^e), un automobiliste français, M. Ghislain de Beaumont, trente-quatre ans, avec des barres de fer et des matériaux trouvés sur un chantier en construction, ont comparu libre, le 30 mai, à la treizième chambre correctionnelle. Il s'agit de MM. David Baldry, vingt-deux ans, marin de la Royal Navy, qui fut détenu provisoirement durant deux mois et demi ; Michael Keogh, vingt et un ans, technicien de la marine marchande, et Paul Baker, vingt et un ans, comptable, qui furent détenus à titre préventif pendant un mois et demi.

Tous trois ont protesté de leur innocence, assurant n'avoir pas pris part aux violences mais avoir été appréhendés par les policiers parce qu'ils se trouvaient sur place.

Des témoins entendus au cours de l'enquête ont cependant soutenu avoir vu les deux premiers supporters frapper M. de Beaumont (qui, victime d'un traumatisme crânien n'a conservé aucun souvenir des faits), et le troisième briser la vitre arrière de son véhicule.

Le procureur a requis une peine d'au moins un an de prison dont une partie avec sursis contre ceux qui seraient reconnus coupables de coups et blessures volontaires. Jugement le 13 juin.

MÉDECINE

Les effets indésirables des médicaments devront être déclarés par les médecins

Le Journal officiel du 30 mai 1984 publie un décret du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale concernant l'organisation de la pharmacovigilance. Ce texte indique notamment que les médecins et les industriels de la pharmacie doivent désormais obligatoirement déclarer les effets indésirables des médicaments.

La pharmacovigilance est une discipline en plein développement. Elle a pour objet de déterminer, par la surveillance et le recensement, les liens de causalité entre les médicaments et les réactions indésirables ou nuisibles qu'ils peuvent provoquer chez les malades. Elle est donc fondée sur l'existence d'un réseau de surveillance performant et durable. Le principal avantage d'un tel réseau est la rapidité de la collecte d'informations qu'il permet et, en aval, celle de la décision pouvant être prise par les pouvoirs publics concernant la commercialisation d'une substance donnée.

En France, la pharmacovigilance a, au départ, été organisée par l'arrêté du 2 décembre 1976 et, en pratique, mise en place en 1977. Le sys-

tème était alors fondé sur des centres hospitaliers de pharmacovigilance, un centre national et une commission technique. Le décret qui vient d'être publié reprend, pour l'essentiel, ce mode de fonctionnement et l'intègre au code de la santé publique.

La partie nouvelle et originale porte sur les déclarations obligatoires. Ainsi, le décret précise que « tout médecin, chirurgien, dentiste ou sage-femme ayant constaté un effet inattendu ou toxique susceptible d'être dû à un médicament qu'il a prescrit doit en faire la déclaration immédiate au centre régional de pharmacovigilance ». De la même manière, le fabricant « doit déclarer à la Commission nationale de la pharmacovigilance tout effet inattendu ou toxique ».

Une telle disposition devrait élargir et donc nettement améliorer le fonctionnement du réseau national de pharmacovigilance. Sans si les praticiens, faute d'y être véritablement contraints, ne jouent pas le jeu, comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui pour ce qui concerne les déclarations obligatoires des maladies infectieuses.

J.-Y. N.

A LA TÉLÉVISION

Jeudi 31 mai sur TF 1

De 14 h à 18 h 30 : direct.
De 21 h 30 à 21 h 50 : résumés.

SOCIÉTÉ

LE CONGRÈS DES NOTAIRES A VERSAILLES

Les incertitudes d'une réforme

(Suite de la première page.)

A la fin de 1980, 6 786 notaires en avaient dressé, pour cette année-là, 4 700 000. Le nombre des actes a donc augmenté de vingt ans de 64 %, alors que celui des notaires n'a progressé que de 2,5 %.

En dépit de l'argument, le Conseil supérieur du notariat avait violemment rejeté une perspective qui, à ses yeux, risquait de confier des études à des hommes insuffisamment qualifiés. D'autant que les investissements sont aujourd'hui particulièrement nécessaires et le recours à l'informaticien de plus en plus indispensable. C'est pourquoi si, du côté du notariat, on plaide aussi pour une augmentation des effectifs, ce serait au bénéfice des études existantes, et non de la relève. Pour cinq cents notaires qui seraient utiles chaque année, on en recrute actuellement cent cinquante.

De discussions en échanges, on est arrivé à l'idée d'un « contrat de programme ». Les pouvoirs publics et la profession étudieraient l'évolution de l'activité notariale selon les régions et détermineraient les possibilités d'accueil de nouveaux notaires, soit dans les études qui existent déjà, soit dans des études à créer. Voilà donc un deuxième sujet de conflit aplani.

Mais le discours de M. Badinter laisse encore insatisfait les notaires qui n'ont guère entendu parler d'une éventuelle modification du tarif de leurs actes. D'ailleurs, moins, soutiennent-ils, que la crise économique a frappé aussi chez eux. Le beau et fructueux temps des transactions immobilières qui représentaient 50 à 60 % de l'activité n'est plus. Il est sûr que les études, à cause de cette récession, ont dû honorer des personnes. Le Conseil supérieur estime que, de 1981 à 1983, le produit brut de l'activité notariale, en francs constants, a baissé de 14 %, et que le produit net, c'est-à-dire le bénéfice laissé aux notaires dans la même période, a baissé de 29 %.

Bec et ongles

Dans ces conditions, le tarif-pourcentage appliqué par les notaires sur le montant des opérations authentifiées par l'acte notarié est défendu bec et ongles. Sur ce chapitre, M. Badinter, sans renoncer à l'idée « d'un tarif en rapport avec le service rendu », a fait savoir que « les progrès souhaitables » ne devraient pas compromettre l'équilibre économique des études. Un examen de situation sera donc entrepris avant toute réforme sectorielle.

Pour le congrès, l'incertitude subsiste malgré tout. Mais si les notaires restent sur la défensive, ils essaient aussi de proposer. M. Charbon, leur porte-parole, a plaidé pour des études pouvant devenir sociétés anonymes de capitaux, pour un développement des possibilités de l'exercice en groupe, qui pourrait être le prétexte à l'apprentissage, plus tard, de sociétés « latentes », de sociétés « d'attente », à répondre la garde des sceaux, tout en observant que la concentration de telles ambitions supposait encore bien des efforts.

Mais l'Etat attend, aujourd'hui, des notaires une autre contribution à sa politique de lutte contre l'inflation et le chômage. Le ministre de la justice l'a fait savoir clairement. Quelle forme pourrait prendre cette contribution à la solidarité nationale ? Les propositions n'ont pas été données, en question, en tout cas, n'a guère ravi un corps qui se plaint d'être, lui-même, une victime de l'inflation.

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

AIR ALGERIE COMMANDE DEUX AVIONS AIRBUS A-310

Alger (AP). - La compagnie algérienne Air Algérie a signé mercredi 30 mai à Alger un contrat avec le consortium européen Airbus Industrie pour l'achat de deux appareils du type A-310-200, d'une capacité de 216 passagers chacun. Air Algérie possédait déjà deux Airbus A-310 qu'elle a loués à la compagnie Lufthansa, le reste de sa flotte étant surtout constitué de Boeing 727 (onze appareils) et 737 (quatre).

Les deux Airbus A-310 seront exploités sur les lignes à haute densité de trafic de la compagnie, essentiellement en direction de Paris et de Marseille. Ils seront livrés en août 1984 et février 1985.

L'annonce de ce contrat en avait été faite lors de la visite officielle à Paris du président algérien Chadli Bendjedid en novembre 1983. La signature officielle intervient deux jours après la visite du secrétaire d'Etat à l'énergie, M. Jean Auroux, à Alger.

LES PERSONNES PROTÉGÉES ET LA LOI

Huit cent mille « incapables »

Qu'est-ce qu'une personne protégée au sens de la loi ? C'est automatiquement l'enfant mineur jusqu'au jour de ses dix-huit ans. Pour celui-ci, les parents agissent. Ceux-ci peuvent cependant mourir brutalement. Les accidents de la route sont les plus grands pourvoyeurs d'incapables mineurs. L'orphelin se trouve alors sous tutelle. L'expérience a montré aux notaires et aussi aux magistrats que, dans ce cas, le conseil de famille prévu par la loi n'est pas toujours facile à réunir.

Le congrès a émis le vœu que, par simple testament, les parents envisagent leur propre disparition et expriment leur souhait de voir désigner comme administrateur légal de leurs enfants tel ou tel membre de la famille, frère, ascendant ou descendant, qui puisse prendre en charge les intérêts.

Ce serait là une forme de tutelle simplifiée, comme elle existe pour les majeurs incapables. Pour ces derniers, la loi offre plusieurs possibilités : le régime protecteur de la sauvegarde de justice ; la curatelle, qui laisse à l'intéressé la capacité d'agir lui-même étant entendu

que, s'il devait accomplir un acte qui lui soit nuisible, celui-ci pourrait être annulé ; enfin, la tutelle, qui ne lui permet aucun acte mais qui n'est jamais une mesure définitive.

Pour bien faire comprendre les réalités, des exemples ont été donnés. On a cité le cas d'un médecin victime d'un grave accident et qui devait rester dans le coma pendant plus de deux mois. Cependant, la société maintenait ses obligations. Il y avait les impôts à payer, le rachat, des cotisations de Sécurité sociale à régler.

La sauvegarde de justice se met en place, le fils aîné étant désigné comme administrateur. Mais, si ce médecin peut, dans des limites déterminées, tirer des chèques sur le compte de son père, il ne lui est pas accordé, en revanche, la possibilité, au cas où ce compte deviendrait insuffisant, de procéder à une vente de biens, ce que l'on appelle un « acte de disposition ». Ne serait-ce pas améliorer la loi ? Le congrès s'est trouvé unanime pour exprimer ce souhait.

Les plus démunis

Autre cas d'espèce tout aussi significatif, c'est celui de l'incapable qui hérite. S'il existe des frères et des sœurs, le notaire devra procéder à un partage à l'amiable. Il le fera, évidemment, après avoir consulté le juge des tutelles, le tuteur. Mais, en l'état actuel des textes, ce partage ne prendra effet qu'après une décision d'homologation de l'acte prononcée par le tribunal de grande instance, ce qui demandera plusieurs mois, un an peut-être, alors que trois intervenants qui sont tous trois pour responsables - le tuteur, le juge des tutelles et le notaire - ont estimé que ce partage n'était pas contraire aux intérêts de la personne protégée. Cette homologation par le tribunal n'est-elle pas superflue ?

J.-M. Th.

EN BREF

Un ingénieur en chef de l'armement est inculpé

MM. Jean-Marie Carnet, quarante ans, ingénieur en chef de l'armement chargé du secteur Proche-Orient à la direction des affaires internationales de la délégation générale pour l'armement, et Jean-Pierre de Barant, quarante-cinq ans, président de la société portant son nom, qui a pour objet le recrutement de cadres supérieurs, ont été inculpés le 30 mai par M. Claude Garnier, juge d'instruction à Paris. M. Garnier est chargé d'une information ouverte le 22 mai, à la suite d'une enquête de la commission des opérations en Bourse (COB), pour utilisation d'informations financières par des initiés (le Monde du 22 mai).

M. Carnet, qui avait assisté à des négociations ayant abouti, le 8 janvier, à un accord de fourniture d'un important matériel d'armement par Thomson-CSF à l'Arabie Saoudite avait acheté (sous son nom et celui de sa femme) 6 750 titres Thomson-CSF le 13 janvier alors que la transaction du 8 janvier fut seulement révélée le 16 au public.

Pour sa part, M. de Barant, qui a recruté dans le passé une dizaine de cadres pour cette société, acquit 20 000 de ces actions entre le 10 et le 13 janvier. L'un et l'autre revendirent ensuite ces valeurs avec profit.

Le journaliste de Paris-Match libéré

Comme il le lui avait annoncé le 26 mai en le plaçant sous mandat de dépôt, M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, a mis en liberté, le 30 mai, M. Jean Tagnière, le journaliste de Paris-Match qu'il avait inculpé de « recel de vol » et de « recel de violation du secret professionnel » (des policiers), à propos des photographies dérobées au service de l'Identité judiciaire de la préfecture de police de Paris. Ces documents, représentant notamment le corps dépecé d'une étudiante néerlandaise par l'étudiant japonais Sagawa, avaient été publiés dans le magazine Photo. Le journaliste aurait reconnu que ces clichés lui avaient été remis, en juin 1982, par un policier. M. Tagnière est placé sous contrôle judiciaire.

Les derniers développements de

l'enquête ont d'autre part incité le parquet à saisir le magistrat instructeur d'un réquisitoire suppléant contre X... visant le délit de corruption.

La saisie de films de presse au Parlement

M. Bernard Desrois (PS Nord) s'est inquiété le 30 mai à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité, des conditions dans lesquelles la police avait saisi des films à la station régionale de FR 3 à Lille, après une manifestation. M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, lui a notamment répondu : « Cette saisie, parfaitement légale au regard du code de procédure pénale, n'a pas porté atteinte à la liberté de l'information. » Mais il a ajouté : « Il est vrai que la recherche et l'utilisation par la justice de documents audiovisuels non diffusés ont, de tout temps, suscité des controverses. Aussi existe-t-il l'intérêt de telles saisies, qui ne sont pratiquées que lorsque le juge les estime indispensables à la manifestation de la vérité dans les affaires d'une particulière gravité. Ces documents peuvent jouer à charge comme à décharge à l'égard des personnes suspectées. Le gouvernement a conscience de la difficulté du problème. »

Le ministre a ajouté que le garde des sceaux avait demandé au conseiller d'Etat qui présidait la commission presse-justice créée en février dernier « d'accorder une attention particulière à cette question ».

« Eclipse annuelle de soleil du Mexique au Maroc. » Quelques milliers de Parisiens ont observé, mercredi 30 mai, une éclipse partielle du soleil couchant. Au maximum de l'éclipse, à 20 h 11, le recouvrement ne portait que sur une moitié de la surface du soleil, ce qui n'a entraîné aucune baisse perceptible de luminosité. Le phénomène était plus spectaculaire sur une bande de quelques dizaines de kilomètres de large s'étendant du Mexique au Maroc. L'éclipse y était annulaire : un millième seulement de la surface solaire restait visible, formant une mince auréole lumineuse qui entourait le disque noir de la lune.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3722

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Se voit le verre à la main on le vers à la bouche. II. Fait prêter l'oreille mais ne fait pas prêter à l'œil. III. De quoi se plaindre du service, mais se réjouir de la table. IV. Telle de l'eau barrée ou disparue. V. A donc l'alarme à l'œil. VI. Grave, se manifeste de manière agitée. VII. Lac de Finlande. Lettres aux-quelles on attache un certain prix. VIII. Forme d'être. Peut avoir le sens de la famille ou celui de la communauté. IX. Ville ou villa italienne. Participe passé. X. On les accuse parfois d'être légères. XI. Elle chante sur la route de Lodi. Se décompose.

VERTICALEMENT

1. Répond donc à certaines règles de discrétion ou ne répond pas. 2. Convient à tout le monde. Font passer le temps. Symbole de richesse. 3. Un homme qui connaît l'usage. 4. Symbole chimique. C'est un dérivé. Abréviation religieuse. 5. Peintre en bâtiment. 6. Désigne une bande. Participe passé. C'est par plaisir qu'on le casse. 7. Saisie ou contrainte par corps. Peut donc être rendu. 8. Tous les certains n'obéissent pas à la loi. 9. Il a une santé de fer. Agitation dans un cas, inertie dans l'autre.

Solution du problème n° 3721

Horizontalement
I. Illuminé. II. Noir. III. Dérivé. IV. H. Étroit. V. Gen. Gr. VI. Équivoque. VII. Sursaturé. VIII. T. IX. L. X. Ombre. XI. Négligé.

Verticalement
1. Indigestion. 2. Loufoquerie. 3. L. N. Urg. IS. S. D. L. 5. M. V. R. 6. Ergot. 7. N. O. 8. S. T. P. 9. S. T. E. T. GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le jeudi 31 mai à 6 heures et le vendredi 1^{er} juin à 24 heures.

Après une hausse du champ de pression relative et temporaire, un thalweg associé à un front froid traversera vendredi 1^{er} juin la France. Ils seront suivis d'air instable et plus frais.

Vendredi, le matin, des résidus nuageux persisteront en Corse. Des brumes seront observées sur la moitié est. Elles seront temporairement suivies d'un temps ensoleillé, tandis que le front froid donnera un ciel couvert avec des pluies faibles à modérées dans l'Ouest.

L'après-midi ce front continuera à progresser vers l'est. Des orages se déclencheront des Pyrénées aux régions méditerranéennes, aux Alpes et au Nord-Est. A l'arrière de ce front, le ciel variable gagnera progressivement l'ensemble du territoire. Dans cette traîne chargée, les nuages donneront des averses plus nombreuses dans le Nord-Ouest ; des orages pourront même y éclater, en soirée ainsi que dans le Sud-Ouest.

Les températures minimales seront de 8 à 11°. Les maximales atteindront 19 à 21° dans le Sud-Est, 17 à 21° suivant l'occurrence et la localisation des orages dans le Sud-Ouest, 16 à 18° ailleurs. Les vents généralement faibles s'orienteront au sud-ouest.

EXPOSITION

RETOUR DU POLE. - Paris accueille, jusqu'au 3 juin, Jeanusz Kurbat, navigateur polaire, et son voilier bris-glacie Vagabond aux mis à cette occasion en cale sèche. Près de lui, le vaisseau Noronic sera transformé en salle d'exposition où seront présentés des documents, photos, films, équipements et matériels utilisés pendant les cinq années d'explorations polaires et de recherches scientifiques. L'exposition doit ensuite être présentée en province.

* Quel Défilé, face au 26, avenue de New-York, sur la rive droite de la Seine, de 18 heures à 19 heures.

GALERIE SAGOT-LE CARREZ
24, rue du Four (9) - 326-43-38
GÉRARD DIAZ
Gravures 1980-1984
- 1 MAI 1984

PARIS EN VISITES

SAMEDI 2 JUIN

« Aspects inconnus du canal de l'Oise », 10 heures, angle rue de Crimée, quai de la Loire, M. Ganquez Romera.
« Musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly, M. Ponceau.
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
« Les Invalides de Louis XIV », 15 heures, grilles d'honneur côté esplanade (Académie).
« Église orthodoxe de la rue Daru », 14 h 30 (Activités-culturelles).
« Quartier Saint-Séverin », 15 heures, 21, rue Saint-Jacques (B. Czorny).
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, rue Pont-Marie.
« Hôtels et jardins illuminés du Marais », 21 heures, rue Pont-Marie (Les Filles).
« Le cimetière de Montmartre », 15 heures, entrée avenue Rachel.
« Le palais du Luxembourg », 15 heures, rue de Vaugirard, angle de la rue de Tournon (La France et son passé).
« Le château de Vincennes », 14 h 45, porte face métro Château-de-Vincennes (Isabelle Hamill).
« La franco-magnum », 15 heures, 16, rue Cadet (M. Jullien).
« Le cimetière du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale (Vincent de Laugle).
« Le cœur de Paris », 15 heures, place du Châtelet devant la fontaine (Paris autrefois).
« Les arbres de Lutèce et le quartier Montferrand », 15 heures, rue Saint-Jacques.
« Le château de Saint-Ouen », 15 heures, métro Mairie-de-Saint-Ouen (Paris et son histoire).
« Le couvent des Carmes et son jardin », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Chefs-d'œuvre de la peinture médiévale », 16 heures, au Grand Palais, porte A (Tours de culture).
« Camille Claudel », 11 heures, musée Rodin.
« Le trésor Saint-Marc de Venise », 11 h 15, entrée du Grand Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30 : 191, rue Saint-Jacques, MM. Bataillon et Cailloux : « La plaquette Marie » (Association des géographes français).
15 heures amphithéâtre Bacheland à la Sorbonne, Armand Donade : « Vivre mieux l'habitat ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 31 mai :

UNE LOI

« Relative à la vaccination antivaricelleuse ».

DES DÉCRETS

« Modifiant et complétant le décret du 18 mars 1981 créant des centres de formalités des entreprises ».

« Relatifs au registre du commerce et des sociétés et aux modalités d'inscription de certaines sociétés à ce registre ».

« Soumettant l'Office général de l'air (OGA) au contrôle économique et financier de l'Etat ».

UN ARRÊTÉ

« Portant affectation aux carrières des élèves de la promotion 1982-1984 de l'Ecole nationale d'administration ayant terminé leur scolarité au mois de mai 1984 ».

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER
TOUTS NUMÉROS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS

TERMS NOMBRES	FINALES ET NUMÉROS	SCA GAINES	TERMS NOMBRES	FINALES ET NUMÉROS	SCA GAINES
1	11 711 53 881	200 700 10 000	6	628 08 888 41 188 57 288	500 10 000 10 000 10 000
2	082 672 9 822	100 300 2 000	7	57 87 287 347	200 200 200 2 000
3	2 023 303 343 773 4 823	100 100 100 100 100 2 100	8	8 8 888 5 888	100 2 000 2 000
4	344 464 70 384 009 464	100 100 10 000 1 000 000	9	10 338 688 7 178 88 888 10 488 88 288	200 700 100 2 200 10 000 10 000 10 000
5	2 725 4 825 6 285 17 735 082 085	2 000 2 000 2 000 10 000 4 000 000	0	0 0 000 3 440 88 610	100 100 2 100 10 700
6	08 146 288	200 100 100			

LOTTO
TIRAGE DU VENDREDI 30 MAI 1984
21 40 41 45 46 49
POUR LES TIRAGES DES VENDREDI 8 ET SAMEDI 9 JUIN
SOLUTION JEU/TAI MARCHÉ APOSTROPHE
TRANCHE DE LA FÊTE DES MÈRES
TIRAGE DU VENDREDI 30 MAI 1984

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER
TOUTS NUMÉROS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement de TACOTAC se trouve dans tous les L.D. de 27/11/83

La numérotation 204291 pour 4 000 000,00 F

Numéros de lot	Prize	Numéros de lot	Prize
004291	100 000,00 F	104291	100 000,00 F
104291	100 000,00 F	204291	100 000,00 F
304291	100 000,00 F	404291	100 000,00 F
504291	100 000,00 F	604291	100 000,00 F

Les numéros approchant aux

Numéros de lot	Prize	Numéros de lot	Prize
214291	200 000,00 F	204091	204201
224291	201291	204191	204211
234291	202291	204291	204221
244291	203291	204391	204231
254291	204291	204491	204241
264291	205291	204591	204251
274291	206291	204691	204261
284291	207291	204791	204271
294291	208291	204891	204281
304291	209291	204991	204291

Tous les billets de 100 000,00 F

4291
291
91
1

30 000,00 F
2 500,00 F
300,00 F
100,00 F

TACOTAC TIRAGE DU VENDREDI 30 MAI 1984

La vie ordinaire de Jacques Réda

• Les trains, le jazz et Cingria

Le « domaine » de Jacques Réda, deux pièces minuscules, donne sur un jardin du quinzième arrondissement, grand comme un mouchoir de poche. Il y a un lilas blanc, des oiseaux et, tandis que nous parlons, de l'orage dans l'air. Contre les murs sont alignés, en toute simplicité, des soldats de plomb, d'autres en carton, découpés et peints par Réda, des chromes, beaucoup de disques de jazz (« J'ai presque tout ce qu'il faut avoir ») et des livres. Réda a quelque chose de curieux, une façon rugueuse de décrire ce qui, poèmes ou prose, est si subtil et si savant. *L'Herbe des talus*, son dernier recueil de textes, est plutôt autobiographique.

« Je suis né en 1929, à Lunéville, commence-t-il. Mon grand-père venait du Pérou. Il fabriquait des voitures de course. Son fils, mon père, travailla pour une usine d'aviation. Il ouvrit ensuite un atelier de réparation de vélos, à Meulan. Je suis donc passé de la ville à la campagne. Des souvenirs ? L'Herbe des talus en est plein. Le pêche aux ablettes, mes soldats, des godasses à crampons de goal, les marrons de l'allée du collège, le vin de messe, l'usine de Bagneux où j'ai été employé, et mes voyages à Rome, Vienne, Luxembourg, Londres ou Budapest... »

« L'aventure n'est jamais loin »

« Pétion de Paris » et « celui qui fait le jazz » la langue », ces deux recueils qu'on lui colle facilement au nez. Réda, il a écrit les *Routes de Paris* (1) et *Hors les murs* (2), où il se promène entre Malakoff, Pantin, Créteil, Boulogne et Arcueil. Il a aussi écrit deux livres sur le jazz, *L'improvisation* (3) et *L'anthologie des musiciens de jazz* (4). N'empêche qu'il est Réda, pas un continuateur de Fargue ni un élève de Gollin. Il connaît Paris et sa banlieue, et il a souvent pris le train. Dans *L'Herbe des talus*, il célèbre la « vie ferroviaire », la gare de Laroche-Migennes et le « vibrato d'anche de la vitesse ». Avec le photographe Marc Riboud, il vient de faire le tour des gares parisiennes, de celle de l'Est à celle de la Petite-Ceinture.

« Les trains, c'est mieux que le cinéma. J'ai dû, pendant des années, aller à Luxembourg pour mon travail. On me proposait de prendre



Dessin de BÉRENICE CLEEVE.

Dessin de CLEEVE.

l'avion. Moi, je préfère le train. Souvent, j'avais un wagon pour moi tout seul. C'est l'endroit idéal pour lire et écrire. Je m'y sens en sécurité. L'écriture n'est jamais loin. Croquez-moi, j'ai mené une vie ordinaire. Sans le train, je n'aurais pas grand-chose à raconter.

Dans *PLM* (l'Herbe des talus), je me délecte au cœur d'une « torpille d'éternité » qui transperce le blindage du temps. « Cette chambre en mouvement m'a transporté partout, telle un wagon stellaire ». Les gares, même si elles n'ont plus leur odeur de charbon âcre, sont encore des passages métaphysiques, des portes ouvertes sur l'infini.

Réda a publié son premier livre, *Amen* (5), en 1968. Avant, il avait donné des plaquettes de vers, qu'il préfère oublier, et des notes ou des articles pour les *Cahiers du Sud* et les *Cahiers du chemin*, sur Borges, Bataille, Follain... « Follain est, avec Toullet, l'un des poètes qui m'ont inspiré. Chez Follain, il n'y a pas de métaphores. C'est, en apparence, très simple, et impossible à imiter. Ses poèmes ont l'air de vous dévorer.

Ils imposent le silence. » Réda a découvert le surréalisme en écoutant Pierre Dac à la radio. « Et puis, ça m'a paru très réducteur. Une fausse valeur. » Il parle avec émotion de Saroyan. Son art poétique, s'il existe, on le trouvera dans *Le bitume* consacré à Cingria, qui sort le même mois que *L'Herbe des talus*.

« Un plaisir égoïste »

« J'ai un peu fréquenté des écrivains dont on commence à parler. Trop tard : ils sont morts. Perros, Pierre-Albert Jourdan qui m'a inspiré « Salut au Ventoux » (6). Des gens qui écrivaient devant un certain péril. Moi, même si je parle de choses noires (l'oubli, le temps qui passe), je veux produire des textes euphorisants. C'est une affaire de musique, de rythme. Cingria est vraiment tonique. Ma passion pour le jazz et ma passion pour Cingria ont été parallèles, échantés. J'ai été heureux de découvrir qu'il s'était

intéressé au jazz. Mes deux passions se rencontraient.

« Des projets ? J'ai pas mal produit depuis cinq ans. Je me demande aussi qui peut s'intéresser à ce que je fais. Écrire, de plus en plus, est un plaisir égoïste. J'aime bien me mettre à un texte et le reprendre cinq ou six fois. Ensuite... Les cuisines occupent le haut du pavé. Il n'y aura plus de banlieues, plus de trains, seulement un vaste jeu électronique où nous clignoterons comme des points... »

RAPHAËL SORIN.

★ *L'HERBE DES TALUS*, de Jacques Réda, Gallimard, « Le Chemin », 205 p., 75 F. Pour cet ouvrage, Jacques Réda vient d'obtenir le 3^e Prix des critiques. Ce prix, qui sera décerné officiellement au début du mois de juin, est assorti pour la première fois d'une somme de 20 000 F remise par la Fondation Florence Jay Gossé pour les arts.

★ *GARES ET TRAINS, ACE*, Éditions, 128 p., 130 F. photos de Marc Riboud.

★ *LE BITUME EST EXQUIS*, Fata Morgana, 84 p.

(1), (2), (3), (5) Gallimard.
(4) Stock.
(6) Repris dans *Hommage à Pierre-Albert Jourdan*, Ed. Thierry Bouchard.

EXTRAIT

Tombeau de mon livre

Livre après livre on a refermé le [même tombeau]. Chaque œuvre a l'air ainsi d'une plus [ou moins longue allée]. Où la dalle discrète atterme avec le [mausolée]. Et l'on dit c'était moi, peut-être, ou [bien : ce fut mon beau Double infidèle et désormais absorbé [dans le site]. Afin que de nouveau j'avance et [comme on ressuscite - Lazare mal défait des bandelettes et [dont l'œil Encore épouvanté d'ombre cline [sous le soleil - Je titonne parmi l'espace vrai vers la [future Ardeur d'être, pour me donner une [autre sépulture. Jusqu'à ce qu'enfin, mon dernier [fantôme enseveli Sous sa dernière page à la fois [navrante et superbe. Il ne reste rien dans l'allée où j'ai [passé que l'herbe. Et sa phrase ininterrompue au vent [qui la relit. (L'HERBE DES TALUS.)

la feuilleton

« UN SOIR CHEZ BLUTEL », d'Emmanuel Bove

Les soirs où, bof ! on dort tout habillé

COMMENT ? Vous ne connaissez pas Bove ? Si vous aimez lire, qu'est-ce que vous attendez ? De tous les romanciers d'avant-guerre tirés de l'oubli ces dernières années, c'est lui qui en valait le plus la peine. Pourquoi ? Cela relève du conseil d'ami sans discussion : tu lis ça ou je ne te parle plus. Mais encore ?

Parce que Bove décrit un monde négligé par ses contemporains, généralement plus huppés : les paumés des hôtels borgnes, les soirs moches où, bof ! on dort tout habillé, genoux pliés haut, face au mur. Parce que cette humanité à la Dabit, à la Simenon, Bove la regarde avec le génie de la minutie, du détachement ironique ; mais aussi avec ce qu'un Jean Renoir apporte au cinéma des mêmes années, une formidable et pudique fraternité.

JUSQU'ICI, vous pouviez trouver en librairie, réédités par Flammarion, *Mes amis*, *Armand*, *Journal écrit en hiver*, *Henri Duchemin et ses ombres*. Voici quatre nouvelles parues vers 1927, et qui valent autant de romans. Des destins clignotant et s'effaçant dans la nuit ; d'une vérité indiscutable, et frappée, la plupart, d'un même malheur. Décidés, au lendemain de la guerre et sans instruction, à « s'en sortir », socialement, affectivement, les personnages se voient repoussés, ou refusent les accommodements nécessaires, et ils retournent leur énergie contre eux-mêmes, dans un échec piteux ou enragé.

Un soir chez Blutel donne la mesure de la prodigalité inventive de Bove. Chacun des dix ou douze personnages aperçus le temps d'un diner idiot mériterait d'occuper un roman entier. Leur présentation à une froideur clinique qui s'écrit, on le sait, les auteurs du nouveau roman. En quelques phrases, on connaît leurs ascendants, leur poids de naissance, leur pilosité, leurs lubies sexuelles, ce qu'ils attendaient de la vie, leurs idées de la réussite, de la bonté humaine, de la chiennerie générale, du bouffon gros sel, et le petit

par Bertrand Poirot-Delpech

bonheur qu'ils se sont bricolé avec tout ça. En raccourci, c'est la province balzacienne et le salon Guermantes, mais chez des tout petits bourgeois de la gare de l'Est.

Comment « s'en tirer » à partir d'à peu près rien ? Tout est là. Faut-il grimper dans l'habillement ? Monter de tourneur à bouclier ? Passer par les femmes, les faciles, les raseuses ? Chez Blutel, il ne manque pas de commerçants ou de musiciens un peu arrivés, d'épouses arrangeantes, pour donner le coup de main à Maxime, avec qui nous sommes venus dîner, et qui erre depuis sa guerre bucolique sur le Rhin. Mais l'occasion ne se présente pas. L'étourderie va de pair avec l'angoisse du lendemain. Encore heureux ! Et Madeleine attend en bas, prête à cette échappatoire en or pour les femmes d'alors : le dévouement.

L'ENVIE de bien faire, pour peu qu'on la déçoive ou la rabroue, rien de plus catastrophique ! Antoine About, le héros d'*Un père et sa fille*, l'éprouve jusqu'à la déchéance. Il voulait se hisser, lui aussi. De manutentionnaire à Pantin, il est devenu magasinier au Sentier. Il a lu des livres spécialisés pour avoir réponse à tout, c'est du succès. Il a épousé Marthe, une paysanne d'origine. Il a monté un petit salon de coiffure, puis un plus grand. Ils ont eu une fille, Edmonde. Mais Marthe voyait plus large encors, moins port-au-leu. Elle est sortie dans des bars. Un soir, elle est rentrée après minuit. Racommodée par un amant ? Probable. Antoine fait la scène. Marthe disparaît. Le père reporte affection et ambition sur sa fille, qui le quitte à son tour, par honte notamment. A l'hôtel où elle se cache (important, l'hôtel, chez Bove !), Antoine fait l'esclandre, bat en retraite. Il voulait trop s'élever, trop se dévouer. Ça lui apprendra. Il ne lui reste qu'à aimer sa déchéance, à boire, à pincer la bonne, à dormir tout habillé (voir plus haut). L'enfer, c'est connu, est pavé de bonnes intentions.

(Lire la suite page 10.)

billet

Bonnes mœurs

La collection « Grands écrivains », qui réédite les Fleurs du mal, a retenu aucun des six poèmes qu'avait condamnés la sixième chambre de police correctionnelle du tribunal de la Seine, le 20 août 1857, pour « outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs ». Rappelons qu'il s'agissait de *Lesbos*, de *Femmes d'armées* (Delphine et Hippolyte), du *Léthé*, d'*A*, celle qui est trop gaie, des *Bijoux*, et des *Métamorphoses* du vampire. Baudelaire se vit infliger une amende de 300 F, et son éditeur Poulet-Malassais une amende de 100 F. Naturellement, les pièces incriminées furent retirées du recueil.

Le poème des *Bijoux* commence ainsi : « La très chère était nue, et, connaissant mon cœur, Elle n'avait gardé que ses bijoux sonores. Dont le riche attirail lui donnait l'air vainqueur. Qu'ont dans leurs jours heureux les esclaves des Mores. »

Ce fut pour ces vers somptueux qu'on accusa Baudelaire d'« offenser la pudeur », et d'« exciter les sens par un réalisme grossier ». Faut-il penser qu'en 1984, la collection « Grands écrivains » — patronnée par l'Académie Goncourt — a le même souci des « bonnes mœurs » que, jadis, le substitut Ernest Pinard, qui prononça le réquisitoire contre Baudelaire, et qui allait devenir ministre de l'intérieur ?

F. B.

La fessée dans tous ses états

• Une leçon d'écriture terrifiante

Il et elle. Le maître et sa bonne. La bonne et son maître. Ils n'auront pas de nom, pas d'âge, pas de visage. On sait seulement que lui a des monstres ; et elle le postérieur zébré (mais cela n'apparaîtra que plus tard).

« Elle entre posément, gravement, sans affectation, sans faire trop de bruit en marchant, sans traîner les pieds non plus... » Lui s'éveille et la guerre, derrière ses paupières, derrière la porte de la salle de bains, derrière son rêve. « Ce n'est rien... Je révais... » et il continue de dire pour tout recommencer, pour remettre la bonne à la case « départ » et faire repartir son fantasme. La scène du maître et de l'esclave va se rejouer, avec toutes les variantes souhaitées. Unité de lieu : la chambre et, accessoirement, la salle de bains. Unité de temps : le matin. Unité d'action : la fessée et ses prémisses.

Rien à voir avec une vulgaire partie de « turtu panpan », ni avec une correction à la Fichini (ces bonnes fessées de notre bibliothèque rose !), pas plus qu'avec un *Eloge de la fessée* compréhensif ! Dans ce court roman de l'Américain Robert Coover — publié aux États-Unis sous le titre plus explicite : « *Spanking the maid* (Fessée la bonne) », — nous savons dès le départ que la fin est inéluctable et que l'auteur nous conduira selon son bon plaisir, nous fera admettre l'indépassible et le répugnant, voyeurs interio-

qués d'une guerre des sexes où l'on peut intervenir les rôles.

Indéfiniment, la bonne — uniforme noir, tablier blanc empesté, bonnet de dentelle, — referra son entrée de plus en plus guindée, de plus en plus anxieuse, mais « toujours franche et soumise », sachant qu'elle « doit satisfaire le maître quel qu'il (lui) demande de faire » et arborant comme des fanions ses instruments : balai, brosse, balai-brosse, vieux chiffons, boîtes de cire, « son cœur gonflé comme une éponge dans un seau... » Indéfiniment, il s'éveille d'un rêve (d'un prof qu'il avait eu et qui fouetterait ses élèves), et il rêve qu'il est le professeur ; et il se débat pour sortir du sommeil, pour se détacher de ses draps froissés, de ce lit répugnant parce qu'il lui répugne. Tout est en ordre, les meubles bien cirés brillent, les oiseaux chantent, la bonne ouvre les rideaux pour chasser ces poches de nuit, menaçantes...

Un curieux livre qui ne démontre rien, qui n'échafaude rien d'autre que des fantasmes incontrôlés, incontrôlables, enserrés dans une écriture dense, tenue, maîtrisée, où les accidents sont des accidents de langage, des calembours, jeux de mots, jeux de lettres parfois imperceptibles, glissements de sens, perversions du langage, qui vous entraînent ironiquement au-delà du raisonnable, tandis que se dégingent, petit à petit, les apparences : le bas noir est troué, le bonnet de travers, la culotte de pilou sous la bavette du tablier. L'auteur, comme aux échecs, tente plusieurs ouvertures, étudie tous les cas de figures ; pour mieux faire

survir cette terreur domestique. « Je vais te donner une leçon, dit le maître — Oui, monsieur. Merci, monsieur. A votre service, dit la bonne. » Ignoble maître, qui a des réveils pénibles, pitoyable maître qui râle, récrimine, réprimande, fouette, mais qui sait qu'il « doit montrer compréhensif, sévère si besoin est, bienveillant et protecteur et (qui) jure de la traiter avec la civilité et la gentillesse dues à un inférieur ». D'autant plus inférieure qu'elle n'existe que par une seule partie de son anatomie, femme privée de sexe, puisque là n'est pas le propos de l'auteur, ni du maître.

Une poche de nuit s'attarde au creux du lit, la verge de bouleau (ou bien la trique, le fouet, le chat à neuf queues, le nerf de bœuf, la ceinture de cuir, etc.) sifflent — SNAP, SLASH, WHACK, THWOLK : — la bonne — Oh, monsieur ! Oui, monsieur... — fait et défait indéfiniment comme un paquet-cadeau ce lit abstrait, feuille de papier blanc bien propre pour leçon d'écriture ou bien poubelle pour immondices. Finalement, ces exercices de style d'un brillant écrivain post-moderne nous donnent, avec le sourire, une vraie leçon d'écriture, de syntaxe, de composition, qui doit étonner, dans l'édition française, la virtuosité, à l'humour partagé du traducteur Denis Roche. « Faltes le ménage, proposent-ils. Pas la guerre... »

NICOLE ZAND.

★ *LA BONNE ET SON MAÎTRE*, de Robert Coover. Traduit de l'anglais par Denis Roche, Seuil, coll. « Fiction & Co », 90 pages, 42 F.

Du même auteur : *La Fièvre de Pan*, Gallimard, 1974, *Le Bûcher de Times Square*, Seuil, 1980.

ARTHUR & CYNTHIA

Koestler

L'étranger du square

ARTHUR & CYNTHIA KOESTLER L'étranger du square



Un journal à deux voix. Un document d'une valeur inestimable. Koestler dans sa vie privée et sa vie d'écrivain. Ses engagements pour les grandes causes, ses relations avec Malraux, Camus, Sartre et Simone de Beauvoir.

CALMANN-LÉVY

Maurice Godelier et la « servitude volontaire »

que l'agriculture (artisanat, commerce, banque) étaient assurées par des « métiers ». L'esclavage faisait partie des conditions naturelles de l'organisation sociale, ce qui excluait

FRÉDÉRIC GAUSSEN.
★ L'IDÉEL ET LE MATÉRIEL.
PENSÉE, ÉCONOMIES, SOCIÉTÉS; par Maurice Godelier.
Fayard, 344 p., 25 F.

Les soirs où, bof ! on dort tout habillé

BERTRAND POROT-DELPECH.
★ UN SOIR CHEZ BLUTEL, UN PÈRE ET SA FILLE, UNE
FUGUE, BÉCON-LES-BRAYÈRES, d'Emmanuel Bore, Flammarion,
306 p., 85 F.

SEARCHED INDEXED SERIALIZED FILED
JUN 10 1967 FBI - JAL CO

● **Le prix de poésie Charles-Vildrac**, enfin, a été décerné à Joseph-Paul Schneider pour *Paysanne* (Saint-Germain-des-Près).

On va lire des jours, 1-Edition.

...the ...

portraits

La rage et l'épicurisme
d'Albert Cossery

● Un écrivain qui aime trop la vie pour n'être pas misanthrope

Il fallait de l'enthousiasme pour résister au vent aigre qui balayait ce jour-là la terrasse du Flore : il fallait avoir décidé de croire à un certain printemps.

Albert Cossery tient trop à l'allure qu'on se donne, à la dignité qu'il fait garder en toutes circonstances (surtout quand on est enrhumé) : il est, au fond, trop stoïcien, quoi qu'il prétende, pour avoir proposé de bouger. « L'intérieur est trop laid », dit-il, et l'on resta là. C'était un symbole. Quand on est installé depuis 1945 à Saint-Germain-des-Près, on ne se laisse pas déloger par un caprice de saison.

Le regard vert, froid et aigu, de cet écrivain originaire d'Égypte, se pose sans indulgence sur les passants, s'arrête sur un chanteur qui s'écrit à massacrer une chanson de Dylan. Albert Cossery hait l'Amérique, tout ce qui est américain. « Ce sont des ignorants et des sauvages ». Il fait longuement l'éloge du soleil et du désert, du détachement et de l'hédonisme des sages, qui jouissent de l'instant, et des plaisirs des sens. Des thèmes qui sont ceux de ses romans. *Mendians* et *orgueilleux*, les *Fainéants de la vallée fertile*, comme le dernier paru : *Une ambition dans le désert*, racontent le combat incessant du bien, qui est oléagineux, légitime, ironique et sage, des passions, contre le mal, qui a le visage de l'ambition, du travail et du capitalisme. Trois mots synonymes, pour Albert Cossery, de bêtise, vulgarité et bassesse.

« A Bagdad, dit-il avec ce sourire carnassier qui dénote ses professions de foi pacifiques, il y avait un calife qui voulait se débarrasser des mendians qui infestaient la ville. C'était des gens si résolu dans leur paresse qu'il fallait les nourrir à la cuiller. Ils passaient six mois sur un côté, six mois sur l'autre, et tous les six mois, faisaient l'effort de retourner, en lui demandant de ses nouvelles. On brûla l'histoire. Elle dit que des mendians survécurent. Il fut décidé de les jeter au fleuve, et on les transporta dans ce but à travers le désert. Une horde de pillards attaqua le convoi et proposa aux mendians de les emmener.

— Que nous donnera-t-on à manger ? demandèrent-ils.
— Des galettes.
— Elles seront dures, qui les ramollira ?
— Vous.

— Ils préférèrent être jetés dans la rivière.



Dessin de CAGNAT.

Albert Cossery est ravi de cette histoire. Elle ressemble aux siennes, celles qu'il invente, des contes orientaux modernes, même s'il détecte cette appellation. Des fables pleines de digressions et de conversations lyriques pleines de civilité, de subtilité aussi. On y suit des aventures pas très crédibles, mais si bien ficelées qu'on ne lâche plus le livre quand on l'a commencé. Dans le dernier roman de Cossery, le héros, Samantur, déjoue le projet monstrueux du cheik Ben Kadem, premier ministre de l'émirat de Dofa, qui organise des attentats pseudo-révolutionnaires dans son propre État pour attirer l'attention des grandes puissances, peu intéressées par un pays sans richesses à exploiter. Ben Kadem illustre les ravages du désir de puissance. Samantur, c'est la philosophie, la flamme et la beauté.

Mais Albert Cossery refuse qu'on s'arrête sur ses livres. « J'écris parce que j'ai certaines choses à dire contre ce monde, contre sa pourriture, contre les imbéciles. Et pour raconter une histoire d'amour. Mais je ne passe pas mon temps à cela. Seuls les imbéciles croient qu'il est agréable d'écrire. Je hais l'esprit de sérieux.

Drôle d'idée que de vivre à Paris quand on hait si profondément l'agitation et le bruit, le sérieux et la civilisation moderne. « J'ai horreur de la campagne », dit Albert Cossery. Com-

ment voulez-vous critiquer les arbres ? » L'épicurisme de cet homme ne l'a pas libéré de cette rage qui l'habite contre la stupidité des hommes. Une rage qu'il aime.

De toute façon, il y a aussi la vie quotidienne : « Je ne peux pas habiter un quartier où il ne se passe rien la nuit. Il faut pouvoir descendre de son hôtel, vérifier qu'il ne se passe rien d'intéressant, rester s'il se passe quelque chose, et remonter à toute heure. Remonter lire. » Mais quoi ? « Vous savez, moi je n'ai que cela à faire, mais il serait imbécile de citer des noms, des titres. Tout le monde fait cela pour se donner l'air intelligent.

Sous ses airs intrépides, Albert Cossery a peur de beaucoup de choses : au premier rang, desquelles cette imbecillité, qui pourrait le contaminer, et l'esprit de sérieux, qui menace toute interview. Il inspire dans les bienfaits de la flamme. Sans beaucoup d'illusions : « Autrefois, on rencontrait des gens dans les bars, aux terrasses. Aujourd'hui, on passe de bons moments, voilà tout. Et les gens sont bien laids.

GENEVIÈVE BRISAC.
★ UNE AMBITION DANS LE DÉSERT, d'Albert Cossery. Gallimard, 221 p., 67 F.

MENDIANTS ET ORGUEIL-LEUX, Gallimard, coll. « Folio », volume double.
LES FAINEANTS DE LA VALLÉE FERTILE, Gallimard, coll. « Folio », volume simple.

Françoise Rullier
ou le bonheur d'imaginer

● Une jeune romancière se raconte les histoires qui la faisaient rêver lorsqu'elle était enfant.

Françoise RULLIER a toujours aimé se raconter des histoires. A dix ans, elle « dévorait » les « Club des cinq », et, lorsque son père, vétérinaire, a commencé la rédaction d'un ouvrage médical, elle a voulu « en faire autant ». « Dans mon roman, une aventure à l'image de celles que je lisais, tous les personnages faisaient du cheval. Moi, je venais d'essayer de monter. En vain. J'avais trop peur. » Alors, à défaut de chevaux, Françoise Rullier écrivait. Elle n'a jamais cessé. « En mai 1968, j'avais quatorze ans. Je notais chaque jour tout ce qui se passait : une sorte de chronique de ce que je vivais comme une révolution.

Pour respecter les souhaits de la famille, il fallait pourtant préférer à ce personnage d'écrivain précoce celui, plus conforme, d'enfant raisonnable et studieuse. Bien que rêveuse et dissipée, Françoise mena avec succès, jusqu'à leur terme, ses études de lettres. Mariée, agrégée, une thèse de doctorat en préparation. « De la figure de style au jeu de mots », elle était en route pour une carrière universitaire, au mieux brillante, au pis-terme, à coup sûr loin de ses rêves de petite fille.

C'était compter sans le goût du voyage et du dépaysement que Françoise Rullier partage avec son mari : « Nous voulions aller, comme copains, en Amérique du Sud, où nous avions fait déjà plusieurs voyages. Descendre l'Amazonie en bateau, c'était merveilleux. On se serait cru dans une bande dessinée. Evidemment, j'écrivais toutes mes impressions. J'adore tout transcrire, sans me poser de questions, pendant

des heures. » Cependant, ils n'ont pas obtenu de poste en Amérique latine, ils se sont retrouvés au Mali, à Bamako, où ils enseignent depuis 1978.

Lévis à 4 heures du matin, Françoise a pris l'habitude d'écrire jusqu'à midi, les jours où elle n'avait pas cours. « Cette fois, je savais que je faisais un livre, que je le terminerais. Mais je n'osais croire qu'il serait publié. » Elle y croyait si peu, même après avoir envoyé le manuscrit à un éditeur (Calmann-Lévy), qui l'avait accepté, que lorsqu'elle a reçu, à Bamako, un exemplaire de son premier roman, *La Vie extraordinaire de Rafael Ariatégui*, Françoise s'est « évanouie de joie et d'émotion ».

Son bonheur à imaginer, à inventer des pays, des destins, des amours, l'a préservé de l'éternel premier roman autobiographique. Rafael Ariatégui est sud-américain, peintre, « peut-être parce que ce que je peins ne me satisfait pas », dit-elle, alors qu'en littérature je peux trouver mon petit coin plus facile. » Rafael a quitté son pays après un tremblement de terre et a vécu de nombreuses années à New York, où il s'est spécialisé dans une technique qu'il avait inventée, la *crawling painting* (littéralement « peinture rampante »). Revenu dans son pays, à Alto-Beni, il y est mort en 1978. Sa biographie imaginaire, que le narrateur, prétendument historien d'art, affirme être le fruit de longues recherches, est un roman d'aventures comme les aiment Françoise Rullier et les écrivains sud-américains, qui la fascinent.

Même si elle est parfois emportée par son plaisir d'écrire et si certains passages auraient gagné à être retravaillés, sa passion à créer Rafael, sa jubilation à le décrire et à le mettre en scène, son amour de la fiction et de l'évasion sont communicatifs. En outre, bien que retraçant la vie d'un peintre, Françoise Rullier a su éviter

le piège du discours sur l'art, les facilités du « toc » esthétique et intellectuel. « J'aime la simplicité et la rigueur. Il me faut un solide travail de documentation, sinon, je ne crois pas à ce que j'écris, le pays n'existe pas pour moi, les personnages non plus. Je souhaitais parler d'un créateur, d'un artiste, mais je voulais que mon discours soit cohérent, exact sur la technique, précis sur l'analyse. Je déteste l'admiration qui n'est pas critique.

Françoise Rullier a beaucoup de projets, mais le seul auquel elle est sûre de ne pas renoncer un jour, c'est l'écriture : parce que c'est l'unique chose à laquelle j'ai toujours été fidèle. Elle n'aura jamais fini de se raconter ses histoires de petite fille.

Jo. S.
★ LA VIE EXTRAORDINAIRE DE RAFAEL ARIATÉGUI, de Françoise Rullier, Calmann-Lévy, 260 pages, 75 F.

lettres étrangères

Fiction et réalités australiennes

● Un roman-fleuve des antipodes et un numéro spécial d'Autrement

CETTE Australienne a tout pour nous rendre heureux : la qualité littéraire, l'invention romanesque, la richesse et l'authenticité des sources. Délie, l'héroïne du roman de Nancy Cato, est un beau portrait de femme. Quant au héros peu banal, il se révèle au long de ses 2 000 kilomètres : c'est un grand fleuve australien, le Murray. Tout va vite au fil de ces 550 pages. La lecture vous porte comme une embarcation qu'entraîne le courant. Ce n'est pas le bateau ivre, c'est le bateau-livre.

En 1890, Délie, âgée de douze ans, tombe à la mer : je n'aurais qu'à l'amenir d'Angleterre fait naufrage juste avant d'atteindre Melbourne. En 1956, presque impotente au terme d'une existence bien remplie, Délie se baigne une dernière fois dans l'océan Indien, sur la plage intérieure de Port-Victor, lieu défendu, à l'embouchure du Murray.

Il s'est passé beaucoup de choses. Délie, mariée avec et sans amour, est la première femme à commander un steamer à ancre sur le Murray (les hélices étaient trop vulnérables et difficiles à réparer, dans les eaux sauvages). Elle apprend même à « aimer le bœuf et les repas improvisés dans la timonerie ou sur le pont ». Elle domine la scène mais les autres personnages ne sont jamais fatals ni factices, qu'il s'agisse de son mari, des hommes qu'elle attire, de ceux (plus rares) qui lui plaisent ou de ses enfants, de ses amies, d'inconnus.

Pas d'eau de rose non plus : à l'arrière-plan, la condition féminine, les surprises aigres-douces de la vie conjugale, la déchéance et la ruine invisibles de tout rapport humain, les contraintes du travail, la réalité économique et bien sûr le temps, inexorable empêcheur de tourner rond, dressent leurs ombres. Ainsi, la guerre 1914-1918 apparaît dans toute sa cruauté, indirectement ressentie, lorsque Meg (la fille de Délie), amoureuse à son tour, découvre comment celui qu'elle aime a perdu sa première ligne de sa vie de sa vie pour se faire démobiliser.

En définitive, on serait tenté de dire que seul le fleuve est gagnant, si la vie qu'a menée Délie, en dépit d'innombrables obstacles, n'était aussi une victoire, tant par les responsabilités assumées que pour

cette fidélité tardivement récompensée à la peinture.

Nancy Cato, née en 1917 à Adélaïde, Australienne de la cinquième génération, évite les pièges du folklore gratuit et de l'érotisme fastidieux. Elle ne triche pas. *L'Australienne* (dont le titre original est *All rivers run* : « Tous les fleuves vont à la mer et la mer n'est pas remplie. » Ecclésiaste, 1-7) est le premier volume d'une trilogie placée sous le signe du Murray. Il s'agit d'une œuvre considérable, et si l'on a évoqué initialement à son propos Mark Twain et le Mississippi, son originalité demeure entière. Et sa séduction indéniable.

Une forme particulière de mélancolie

Autrement va droit au cœur de l'Australie en nous faisant faire un saut de 20 000 kilomètres. Michèle Decout est tombée amoureuse du bush, l'arrière-pays des isolés, dieux, têtes brûlées, camionneurs. François Mitterrand a enquêté sur les mines, leurs aventures et leurs aventuriers. Barbara Glowczewski s'est attachée aux aborigènes : à leur lutte pour une forme d'autodétermination, la protection de leurs territoires sacrés, le développement de campements satellites. Elle a fait un séjour fructueux chez les Laridi de l'île Mornington. Elle connaît bien les Warpiri (dont quelques représentants sont venus à Paris l'an passé au Festival d'Automne). Elle sait interpréter les langages du corps, les complexités de la polygamie, les rapports douloureux avec le monde moderne. Dominique Frérot a « approché Sydney », qui, au départ (ou plutôt à l'arrivée), lui laissait bizarrement une sensation de vide. Elle flotte un peu, parcourt et survole un vaste territoire culturel sans en soupçonner apparemment toutes les richesses mais ce qu'elle raconte est vif et plaisant.

Quant à la contribution de Pierre Grundmann, elle est en tous points remarquable. Déjà auteur du *Guide bleu* Hachette (qui mérite d'être lu pour le plaisir), il ne saurait être

limité à ses compétences touristiques. Il est sans doute le meilleur connaisseur français de l'Australie contemporaine. Il en évoque la perfection la vie suburbaine. Il en présente la dimension utopique avec des références fascinantes à l'œuvre de Thomas Moore. Il décrit, enfin, une forme particulière de mélancolie, *down under*.

Certes, un esprit pointilleux trouvera des réserves à faire : pourquoi *Autrement* a-t-il choisi une photo de couverture aussi peu appropriée, et rayé la Tasmanie de la carte ? De même, pourquoi, dans *L'Australienne*, n'avoir pas conservé quelques mots du cri, intransmissible en français, dont l'auteur est loin d'abuser comme *bush*, *swagman* (mal rendu par *chemineau*), et surtout l'irremplaçable *cooker*, le cri des étendues vierges (devenu Hooou-é-é-é !), etc ? Peu importe. Les mots essentiels se feront peu à peu place dans notre vocabulaire, comme avant eux cowboy ou panda.

JEAN-PAUL DELAMOTTE.

★ L'AUSTRIENNE, de Nancy Cato, traduit de l'anglais (Australie) par Eric Mathieu, Presses de la Renaissance, 550 p., 89 F.
★ AVENTURE AUSTRALIE, hors-série 7, avril 1984, Autrement, 294 p., 70 F.

● UN PRÉCURSEUR. — En 1937, l'écrivain bourbonnais Emile Guillaumin consacrait un livre à son compatriote François Péron (1775-1810) *Enfant du peuple*. De 1800 à 1804, ce naturaliste avait accompli un voyage de découverte aux Terres australes, dont il publia la relation en 1807.

Cette relation, Emile Guillaumin en fit « le gros œuvre de son travail », lequel vient d'être réédité. Il comporte un vif intérêt supplémentaire : la reproduction des cartes et des dessins dus à Leveur, à Petit et à Freycinet, bons artistes et compagnons de François Péron. Un bel ouvrage à signaler aux lecteurs qui s'intéressent à l'Australie.

★ Editions Les Marmosettes, 4, rue de l'Épargne, 63000 Moulins. Format 27x37, relié toile, 156 p., 450 F.

Orgueil et misère
de la névrose

CERTAINS livres sont si riches de vibrations intimes, si rigoureux dans la description clinique, si justes dans la formulation d'un indicible qui, pourtant, doit se dire, qu'on se dit « arriéré » qu'on ne les oubliera plus, qu'ils résisteront à l'usure du temps. C'était le cas, hier, de *Méris*, du Suisse Fritz Zorn. C'est aujourd'hui, celui de *La Maladie humaine* de l'italien Ferdinando Camon.

Livres autobiographiques, bien sûr. Impitoyables précis de décomposition écrite au vitriol et dont la cruauté moqueuse et la lucidité dévastatrice font couler dans nos veines un peu de la fièvre de leurs auteurs.

Ferdinando Camon, issu d'une famille de paysans pauvres de la vallée du Pô, est l'auteur de plusieurs romans (*Figures humaines*, *la Vie éternelle*, *Occident*, *Apothéose*) traitant généralement de la paysannerie. Pier Paolo Pasolini fut le premier à attirer l'attention sur cette œuvre, rude et violente, qui donnait la parole aux « sans grade ». Attention cependant ! Le dernier livre de Camon : *La Maladie humaine*, admirablement traduit par Yves Hersant, marque une rupture : c'est le récit d'un traitement psychanalytique.

Non pas d'une analyse mondaine, entreprise pour le profit intellectuel ou social que l'auteur pourrait en tirer. Non, il y a urgence ici. C'est presque une question de vie ou de mort. « J'ai souffert au-delà du tolérable », écrit Ferdinando Camon. Parfois la souffrance était si totale, si inexorable, si enfoncée en moi que je me demandais comment je pouvais la supporter.

Alors, pendant plus de sept ans, guidé par un obscur sentiment, il se réfugia chez le « professeur », en dehors de la ville, sur les collines de Padoue... Pour quoi au juste ? « Tu es entré dans une analyse, note-t-il, pour découvrir la raison de ton entrée en analyse, et tu finis par découvrir qu'il n'y en a pas une, mais deux-trois, quatre, quatre-cinq mille. Chaque journée de ta vie, avant même ta naissance, en a accumulé des centaines : tu dois à présent marcher à reculons, et les liquider. »

Concrètement, il y a les symptômes : insomnies, saignements de nez, intestins noués, calculs rénaux, vertèbres blo-

quées. Il y a aussi, et c'est la première partie du livre, la recherche d'un psychanalyste qui ne soit ni un ingénieur de l'âme ni un des aimables escrocs qui sévissent sur le marché de la névrose. Cette quête nous vaut une description d'un extrême drôle de séances de psychothérapie choisies à Rome.

Les choques sérieux commencent lorsque Ferdinando Camon est reçu par le « professeur » de Padoue. « Chez lui, écrit-il, il pouvait arriver que l'heure entière s'écoulât sans qu'un mot fût prononcé : j'écouais l'odeur de son tabac se répandre dans la pièce et me pénétrer le corps jusqu'au moment où, au terme de la cinquantième minute, il se levait en disant : « Bon, ça va », pour signifier que l'heure était écoulée. » Mais il arrivait aussi qu'un mouvement du « professeur » ou une simple réflexion de sa part relançant le symptôme ou, au contraire, l'amenant à résister, de minuscules changements s'opèrent. Jamais faciles à accepter, car il existe un orgueil d'être soi et un refus d'être autre que soi qui sont le principal obstacle à la guérison. Comme l'observe justement Ferdinando Camon : « Il y a un orgueil de la névrose qui ne fait qu'un avec l'orgueil d'être homme. »

Tous ceux qui s'intéressent à la psychanalyse attendaient le chef-d'œuvre littéraire qu'elle ne manquait pas, un jour ou l'autre, d'engendrer. Avec *La Maladie humaine*, Camon a réussi le tour de force de rester au plus près d'une expérience existentielle quasi intransmissible sans jamais se laisser prendre aux pièges de la complaisance, de la volupté masochiste ou des lamentations stériles. Il introduit l'humour dans la pesanteur névrotique. Au terme de son analyse, observant le « professeur », il écrit : « Même quand on se livre aux expériences les plus neuves et les plus révolutionnaires, on n'apprend jamais que ce qu'on sait déjà ; et cet homme à qui je m'adresse, et que je regarde pour la première fois — cet homme si petit, si maigre, si vieux, — je ne le connais pas. »

ROLAND JACCARD.

★ LA MALADIE HUMAINE, de Ferdinando Camon. Traduit de l'italien par Yves Hersant. Gallimard, 185 p., 75 F.

SIGNATURES

René BARJAVEL
Henri GOUGAUD

Laurence HARF-LANCNER
Jacques RIBARD

JEUDI 7 JUIN
16 h - 19 h

LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, quai de la Seine à Paris 6^e
Tél. : 326-47-63

MOYEN-AGE

Les petits livres
qui disent

comment

et pourquoi

la

généalogie ?

29 autres titres

le Centurion

(Publicité)

ATLAS DE L'HUMANITÉ

L'ATLAS DE L'HUMANITÉ, ouvrage collectif de spécialistes internationaux, présente une vision globale de la race humaine sous tous ses aspects : origines, histoire, culture, migrations, adaptations au monde d'aujourd'hui.

L'ouvrage résume, tout d'abord, l'homme dans son contexte originel, précisant son héritage génétique, biologique, historique. Puis il analyse les aspects et structures des sociétés dans lesquelles il vit : systèmes économiques et politiques, religions, rapports familiaux, organisation sociale, etc. Toutes les questions fondamentales concernant les mouvements migratoires, le climat, l'environnement, les origines de la race humaine sont abordées. Le même état des lieux des ressources des pays, les influences politiques, les échanges commerciaux, les rites, coutumes et croyances individuelles. L'ATLAS DE L'HUMANITÉ est avant tout un ouvrage sur les hommes. Il dépasse les frontières établies par les systèmes politiques pour souligner les affinités culturelles. De ce fait, il explore un profond des rapports humains, les comportements, les attitudes. Par l'association d'un texte clair et précis, de cartes spécialement étudiées pour cet ouvrage, de diagrammes et de magnifiques photos de couleurs, c'est une magnifique vision de l'humanité qui est ici présentée.

Prix TTC : 130 F

SOLAR

LA PENSÉE

romans

- Marie-Claude RAMBEAUD
• **DE LA PAILLE DANS UN CHIFFON** •
L'ordure du silence
160 pages, 46 F.T.T.C.
- Hélène ERNOUT
• **ESPOIR, MON AMI** •
Espérance, mode d'emploi
176 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Barbara SKRYPZAK
• **C'ÉTAIT TROP LOIN LA MER** •
Brûler une fois de trop
310 pages, 104,90 F.T.T.C.
- Ega NIVUD
• **LA CHANCE DE MA VIE** •
Récit d'un destin
114 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Josiane PAIRAUT-LAHLOU
• **CONTES DE L'AU-DELA** •
D'un départ l'autre
80 pages, 36,40 F.T.T.C.
- Sylvie GODIN
• **BONHEUR ÉPHÉMÈRE** •
Le monde de l'adolescence
158 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Jacques PERREAU
• **NOUVEAUX CONTES** •
Fleur de tendresse
146 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Marie-Luise PAVON RODRIGUEZ
• **PAUVRE ISABELLE** •
Une femme d'Espagne
238 pages, 77,10 F.T.T.C.
- René WOLF
• **AH ! QUE LA GUERRE EST JOLIE !** •
Carnet de route
96 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Mohamed ABOU SALWA
• **LA TRAVERSÉE INACHEVÉE** •
Vers l'autre rive
80 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Pierre HANEY
• **LA FILLE DE SISKIA** •
La roulotte du bonheur
158 pages, 49,20 F.T.T.C.
- Traduit en français par LOUIS PIO
• **CHRONIQUE DE PANTERIA** •
Les pratiques du style
224 pages, 59,90 F.T.T.C.
- Raymond BARRIÈRE
• **MÉMOIRES D'UN GUIDE DE TOURISME** •
Salvez le bon guide !
256 pages, 64,20 F.T.T.C.
- PAULINE
• **NARRATION D'UNE MAMIE** •
Une morale à l'histoire
176 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Bernard GODEFROID
• **CONTES POUR ENFANTS DESOBÉISSANTS ET ADULTES INSOUMIS** •
Une vision insolite
224 pages, 61 F.T.T.C.
- Laurence LAURE
• **UTOPIE NOW** •
Le mal du siècle
96 pages, 36,40 F.T.T.C.
- Thérèse DAUBIER
• **LES DEMI-MOTS D'EN FACE** •
Parler pour se taire
160 pages, 49,20 F.T.T.C.
- Lakhdar AKFADHOU
• **LE CAPORAL RÉFORMÉ** •
L'aventure et la nuit
46 pages, 30 F.T.T.C.
- Christiane LEPECOUET
• **MÈRE TU AS TANT SOUFFERT** •
Le malheur enfoui
176 pages, 53,50 F.T.T.C.

- Liane AUCLAIR-PEYNET
• **CONTES EN RACCOMMODANT** •
suivi de
• **CONTES ET BRODERIES** •
Pour les valétins qu'on aime
64 pages, 30 F.T.T.C.
- André DEMAIN
• **LES AVENTURES DE PIPIOU** •
Francine de la graine
114 pages, 49,20 F.T.T.C.
- Sylvie MARSAL
• **SOLIQUES BOHÉMIENS** •
Le maître du temps
176 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Michel BOUREL
• **L'ENVOYÉ DU SOLEIL** •
Des amants très compliqués
320 pages, 102,70 F.T.T.C.
- Ali MOKDAD
• **L'ÉTAU DE LA VIE OU UNE CERTAINE PHILOSOPHIE** •
Fin de siècle
224 pages, 71,10 F.T.T.C.
- Yves DIONIS
• **LE CAHIER BLEU DE VÉRONIQUE** •
Le drame de l'enfance
226 pages, 61 F.T.T.C.
- Primerose PHILIPPE
• **DE QUEL AMOUR BLESSÉE** •
Un bonheur dérobé
224 pages, 62,10 F.T.T.C.
- André DARDAILHON
• **GUICEJU** •
Le mal qui fait les saints
272 pages, 99,90 F.T.T.C.
- Clotilde AURIGO
• **UNE NOUVELLE AUREOLE** •
Le triomphe de la souffrance
210 pages, 71,70 F.T.T.C.
- Valérie BENINCASA
• **L'AN DÉTRESSÉ** •
Dessins, adultes légers !
192 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Roger FOSSOU
• **SARAH OU LA CHRONIQUE DE LA MAISON CARRÉE** •
Chronique des années difficiles
224 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Blanche BORREIL
• **LA FONTAINE DE FORCE** •
Le chant de l'homme
256 pages, 77,10 F.T.T.C.
- Philippe SENTIS
• **JACQUES LE MINEUR** •
La passion amoureuse
144 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Joseph-Antoine LEONI
• **LE VOYAGE DE NOCES** •
Je chante mon lit
192 pages, 53,20 F.T.T.C.
- Edouard CHOLON
• **L'AVENTURE N'ÉTAIT PAS PRÉVUE** •
Le roman de l'homme
194 pages, 58,90 F.T.T.C.
- Nicolas ROVAL
• **UNE AUTRE VIE D'AMOUR** •
Un amour romain
160 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Jeanne-Marie LAURENT
• **LE BONHEUR PERDU** •
L'ange gardien déçu
96 pages, 36,40 F.T.T.C.

- Ghislaine MONNERAIE
• **LAISSEZ VENIR A MOI LES PETITS ENFANTS** •
Une force historique
96 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Christine SELLIER
• **JOURNAL D'UNE EMPLOYÉE DÉ MAISON** •
Une « domestique » parle
98 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Corinne LEGRIS
• **H COMME PARALLÈLES** •
suivi de
• **HISTOIRE D'EAUSER** •
Avec une allusion
64 pages, 31 F.T.T.C.
- Léa VALENTINI
• **UN PRESBYTÈRE A LOUER** •
Un village tranquille
64 pages, 32,10 F.T.T.C.
- Marie-Hélène PAYET
• **LA MALEDICTION** •
Le vrai et le faux
160 pages, 48,20 F.T.T.C.
- L. CRISTIANI-TAWFIQ
• **BAGDAD DANS LES BRUMES DU SOUVENIR** •
Un monde nouveau
224 pages, 61 F.T.T.C.
- Solange BLANC
• **FEMMES A TUER** •
Les déportées témoignent
416 pages, 99,50 F.T.T.C.
- Marcelle BUISSON
• **LA FILLE DE LA FORÊT** •
Un dialogue intime
156 pages, 59,30 F.T.T.C.
- Luca BALLAT
• **LES MALOUINES SANS RETOUR** •
De l'Amérique à l'Antarctique
256 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Vladimir VAPITZAROV
• **LES TERRES PROMISES** •
Des peuples opprimés
320 pages, 104,90 F.T.T.C.
- Marcelle ANDRÉ-LOMBARD
• **L'APPEL** •
Lyon sur le Rhône
224 pages, 61 F.T.T.C.
- Ghislaine WIREL
• **AU NOUVEAU PAYS ROSE** •
Une planète inconnue
192 pages, 52,10 F.T.T.C.
- Georges GLEIZES
• **HELENE** •
Ne rien oublier
224 pages, 69,60 F.T.T.C.
- Roger BERTRAND
• **JEAN, CLASSE 42** •
Une vie d'homme
320 pages, 99,50 F.T.T.C.
- Marie-Jésus RAMIREZ
• **LA PETITE FILLE ET LE DICTATEUR** •
La mort pour comprendre
160 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Ginette CHARDENAL
• **CLICHÉ** •
La chimère apprivoisée
96 pages, 39,60 F.T.T.C.
- René BRONNARD
• **PLOUF** •
Un animal familier
160 pages, 49,20 F.T.T.C.
- M.-F. ALAJARIN-LOISON
• **PARADIS INTERROMPU** •
Le mythe du Pacifique
224 pages, 61 F.T.T.C.
- Eric VINCENT
• **LES SIX AMIS AU FOOTBALL** •
Coup au but
128 pages, 41,80 F.T.T.C.

nature

- Gabriel GRÉMILLON
• **LE ROMAN DE GARDON** •
La véritable histoire d'un poison
224 pages, 49,20 F.T.T.C.

essais

- A.L. LEISDOY B-C
• **LUX AETERNA OU LA LUMIÈRE ÉTERNELLE** •
La gloire du royaume
64 pages, 30 F.T.T.C.
- Maurice DESCOTES
• **DIX PROMENADES DANS LE CIMETIÈRE CORNÉLIEN** •
Une œuvre forte et éblouissante
418 pages, 155,20 F.T.T.C.
- Emmanuel PHILLY
• **NÉOCAPITALISME** •
L'avenir tranché
176 pages, 51,40 F.T.T.C.
- André BALTE
• **LE PLUS GRAND ÉVÈNEMENT DU MONDE** •
Le vertige inconnu
112 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Gilbert-François GAKOSSO
• **LA RÉALITÉ CONGOLAISE** •
Méthode au quotidien
258 pages, 67,40 F.T.T.C.
- Jean GÉRARD
• **LA VIE ARDENTE ET MOUVEMENTÉE DE DOMINIQUE LACOMBE** •
L'événement constitutionnel
160 pages, 49,20 F.T.T.C.

- Marc MAYEUR
• **HISTOIRE DU PEUPLE D'ISRAËL** •
Une place particulière
192 pages, 54,60 F.T.T.C.
- Georges FAVRE
• **COMPOSITEURS FRANÇAIS MÉCONNUS** •
L'école du dix-neuvième siècle
176 pages, 57,90 F.T.T.C.
- Nicolas SACHU
• **L'EUROPE DE L'EST TRAHIE ET VENDUE** •
Une documentation minutieuse
370 pages, 89 F.T.T.C.
- Jean Bertrand DUHAUT-BRUNEAU
• **MA CORRESPONDANCE** •
L'œuvre d'un homme
192 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Jean DESTOUCHES
• **SCIENCE, LE CYCLE INFERNAL** •
Diagnostic et témoignage
304 pages, 92 F.T.T.C.
- Antoine BERLIN
• **LE FRANÇAIS VAGABOND** •
Arrière-pensées, française-argot
224 pages, 61 F.T.T.C.
- Raymond CHAMES
• **PRÉLUDE À L'ÉTERNITÉ** •
Entre deux éternités
176 pages, 52,50 F.T.T.C.

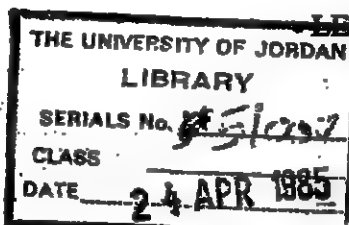
- Mirko MANGOLINI
• **UNE ÉDUCATION POUR LA VIE** •
Le rôle de l'âme
318 pages, 123,10 F.T.T.C.
- Georges MAUCO
• **LES ÉTRANGERS EN FRANCE ET LE PROBLÈME DU RACISME** •
4 millions d'étrangers
240 pages, 85,60 F.T.T.C.
- Marc BELUET
• **LES INDIENS D'AMÉRIQUE DU NORD** •
Le droit à la différence
192 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Docteur FENSCH
• **LE CORPS DES MOURANTS, OBJET DE CONVOITISES ET D'OPPRESSIONS** •
Contre la loi Chénier
224 pages, 72,80 F.T.T.C.
- Jacques BRUNEAU
• **LES TRIBULATIONS D'UN GAULLISTE EN GAULE** •
Un compagnon témoin
288 pages, 99,50 F.T.T.C.
- PHILEAS
• **CERTAINS ASPECTS DE NOTRE SOCIÉTÉ** •
Une critique lucide
160 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Eric DEROUET
• **PENSÉES SOCIO-PHILOSOPHIQUES D'UN ADOLESCENT DE SEIZE ANS** •
Loin des préjugés
50 pages, 30 F.T.T.C.

الشيخ محمد بن عبد الوهاب

UNIVERSELLE

poètes du temps présent

- Nathalie BOCCARA
« INVITATION AU RÊVE »
48 pages, 32,10 F.T.T.C.
- Jean-Pierre TAUZIA
« LE TEMPS PERDU »
80 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Liliane CASANOVA
« AU FIL DE LA TENDRESSE »
40 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Yann GEMARD
« ET LE MONDE VIVAIT »
128 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Danielle GELATI-MARRO
« A L'AUBE DU XXI^e SIÈCLE »
144 pages, 45 F.T.T.C.
- Liliane THOLLON
« EXALTATION »
82 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Maximilien DELEFOSSE
« ARABESQUES »
48 pages, 33,30 F.T.T.C.
- Maroussia KIRITCHUK
« RÉVEIL DE L'UKRAINE »
164 pages, 33,50 F.T.T.C.
- Sylvie MERLOZ
« L'IMPOSSIBLE QUÊTE »
32 pages, 30 F.T.T.C.
- Terry GRANGER
« POUR UN PAYS... COMPLAINTES »
48 pages, 31 F.T.T.C.
- Charles WARZEE
« ADOLESCENCE »
96 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Patricia RACAUD
« VISAGES PERDUS »
96 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Daniel COHEN
« RÊVES DE DEMAIN »
64 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Vincent MARC
« LES MÉTAMORPHOSES ROMANTIQUES »
128 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Pierre AURADON
« EFFLORESCENCES ET REGAIN »
82 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Anny DUPRÉ
« POUSSIÈRE D'OMBRE »
80 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Bernard CABANIER
« VOYAGES »
96 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Françoise NOGUER
« UNE HAIE D'AUBÉPINES »
112 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Roger RALDANIEL
« GEMMES »
192 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Rolande OLIVRON
« INTÉGRALES »
64 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Aline AUBRY
« INVECTIVES ET INTERROGATIONS »
160 pages, 46 F.T.T.C.
- Philippe PIERRE
« TRANSFORMATION »
64 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Dominique BROUSSE
« LES RÊVES DÉCHIRÉS »
144 pages, 46 F.T.T.C.
- JOCELYNE
« INSERTION PROBLÉMATIQUE »
96 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Marti MARIN
« AGATE »
144 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Gérard de NOIRMOUTIER
« CRIS D'UN BARBARE »
288 pages, 186 F.T.T.C.



- Romuald RICHEUX
« PREMIERS COBAYES »
64 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Claude L'ALOUETTE
« LA VIE »
320 pages, 69,60 F.T.T.C.
- Odile BERNARD-DESORIA
« LE CHAMP DU SIGNE »
32 pages, 30 F.T.T.C.
- René MONCHO
« SOLITUDES »
64 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Dominique SÉVILLA
« PIERRES FERTILES »
80 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Eugène ROUSSENNAC
« CONFIDENCES »
112 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Etienne FABRE
« TEMPS DE RESPIRER »
136 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Tony DUPUY
« LE BESOIN »
48 pages, 31 F.T.T.C.
- Liliane MORELLEC
« POURQUOI ? »
192 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Mireille MASSON
« DE VOUS A MOI »
128 pages, 45 F.T.T.C.
- Monique HERRY
« LE REFLET DES MOTS »
72 pages, 37,50 F.T.T.C.
- A. DIEUDE
« AMOURS, AMORTS, ABSENCES »
40 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Maggie FAURE-VIDOT
« UN GRAND CŒUR TRISTE »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- André NOBLET
« REFLÈTS »
104 pages, 43,50 F.T.T.C.
- Dominique GABEL
« LA VIE SE TOUCHE AVEC LES YEUX »
64 pages, 34,50 F.T.T.C.
- Françoise ETIENNE
« PASSEPORTS PROPOÉTIQUES »
64 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Paul LEMOINE-BUSSEROLLES
« DU SANG SUR LES LÈVRES »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Cécile CAMILLI
« CLAIRS-OBSCURS »
30 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Lyzie CHOISY
« ÉTATS D'ÂME »
80 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Sylvie PYTHOUD
« EGO-EGOCENTRIQUE »
96 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Bernard VAUCLIN
« AU FIL DU RÊVE »
80 pages, 37 F.T.T.C.
- Françoise ROZIE
« CHEMINS BATTUS »
72 pages, 38,50 F.T.T.C.
- ALI
« ÉVASION D'UN IGNORANT DANS LE BROUILLON »
160 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Auguste DEMOMENT S.J.
« POÈMES ET PRIÈRES »
96 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Atao RAFFUZZI
« DU CIEL ET DE LA TERRE »
176 pages, 55,70 F.T.T.C.

- Alain PORCHER
« HISTOIRE D'AMOUR OU PRELUDE AU DIVORCE »
192 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Charles ANGELI
« POÈMES INSOLITES »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Soledad CABEZAS
« LA LUMIÈRE DANS TES YEUX »
72 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Corinne ARQUE
« CŒUR DE FEMME »
64 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Lucien SPIGARELLI
« QUELQUES MOTS COMME ÇA »
64 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Betty CHAULERT
« AU-DELA DU SILENCE »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Jacques LABAN
« ET MOI JE LIS VERLAINE »
72 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Brigitte PERRE
« RÊVES SUR LES AILES DU VENT »
88 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Fabienne LAC-SLEZSKO, Jean-Christophe KLEIN
« LIVRAISON »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- ISMAEL
« UN CRI DU CIEL, LA TERRE CROULE ! »
272 pages, 63,20 F.T.T.C.
- BRENN
« RÉVOLUTIONS »
32 pages, 30 F.T.T.C.
- Idir RADJI
« DANS UN DERNIER SOUFFLE DE LIBERTÉ »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Adrienne PICHÉREAU
« OMBRES ET LUMIÈRES »
240 pages, 81 F.T.T.C.
- Jeanne APPOLON
« L'ENFANT ET SON ARBRE »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Jérôme BIMBENET
« RÊVES DE POÉSIE VERS L'AMOUR ABSOLU SUIVI DE L'ÉTERNITÉ DU POÈTE »
96 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Thierry LONGRAIS
« LE SOUFFLE D'UN MURMURE »
96 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Evelyn FUCHS
« POÈMES D'HIER, D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN »
80 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Claude MASSON
« IL EN EST AINSI »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Nick PRIONNET
« COMME UN BOUQUET DE CHANSONS »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Paullette RUEZ, Daniel ABRY
« BALLADES A DEUX »
88 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Hélène CECCON
« LA VIE QUI VA »
64 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Serge FOLZ
« RÊVE, RÉALITÉ, ÉMOTION, ÉVASION »
64 pages, 35,30 F.T.T.C.
- Stéphane RAMANT
« POÈMES VECUS »
104 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Alain BAUDOUIN
« RÉVERIE »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Franck BERNARD
« LA DANSE DES ÉTOILES »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.

souvenirs

- François CHARLES
« UN GOSSE DE L'ASSISTANCE RACONTE »
Barre sous trois Républiques
320 pages, 92,80 F.T.T.C.
- Georges LOUBIER
« LA CHEVAUCHÉE DE L'ANNÉE SAINT-PIERRE »
Mille kilomètres pour Saint-Pierre
192 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Fernand Jules VIANENEC
« LE DANUBE ÉTAIT GRIS... »
La vérité sur les camps de travail
256 pages, 71,70 F.T.T.C.
- Michel et Catherine ROUCHON
« SOUVENIRS DE JOE DASSIN »
La vie d'un artiste
128 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Renée COPPIN-BELLEVILLE
« SI COMPIÈGNE CE FUT CELA... »
Vivre la Résistance
160 pages, 53,50 F.T.T.C.

nouvelles

- Pierre MIRRI
« HISTOIRES NOUVELLES »
Une sorte d'humanisme
96 pages, 35,30 F.T.T.C.
- René DAILLEFER
« RÉSURRECTION »
Un chant de joie
288 pages, 87,80 F.T.T.C.
- Marielle CAORS
« LA MAISON DE PIERRE »
Des jardins et des maisons
176 pages, 53,50 F.T.T.C.

théâtre

- Démétrios KOKKINOS
« AUSCHWITZ »
La leçon des morts
128 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Pierre MAUDRU
« KARAGHEUZ AU POUVOIR »
suivi de
« LA FIANCÉE DE L'EUROPE »
Une œuvre étonnante
208 pages, 65,90 F.T.T.C.
- Catherine DUMAS
« LES COMPLICES »
La solidarité de bien et de mal
128 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Aline LENOBLE
« QUAND LES CHENILLES PRENDRONT LE TRAIN »
Qui est l'ennemi ?
96 pages, 36,40 F.T.T.C.
- Michel HAVARD
« LE PERSONNAGE »
Un homme admirable
96 pages, 36,40 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4. TÉL. : 887-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 887-08-21 ou dans les C.R.D.L. Hachette

PHOTO

LES LOCOMOTIVES D'O. WINSTON LINK

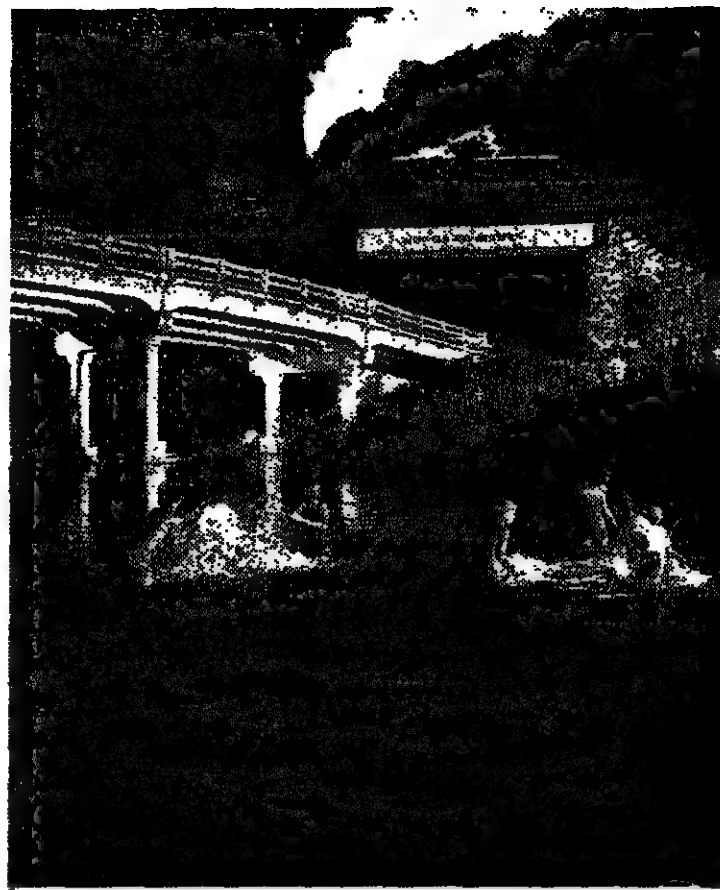
Effet flash

La photographie, c'est formidable quand ce n'est pas seulement anecdote ni méditation sur l'infinie vacuité de la vie et de la nature conjuguées. Or il n'y a pas en ce moment plus belle et drôle et étonnante histoire que celle racontée par O. Winston Link sous le titre *Night Trick (Ruse de nuit)* à la galerie Samia Saouma après l'avoir été dans les meilleures institutions des États-Unis et de Grande-Bretagne.

O. Winston Link, qui est né en 1914, a commencé par être ingénieur civil avant de se tourner vers la photographie. Entre 1955 et 1960, il s'est attaché, passionnément à une ligne de chemin de fer, la Norfolk and Western Railway, ligne à plusieurs voies, qui traversait la Virginie, le Kentucky, frôlant au passage l'Ohio et la Caroline du Nord. Winston Link photographiait la ligne ici où là, mais pas au hasard : avec des attentions et des intentions de sécheur à la ligne. C'était toujours fait la nuit, à l'aide d'un puissant et complexe système de flash.

Pratiquement toutes les photos sont des photos de nuit, mais on ne s'en rend pas toujours et tout de suite compte, tant le jour est virtuellement présent, tant les activités saisies au passage des locomotives sont virtuellement diurnes. Une baignade d'enfants ou bien de *pit-up*, les uns dans une rivière, au pied d'un pont, les autres dans une piscine, au bas du talus de la voie. Un homme qui conduit ses vaches. Les hommes, quand ils sont vieux, ont des têtes de western, édentées, avec les lèvres avalées par la bouche. Les femmes, selon qu'on est ici ou là sur la ligne, sont plus ou moins élégantes et plus ou moins natures. Elles sont amées 50 dans leur habillement, alors que les hommes, sur ce point, sont plus difficiles à dater. C'est l'effet « complet-veston », version ville, ou « croquecrotte-braves », version paysanne.

La vedette, cependant, c'est le train qui sillonne les photos comme, dans la réalité, le paysage améri-



calin. Le train, ou plutôt sa tête, la locomotive somptueuse et puissante, qui embouteille l'espace, crache son jet de vapeur tout à la fois impérieux et flexible, impose son bruit et sa présence comme une évidence. Les gens sont habitués. Ils ne la regardent pas, sauf si c'est leur métier, sauf s'ils ont des raisons précises d'attendre son passage. Sur la plus spectaculaire de ces photos, O. Winston

Link est parvenu à saisir l'intégralité du nuage de fumée. Le train, comme souvent, est à l'arrière-plan. Devant, les gens sont dans leurs voitures et regardent un film sur un écran géant. Dans le film passe, à l'instant de la photo, un avion. Le long de la ligne de chemin de fer, court une ligne électrique. C'est imaginable ce qu'il peut y avoir comme moteurs, comme transferts,

comme monde et comme bruit sur une simple image !

Le bruit, ce n'est pas seulement une formule. L'air de l'exposition est en effet épaissi, alourdi par l'enregistrement de tous ces trains. Chaque image a ses sonorités : le bruit fondamental du train qui passe, ou qui arrive et s'arrête, ou repart, ou prévient un danger répété par le terrible hululement de la locomotive dans la nuit : « too, too, toooo » (le 00 anglais rend visuellement mieux, pour le même son, que le ou français). Et les bruits annexes, quand celui du train veut bien ne pas les couvrir. Les bruits sur la bande magnétique ne suivent pas l'ordre des photos. C'est assez mal pratique, si l'on veut être exact.

Certaines photos sont très naturelles, ou aussi naturelles que peut l'être une locomotive prise au flash dans la nuit. D'autres sont bizarres, très bizarres... Et la plus bizarre montre comment le train passe dans la rue principale de Norfolk, causant effroyablement les façades. Une fenêtre est restée allumée. Un monsieur regarde le photographe. C'est inhabituel.

Chaque photographie a son bruit, et chaque photo a son texte, ou plus exactement ses explications. Explication technique à l'usage des professionnels. Explication surtout des circonstances et du sujet. On apprend à quel point exact de la ligne on se trouve. Puis le numéro du train, son type de locomotive, ses horaires, sauf s'il n'y a pas de train, ce qui est exceptionnel, et que les gens sont simplement « en train » de l'attendre. Les gens, quand il y en a, sont en général précisément nommés, on connaît leur métier, leurs liens de parenté, parfois leurs bonnes et leurs mauvaises habitudes.

Toute cette accumulation de détails pseudo-ethnologiques pourrait être exaspérante. Exaspérante comme le sont, la plupart du temps, les explications qui accompagnent les œuvres, faisant, mode stupide, qui dans le genre scientifique, qui dans le genre onirique, qui dans le genre « socio-cult ». Tel n'est pas le cas des textes d'O. Winston Link, car ils sont animés du plus joli des humeurs, comme si le photographe, tout en effectuant son travail le plus sérieusement du monde, s'interdisait pourtant de se prendre au sérieux. Cela crée une distance de plus entre l'objectif et les trains, et cela fait de cette exposition une merveille.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ Galerie Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais, 75001 Paris. Jusqu'au 31 juillet.

MUSIQUE

AU XXXV^e MAI DE BORDEAUX

Hommage chaleureux à l'art vocal

Le Mai musical de Bordeaux n'a plus trente ans : c'est M. Chaban-Delmas, maire de la ville depuis plus longtemps encore, qui le rappelle dans la plaquette, il sait de quoi il parle, que pour durer, il faut être capable de se renouveler sans rien bouleverser. Le Mai musical n'est sans doute pas une manifestation bouleversante, mais elle est rondement menée, le public suit sans se faire prier et cependant la programmation ne cède pas à la facilité du vedettariat.

Sans doute relève-t-on, au fil des concerts, des noms fort connus : Gundula Janowitz, Mirella Freni, Tatiana Troyanos, Ivo Pogorelich, Sheila Armstrong, Werner Hollweg, Siegfried Jerusalem (remplacé par Katia Ricciardi), l'Octuor de la Philharmonie de Berlin... Mais ces locomotives, selon l'expression consacrée, sont là pour entraîner dans leur sillage les ensembles symphoniques ou chorals de la région et de jeunes talents français ou étrangers.

L'une des caractéristiques du Mai de Bordeaux, c'est la place qu'il accorde à tout ce que l'Aquitaine compte de talents confirmés : l'organiste Francis Chapelle, l'ensemble international de saxophones animé par Jean-Marie Londeix, l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine que dirige Roberto Benzi, ou naissants : l'ensemble à cordes Scherzando, le Tubacors d'Aquitaine, le Bordeaux-Klavierquartett, et aux chœurs, depuis les simples amateurs qui travaillent d'oreille jusqu'à ceux du Grand Théâtre et à l'ensemble vocal d'Elaine Lavail.

De la même manière, le Mai rayonne traditionnellement sur les localités avoisinantes, à Bazas, à Talence, dans les châteaux d'Issan, d'Iquém, de la Brade et ailleurs encore ; en outre, il invite régulièrement l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, venu cette fois faire vibrer les volutes du Palais des sports aux accords du *Requiem* de Verdi, avec la complicité de Michel Plasson.

Sans les caprices d'un esprit malin, ce dernier aurait dû figurer normalement dans la liste des susdites locomotives, mais qui sait au juste où commence le privilège d'entraîner les autres ? L'Orchestre Lamoureux descendu fêter le cent cinquantième anniversaire de son fondateur, né à Bordeaux en 1834, ne serait-il pas attractif lui aussi ? Et le quatuor Orlando, le violoncelliste italien Franco Maggio-Ormezzowaki, l'Orchestre de cham-

bre tchécoslovaque de Prague, voire l'Orchestre symphonique d'Euskadi venu donner les *Saisons* de Haydn sous la direction de Walter Hornsteiner ? On n'en finirait pas de citer des noms, mais comme beaucoup ont quelque chose de commun, autant dévoiler ce qui n'est un secret pour personne : le Mai de Bordeaux a choisi cette fois de rendre un hommage particulier à l'art vocal, de la mélodie à l'opéra, en passant par l'oratorio et la musique religieuse.

L'opéra, c'était *Idoménée*, de Mozart, au Grand Théâtre, dirigé par Friedmann Leyer, mise en scène de Federik Mirdita, avec Werner Hollweg dans le rôle titre, Carol Vaneš (Electre), Trudeliese Schmidt (Idamante) et Audrey Michael (Ilia), un grand succès d'ouverture, puis *Orlando*, de Haendel, en oratorio seulement mais avec le concours de Judith Nelson, de René Jacobs (entre autres), et de l'Ensemble baroque d'Amsterdam conduit par Ton Koopmann. Accueil chaleureux là aussi, à la mesure de l'événement.

De tout cela on parlait encore le 21 mai en se pressant devant l'unique porte ouverte de la basilique Saint-Seurin ; ce soir-là l'événement était à la fois plus modeste et touchait plus de monde puisqu'il s'agissait du concert désormais traditionnel, de l'ensemble choral régional d'oratorios de Bordeaux et de l'ensemble des solistes du Conservatoire national de région placé sous la direction de Jacques Pernoo, qui veille depuis 1971 aux destinées de cet établissement qui compte près de trois mille élèves (et dispose enfin, au nouveau Centre André-Malraux, de locaux modernes et adaptés).

Ce concert représente l'aboutissement pour les choristes amateurs, d'un travail de longue haleine sous la direction de Michel Korber et, dans l'assistance, les parents ou les amis ne regretteront jamais que les œuvres choisies fassent la part belle aux chœurs. Cette année le choix s'est porté sur deux partitions de Mozart, l'une très célèbre : la *Messe en ut mineur*, l'autre moins connue : les *Vêpres d'un confesseur*, dont la partie d'altos comporte visiblement les mêmes difficultés que celle du chapeau chinois évoqués par Villiers de L'Isle-Adam dans *Le Secret de l'ancienne musique* ; en revanche les violons, les basses, les chœurs et les quatre solistes s'en donnent à cœur joie. Les observateurs attentifs, qui suivent d'année en année les progrès de l'ensemble choral, affirmeront qu'ils sont notables, et il faudrait beaucoup de mauvaise foi pour ne pas en convenir. Les pupitres sont bien équilibrés, les attaques assez précises, les oppositions entre les *forte* et les *piano* très impressionnantes. Sans doute Jacques Pernoo, pour bien tenir ses troupes en main, doit-il diriger en force plus qu'en finesse, mais la vitalité de cette interprétation convaincant dans l'ensemble, sinon toujours dans les détails.

Un excellent quatuor de solistes internationaux avait été réuni pour la circonstance, et la présence de Sheila Armstrong constituait à la fois une récompense et une stimulation, mais il serait injuste de ne pas reconnaître une part égale dans la réussite finale à Jacqueline Fugelle qui a tenu, dans la *Messe en ut*, la partie du premier soprano avec une intelligence musicale et une sûreté à la mesure des difficultés considérables dont elle est agrippée. Il y aura sans doute eu plusieurs révélations lors de ce festival, mais celle-ci n'est certes pas des moindres.

GÉRAUD CONDÉ.

FÊTE DE DJANGO A SAMOIS

C'est à Samois-sur-Seine, petit village plein d'ombre, d'eau et de verdure, près de Fontainebleau, que Django Reinhardt, laissant les voyages, a passé les dernières années de sa vie, pêchant, peignant, jouant au billard. Depuis sa mort, en 1953, manouches et gitans ont pris l'habitude de venir chanter et jouer de la musique en hommage au grand guitariste.

D'autres musiciens s'y sont parfois joints, Bill Coleman, René Urtreger... Un festival est né, qui pourrait devenir annuel. Grande fête du souvenir, grande fête du jazz et de la culture manouches qui commence cette année le 2 juin au soir pour s'achever le lendemain dans la nuit.

MICHEL CURNOT.

★ Comédie-Française, 20 h 30.

Le Monde

Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
AU «MONDE» DU VENDREDI 1^{er} DATÉ SAMEDI 2 JUIN 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

DIX A TABLE OU L'EUROPE DES FOURNEAUX



CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU «MONDE»

VOYAGE :

Cuba dans la fumée d'un havane.

TÉMOIGNAGE :

Requiem pour le Touring-Club de France.

SPORT :

Une descente musclée de l'Isère : le rafting.

Et un choix commenté
des programmes de
la radio et de la télévi-
sion pour la semaine.

«IVANOV» à la Comédie-Française

(Suite de la première page.)

Ivanov a charge d'âmes. Sur ses propriétés, des ouvriers agricoles attendant leur paye, pour manger, il s'en lave les mains. Son épouse, Anna Petrovna, les poumons atteints, ne pourrait être sauvée qu'en partant pour le midi. Il la laisse crever.

Le médecin de ce village, Evgueni Lvov, s'en indigna. Il est responsable, courageux. Sans cesse sur la brèche, pour le bien, ou le moindre mal, d'autrui. Et l'honnêteté même.

Or, et voici une chose très étrange de la part d'Anton Tchekhov, ce médecin impeccable apparaît, au cours de la pièce, un homme très antipathique, forcément. Alors que cette larve abjecte d'Ivanov s'attire du spectateur un penchant affectueux.

Cela provoque un scandale énorme, à la création de la pièce, en 1887. Parce que le théâtre, toujours, partout, reste un événement public. Une sorte de déclaration publique. Supposée troubler l'ordre public, au besoin. Cette lâcheté, cette infamie répugnante, d'Ivanov, qui a les sympathies de l'auteur, et en face de lui cette perfection de médecin, qui nous est rendu odieux, oui, cela parut une provocation. Une insulte à la société. Tchekhov fut sommé de s'expliquer.

Eut-il peur ? Ou bien ressentit-il un conflit de conscience ? Tout au long de quinze années, il allait essayer de modérer sa pièce. Il proposa une seconde version, qui au moins était « trinitaire ».

Tous les gens qui aiment la Mouette, le Cerisier, les autres chefs-d'œuvre de l'auteur, doivent avoir vu Ivanov, s'ils veulent avoir d'Anton Tchekhov une idée plus précise. Car cette pièce n'est pas comme les autres. Les femmes et les hommes s'y disent leurs vérités, sans le minimum d'égards. Il y a ici un égoïsme, une mauvaisseté, un manque d'indulgence envers autrui, dont Tchekhov semble faire une loi, une calamité naturelle des humains, qui ont rejeté Ivanov dans sa solitude horrible, dans son manque d'espoir, enfin dans son suicide.

Et ce qui est très douloureux ici, ce qui laisse le spectateur, à la sortie du théâtre, dans un malaise très pénible, c'est qu'à l'évidence Tchekhov, médecin lui-même, semble avoir pris un soin extrême à ne pas montrer en Ivanov un malade, un schizophrène ou un mélancolique.

Il refuse cette « échappatoire ». Tout se passe comme si Tchekhov, à bout de nerfs, disait aux spectateurs : « Regardez mon Ivanov, voyez ce que vous lui avez fait, ce que vous en avez fait. Il y a au moins une femme, un homme, près de vous, que vous avez désespéré, par votre sécheresse aveugle. » Ivanov est la pièce la plus radicale de Tchekhov.

La présentation qu'en donne aujourd'hui la Comédie-Française est sublime. Il faut faire preuve d'un peu de patience pendant certaines scènes des deux premiers actes, parce que le metteur en scène, Claude Régy, cède à un penchant d'impassibilité, de lenteur, et parce que l'un des acteurs, Miloud Khetib, pourtant remarquable s'il veut, pousse des hurlements comme s'il était fou, ce qui n'a pas de sens, et fait perdre au public le fil des choses. Mais, à partir de l'acte III, c'est un sommet de l'art du théâtre qui nous est donné, bouleversant.

La traduction de Simone Sentez-Michel et Claude Régy est très belle. Le décor et les costumes de Roberto Plata donnent à la parole de Tchekhov tout le naturel et toute l'« étendue d'air » qu'il faut. Orientés par Claude Régy, les acteurs Jean-Paul Roussillon (Lébedev, l'ami affectueux, généreux d'Ivanov), Christine Muirio (sa fille Alexandra, qui voudrait arracher Ivanov à la mort), Roland Bertin (Ivanov), Xavier Marchand (le médecin), Jean-Paul Moulinot (un parent d'Ivanov, et jamais Moulinot n'a été aussi grand acteur), oui, les acteurs jouent à la perfection, accompagnés par Christine Farsen, Yveline Allaud, dans des rôles plus courts.

Le plus ancien théâtre de France retrouve décidément, ces jours-ci, une incomparable grandeur.

MICHEL CURNOT.

★ Comédie-Française, 20 h 30.

COMMUNICATION

La radio en mouvement

Qui aurait imaginé pareil raz de marée ? Qui aurait pressenti semblable épidémie ? Trois ans tout juste, et des milliers d'adeptes, des millions d'auditeurs. Une explosion, dirait-on. Le mot sans doute est faible pour exprimer ce que ce mouvement a pu témoigner de force, de folie, de rêve et de désir. Une poignée de radios se partageaient naguère - jusqu'en 1981 - le monopole des ondes. Elles sont aujourd'hui, au 1^{er} juin, mille cent associations installées sur huit cent trente-neuf fréquences à être autorisées par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Des centaines d'autres attendent, certaines munies d'avis favorables donnés par la commission Galabert, font antichambre à la Haute Autorité, guettant au Journal officiel la parution des autorisations ; d'autres postulent encore, puisqu'une

dizaine de nouveaux dossiers arrivent chaque mois au secrétariat de la commission. Plus qu'un mouvement, la revendication à l'expression, témoin d'une frustration due à vingt-cinq années de monopole, ne connaît-elle aucun frein ?

Ce serait oublier les contraintes techniques et la question de la place sur une bande FM limitée. Dans le Centre, dans l'Est, dans les zones frontalières, la bande FM s'arrête à 100 MHz, alors qu'à Paris et dans l'Ouest elle va jusqu'à 104. Les interférences avec des émetteurs suisses, allemands ou belges compliquent la situation des radios frontalières et nécessitent même des négociations avec les pays voisins. La géographie est donc la première source d'injustice. Et puis il y a les villes, où même

les regroupements ruraux obligatoires n'ont pu éviter le surcharge et ont généré des fréquences pour tout le département. Enfin, vient Radio-France et son millier d'émetteurs ou de réémetteurs aux puissances diverses (50, 100, 150 kilowatts) qui bloquent des fréquences sur maints départements. La carte ci-dessous se veut parlante, et TDE confirme : la France est bel et bien en passe d'être saturée.

Comment gérer la pénurie de fréquences ? Y aura-t-il un jour où le système sera déclaré bloqué ? Comme il y a un flux, il y aura un reflux, la radio est mouvement, et l'on attend certains désempolements. Mais quelle politique va désormais adopter la Haute Autorité ? Quels seront les critères qui la feront choisir entre plusieurs radios pour une place unique ? On a déjà compris qu'un mariage à tout

prix est voué au divorce. Alors, à quel donner la fréquence ? A cette société qui se veut commerciale et créatrice d'emplois ou à cette association porteuse d'un vrai projet de communication sociale ? A cette radio moderne « music and news » plébiscitée par les jeunes ou à ce programme original de culture régionale ?

En ouvrant aujourd'hui les portes de la publicité, le pouvoir a bouleversé les données. L'attribution des autorisations prendra place désormais dans un contexte financier, et répartira les fréquences revendues à partager le gâteau - le marché - de la publicité.

La justice exige des critères précis. Le principe d'égalité des chances voudrait qu'ils soient communs.

ANNICK COJEAN

Les prestataires de services

A la base : la radio et ses artisans. Tout autour : la périphérie et ses commerçants. Les moyens courtois les premiers, qui ont de plus en plus besoin des seconds.

Une profession est née, qui s'affirme chaque jour comme créatrice d'emplois, et suscite bien des offres et bien des vocations. On peut fournir des programmes payants parfois, gratuits souvent (parce que sponsorisés) et procurer des services (conseils, marketing, matériel, formation...). On peut offrir de la publicité (agences) ou proposer d'un trouver (régies). Certaines stations offrent même le tout avec leur nom en prime (c'est le cas de NRJ, prolifique à

souhait, qui a déjà « franchisé » une dizaine de stations).

L'intérêt, dans les différents cas, est de travailler avec une « chaîne de radios », autrement dit : un réseau. Il y a ceux issus d'initiatives individuelles ou constituées ponctuellement par certaines marques elles-mêmes, pour des opérations de promotion. L'avenir de ces « petits » semble compromis par l'appétit des « gros ». Il y a des tentatives lancées par les radios, parfois à l'aide de leur fédération ou de leur syndicat.

Et puis il y a les autres, constitués par des partenaires importants qui ne relient pas leur

objectif commercial et tiennent à travers la France des tables d'auvent publicitaires. L'ancien code de la publicité, bien sûr, et les premiers résultats de sondages d'écoute un peu flâches tombent bientôt comme autant de verdicts et sans doute de sanctions.

Car la sélection des radios sera inévitable. Havas, Publicis, Indépendance FM, ont déjà de l'avance, mais il y a aussi Bélier et sa filiale Ofrédia, Europe 1 avec Fréquences service et l'attaché Giraudy, Audioréseau diffusion, France média communication et le nouveau Régien service programme. Malgré les intentions initiales du législateur, les réseaux vont bel et bien naître.

APC
(Agence française de communication)
(1) 225-63-36

Agence d'informations sonores transmises par liaisons câblées spécialisées à un réseau de seize stations (journaux, chroniques, revue de presse). Souhaiterait un couplage avec une société de régie pour prendre en charge la partie commerciale.

APP
(Agence France-Presse)
(1) 233-44-66

Projet avancé visant à renforcer, par des reportages d'information nationale et internationale, le service écrit distribué dans le monde, et développer le rôle des correspondants de l'agence dans les cent soixante pays où elle est représentée, auxquels les radios nationales font déjà appel.

AGAP
(Atelier graphique et audiovisuel de Provence)
(90) 85-43-65 à Arles

Cette société, qui fabrique et vend du matériel de radio, a fondé un « service presse radios locales » qui offre une structure d'accueil aux radios sur diverses manifestations et met à leur disposition équipements, journalistes, banque de données sonores.

APROR
(Association pour la promotion des radios rurales)
(1) 578-77-57

Atelier de recherche et de réflexion sur la radio en milieu rural, en liaison avec le ministère de l'Agriculture. Exerce une activité de régie et de production de programmes à l'adresse des radios rurales (projet de messagerie électronique).

AUDIOVISUEL DIFFUSION
(1) 526-07-15 et (49) 51-80-48 à Poitiers

Interlocuteur à la fois des radios et des annonceurs, cette association mène de front des activités de conseil (montage de radios, journaux locaux, formation, télématique) et des activités de production. Travaille avec une centaine de stations, et mène plusieurs opérations sponsorisées sur des réseaux mobiles.

BANQUE DE PROGRAMMES
296-93-32

Trois activités principales pour cette association à l'origine du festival : produire ou coproduire ; organiser le marché des programmes et solliciter pour son catalogue la production des radios ; sauvegarder la mémoire des radios libres (huit cent cinquante documents archivés).

COMMUNICATION ASSISTANCE
(1) 976-21-01

Le « vétérinaire des radios mobiles ». Pour les radios qui veulent être présentes sur des événements extérieurs ou pour les Salons, festivals ou autres, qui souhaitent accueillir plusieurs stations, propose studios, spécialistes, etc.

CONTINENTAL PRESSE
(1) 523-25-24

Agence de presse écrite, spécialisée sur le cinéma et le spectacle et

qui, depuis août 1982, traduit ses informations sous une forme sonore envoyée à des radios, et fabrique des programmes spéciaux (cinéma, tourisme, littérature).

FRANCE MEDIA COMMUNICATION
(1) 664-86-60

Outre les informations (reportages nationaux et internationaux, chroniques et magazines) qu'elle propose aux radios par liaisons câblées, cette société s'occupe également d'ingénierie radio (conception, organisation des stations) et propose « dans la mesure où la loi le permet » une régie publicitaire extralocale. Elle organise le Club FM des Nouvelles.

FÉDÉRATION DES AGENCES DE DIFFUSION INDÉPENDANTES
(1) 245-22-11

Créée au mois de mars 84, cette fédération regroupe des agences de production et de diffusion à destination des radios d'opinion et de création indépendantes, « pour ne pas laisser, précise-t-elle, le monopole des réseaux aux radios commerciales ou aux radios de droite ». Plusieurs magazines enregistrés sur cassettes et traitant de l'actualité internationale, de l'écologie, de l'histoire, et de la chanson francophone sont ainsi régulièrement envoyés à près de soixante-dix radios.

FRÉQUENCE SERVICE
(1) 720-23-93

Détente majoritairement par le groupe « Europe 1 » communication, elle réalise et vend des programmes (chroniques littéraires, sportives, informatiques, interviews...), conseille, équipe, et assure la maintenance du matériel technique ; draine et contrôle les recettes publicitaires, et peut décider d'une prise d'intérêt et de participation dans les entreprises.

HEXAGONE FM
(1) 246-60-01

Société de production de programmes radiophoniques basés sur le sponsoring et destinés à promouvoir produits, services ou institutions. Elle a notamment réalisé des cassettes sur le cinéma, les livres, la BD, l'« Europe », et affirme travailler avec trois cent cinquante radios.

FUSION FM
(1) 704-81-64

Correspondant parisien de radios libres de province : monte des opérations, coordonne la couverture d'événements particuliers, démarque les sponsors et fonctionne selon une formule d'échanges de services avec les stations.

ILP
(Informations, Loisirs, Promotions)
(1) 233-64-60

Société de production de programmes (émissions vedettes - J.-B. Hebe, Patrice Laffont - vedettes « clés en main » avec exclusivité sur la zone d'écoute), de conseil et d'assistance aux radios.

INDÉPENDANCE FM
(1) 747-70-60

Quatre services pour les annonceurs et publicitaires désirant être

guidés sur la FM par cette société dans laquelle sont associés six agences de publicité : conseil dans la sélection des neuf cent stations actuelles ; organisation de campagnes nationales sur des ensembles de stations regroupées en fonction des objectifs et des cibles ; conception et production de messages publicitaires « spécial FM » ; achat d'espace.

MÉDIAS AUDIO GRAPHICS CONSEILS
(1) 244-62-24

Société de production d'émissions en direction des radios locales privées notamment Top 2000, une série de magazines sur les énergies nouvelles et renouvelables, et des séries sur la micro-informatique, la voile, le tourisme...

MÉDIA STAR
(1) 638-49-19

Société spécialisée dans le vidéotexte, les banques de données, les messageries destinées aux professionnels de la radio.

MÉDIANES
(20) 54-45-74 à Lille

Agence de presse écrite, fondée par une dizaine de journalistes pigistes du Nord, qui travaillent désormais également avec des radios libres.

MTS
(Médias Techniques Services)
(1) 934-21-33

Assure l'équipement de studios fixes et mobiles, la maintenance de l'équipement.

MOVIES FM
(1) 563-44-82

Une des pionnières dans le secteur de la réalisation et diffusion d'émissions sur le cinéma. Propose des émissions « clés en main » et en « kit », travaille essentiellement avec Gaumont et Warner, et revendique trois cents contacts radio.

NETWORK FM
(1) 285-46-50

Société de production et de distribution de programmes touchant au cinéma (collaboration particulière avec les distributeurs CIC) et à l'édition (Le Seuil, Gallimard). Les cassettes sont accompagnées de dossiers de presse complets, avec des animations et des opérations diverses menées parfois en province. Trois cents radios correspondantes.

OFFRÉDIA
(1) 770-21-78

Société de programme créée en 1979 et proposant aux radios divers types d'émissions de qualité (cinéma, livres...). Utilise plusieurs modes de sponsoring (par exemple un feuilleton radiophonique conçu avec les éditions du Masque), travaille aussi avec des radios associatives (notamment le réseau NPR). Filiale de l'agence de publicité Bélier.

PROCAUVI
(Promotion Communications Audiovisuelle)
(1) 331-78-18

Association éditrice de cassettes, qui se propose d'approvisionner les

RENNES

- Radios « municipales » :
- Radio Bretagne info (RPR).
- Rennes Canal 102 (municipalité PS).
- Radios de presse :
- Rennes Com (Gauche-Franco).
- Radios d'associations :
- Radio Vitrine (historique).
- Radios « culture française » :
- Radio France.
- Radios musicales ou généralistes :
- Europe 1 (franchisée - commerciale).
- Fréquence 10 (commerciale).
- Rennes FM.

AGGLOMÉRATION LILLOISE

- Radios « municipales » :
- Radio Mosaïque (PS).
- Galaxie FM (Votants) (PS).
- Arc-en-ciel (Mosaïque-en-Bretagne) (RPR).
- Radios de presse :
- Pop Radio Nord (Le Voleur de Nord).
- Radios d'associations :
- Campus (historique).
- Cité Vaudan.
- Radios de quartier :
- Corinthe.
- Mosaïque.
- Radios rurales :
- Radio Péniche.
- Radios d'associations :
- Tanton Hainaut (MJC).
- Lilles.
- Boomarang.
- Paradis mélancolique.
- Radios généralistes ou commerciales :
- Radio Plus.
- Magdeleine.
- Tempo libre.
- Contax.

BORDEAUX

- Radios « municipales » ou proches d'une municipalité :
- Radio Bordeaux Une (RPR).
- Fréquence Sud Médoc (PS).
- Radios de presse :
- Radio 100 (Sud-Médoc).
- Radios religieuses :
- Harmonie.
- Radios des Éclaireurs de France :
- Station Ignorance.
- Radio culturelle, proche des milieux artistiques :
- Radio Bordeaux carreaux.
- Radios d'associations, d'expression publique :
- La Cité des ondes.
- Oxygène.
- La Vie au Grand Meris.
- Radios généralistes ou musicales locales :
- Radio libre Bordeaux.
- Angora (proche opposition).
- Aline.
- Côte d'argent.
- Radio Toul-Garonne (proche gauchiste).

MARSEILLE

- Radios de presse :
- Fréquence Marseille (le Provençal) groupe avec Sud Méditerranée (sensibilité PS).
- La Méditerranée (PC) avec Indes X JMG (PC-CST).
- Radios « municipales » :
- Radio Gazelle.
- Méditerranée Provençal.
- Radios religieuses :
- Dialogue (catholique) marité à Micro-mage (secours).
- Radios juives :
- Radio JM marité avec Radio Service Info service.
- Radios de jeunesse :
- Radio Activité avec Radio Allié et Radio France.
- Radios « culturelles » et « de réflexion » :
- Radio Granville (installée dans un théâtre marité à Utopie).
- Radio Provençal culture marité à Radio A l'écoute de Provence (en provençal) et Radio Espérance (religieuse).
- Radios d'associations :
- Radio Galère.
- Regroupements divers :
- Initiative (CJ, de commerce) + Dispositif (commerciale) + Méditerranée (associative).
- Forum 92 (associative).
- Mutualité des travailleurs et à Marseille en soins (catholique).
- Radio Alcazar (municipalité d'Alcazar) + Star 13 (musique commerciale).

radios en émissions, de dupliquer certaines émissions pour les auditeurs, et de faciliter les échanges de programmes entre stations.

REGICOM

(20) 52-13-75 à Lille

Régie de services et d'espaces regroupant dix-sept radios locales (votre en septembre) de la région Nord-Pas-de-Calais-Flandre, sur lesquelles peuvent simultanément les messages publicitaires.

RÉGIONS SERVICES PROGRAMME

(1) 783-65-27

Société multiservices à l'égard des stations. Produit et distribue programmes, informations, chroniques, éditoriaux, et utilise la formule de parrainage. Propose également aux radios assistance technique, conseils et formation professionnelle.

R-COM

(1) 567-35-76

Agence qui, utilisant un réseau câblé de 7000 km, desservant toute la France, fournit gratuitement aux

stations abonnées (75) des programmes d'informations « offerts » par des annonceurs et sponsors. Désormais détenue par la SFAR animée par Philippe Le Grix de la Salle, dans laquelle on retrouve l'indépendance FM, l'Expansion, RSCG et Dauphin.

SÉLECTION-13

(1) 225-00-89

Laurent Felt, un peu le « docteur radio ». Conseiller technique, il propose toute une gamme de services concernant le choix, l'aménagement, la maintenance des studios et matériels des stations.

Le rendez-vous d'une profession

Trois ans ! Encore bien jeune, pour un festival ! Le premier, à Paris, déjà organisé par la Banque de programme, se borna à une fête, l'espace d'une foire nocturne. Le second, à Toulouse, eut l'allure indécise, à mi-chemin entre le colloque et l'AG, l'amateurisme et le professionnalisme. On attend le troisième au tournant.

L'époque est charnière dans l'histoire des radios : la législation naissante et critiquée va être modifiée, et les radios, enfin, vont pouvoir sans acrobatie se montrer telles qu'elles sont : associatives, commerciales, municipales... ou franchisées, voire rattachées au service public de Radio-France. Au

Festival, donc, de réfléchir le dynamisme d'un secteur, sa jeunesse et son modernisme, et de faire de La Rochelle le rendez-vous d'une profession.

Des forums, une exposition de matériels, une animation artistique, un marathon radiophonique, une banque sonore, une liaison avec le Carrefour des régions du Centre Pompidou, et puis un palmarès pour départager les deux cent cinquante émissions concurrentes en provenance de toutes les régions, et même du Québec, de Belgique et de Suisse.

Fédérations et syndicats devraient être présents, journalistes,

animateurs et puis publicitaires, tandis que MM. Jean-Michel Galabert, Robert Prot, et Stéphane Hessel participeraient aux débats, et que M. Georges Fiffoud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, s'exprimerait. L'invité d'un déjeuner-débat organisé par le Monde et la ville de La Rochelle.

Enfin, malgré la multitude de micros qui sillonnent la ville, le Festival perdra d'une seule voix : Radio-La Rochelle (92 MHz), installée depuis 1981 dans l'enceinte de la maison de la culture, sera pendant quatre jours, en direct, cette voix-là.

LA ROCHELLE

JEAN-JU

non au partage

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

la justice

COMMUNICATION

A LA ROCHELLE

M. JEAN-JACK QUEYRANNE :

Non au partage politique des ondes

M. Jean-Jack Queyranne, député socialiste du Rhône, secrétaire national du PS à la culture et rapporteur du projet de loi sur la presse, nous livre ici ses réflexions sur l'évolution des radios locales privées.

« Pourquoi, comment, après tant de résistance et de discours menaçants, cette libération soudaine de la publicité pour les radios locales ? »

La question de la publicité s'est posée dès le départ, c'est-à-dire durant ces fameux 65 1981 qui a vu naître une nouvelle liberté. Elle a fait alors l'objet d'un débat au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, devant lequel le premier ministre est finalement venu plaider son intervention. L'idée a prévalu. La loi a été votée pour les radios locales, et je pense que la démarche était raisonnable. Une libération trop brusque de la publicité aurait pu déstabiliser gravement le marché, bouleverser l'équilibre précaire des médias et favoriser la mainmise rapide des groupes financiers sur ce secteur. Une première étape a donc consisté à organiser, réglementer, planifier, l'installation de centaines de radios locales. Bref, concrétiser l'idée de liberté. C'est désormais chose faite. Plus de huit cents radios sont déjà officiellement autorisées. Nous pouvons donc passer sereinement à une seconde étape.

Sérieusement ? Ce que vous décrivez comme une évolution naturelle et planifiée n'est-elle pas plutôt un revirement nécessaire, pour que le droit rattrape les faits, qui l'avaient amplement débordé ?

La réforme vient, il est vrai, avec quelques mois de retard, car la publicité a depuis longtemps fait son apparition sur les ondes. Cependant, les pratiques illicites en matière de financement n'ont pas déformé le but de la législation, qui était de permettre à tous les citoyens de penser de trouver une place sur la modulation de fréquence. De fait, en autorisant les radios à choisir librement leur statut et à bénéficier de ressources publicitaires, le projet de loi adopté le 23 mai par le conseil des ministres ne fait qu'adopter les lois précédentes.

Le fonds d'expression locale, alimenté par les recettes publicitaires du système audiovisuel, connaît, lui, d'être réservé aux radios associatives réfractaires à la pub. La séparation étanche, envisagée dans un premier temps entre un secteur commercial et un secteur associatif, risquait d'être trop contraignante pour les radios associatives, et la combinaison de ressources d'origines variées leur permettrait d'affronter la concurrence des radios commerciales. Reste à exiger une très grande transparence des budgets.

La presse écrite régionale a beaucoup redouté l'introduction de la publicité sur les radios locales, mais surgit aujourd'hui à la fois comme partenaire et comme acteur...

Les groupes de presse régionaux cherchent à se situer sur ce nouveau marché. Ils sont très bien implantés à l'échelon local, et drainent un important marché publicitaire. Il est donc normal qu'ils envisagent désormais d'évoluer vers la forme d'entreprise multimédias, où

la presse écrite ne serait plus qu'un des aspects de leur activité. Mais il ne faut pas que cette perspective conduise à ce que la presse régionale domine les radios locales privées et cherche à les intégrer par différents moyens. On reconstruirait ainsi de bien dangereux monopoles.

« Etes-vous favorable à une réglementation très stricte de la publicité ? »

« Soyons réalistes ! Dans ce domaine, l'aspect normatif a bien peu de valeur, et des dispositions très contraignantes s'exposeraient à être largement déjouées. De quels moyens de contrôle disposons-nous vraiment ? Faisons plutôt confiance aux auditeurs. Il en est bien peu qui accepteraient de retrouver sur la FM la publicité qui les a fait fuir les grandes ondes. Espérons par ailleurs que les messages publicitaires diffusés sur la bande FM sauront innover et rompre avec le ton insupportable des périphériques. En avant la compétition ! »

« La conférence de presse de M. François Mitterrand a agi comme un véritable détonateur d'opérations multiples, de la constitution de réseaux à la création de régions ou au rachat de stations. Que restera-t-il, en fin de compte, des préoccupations du législateur de 1981 ? »

« La réponse différencie totalement la droite de la gauche. M. Chirac et l'opposition sont favorables aux réseaux de radio, actuellement limités par l'obligation faite à chaque station de diffuser au moins 80 % de programmes propres. En fait, ce procédé revient à nier la dimension locale des radios et à les transformer en appendices de postes nationaux ou périphériques, faiblissant localement d'une programmation confonduable ailleurs, le plus souvent à Paris.

Or, ce que nous souhaitons défendre, nous, c'est justement le maintien du caractère local de ces radios dites de « proximité ». Elles répondent à un besoin et tiennent compte d'un maximum d'idées, de sensibilités, d'expressions culturelles ; toutes choses impossibles si elles étaient intégrées dans un réseau quelconque. C'est d'ailleurs pourquoi la nouvelle législation interdira aux radios de reproduire intégralement les bulletins d'informations fabriqués par des agences. Elles pourront, en revanche, reprendre des dépêches sonores, des reportages, voire des éditoriaux susceptibles d'être intégrés dans un journal de leur conception.

Vers un réseau de gauche à dimension culturelle

« Un rapide tour d'horizon des radios locales semble prouver que celles-ci, notamment les plus riches et les plus écoutées, sont plus souvent liées à la droite qu'à la majorité actuelle. L'enjeu a-t-il été mieux perçu du côté de l'opposition ? »

« La droite, notamment le RPR, a mis sur pied, il est vrai, une stratégie de prise de contrôle des radios locales privées. A Lyon, ce parti s'est assuré le contrôle de quatre stations, qui couvrent ainsi largement toute l'agglomération. Cela témoigne, bien sûr, d'une volonté politique très nette qui, sous couvert de libé-

lisme générateur, œuvre dans la perspective des élections législatives de 1986. D'où le rôle fondamental de la Haute Autorité : à elle d'assurer, sur une bande FM non extensible, la pluralité des opinions et des courants d'expression. Mais que cela ne devienne pas une raison pour limiter la radio à une dimension politique ! »

« Le Parti socialiste a semblé hésiter sur la stratégie qu'il convenait d'adopter devant l'évolution du mouvement des radios et la détermination militante de l'opposition.

« Il y a deux écueils qui pourraient transformer le phénomène des radios locales en un échec irréversible : la pollution des ondes, par une publicité drainée, contrôlée par des réseaux nationaux, et le partage des radios entre quatre ou cinq réseaux de programmes reconstruisant l'échiquier politique. Quel écho, alors, en perspective ? »

« Loin des socialistes, donc, l'intention de créer un réseau « typiquement socialiste ». En revanche, le PS pourrait être l'un des éléments d'une dynamique créée autour d'un réseau à dimension culturelle et représentant un très large secteur d'opinion de gauche, lié à la presse écrite, offrant des services et respectant l'autonomie des radios locales. Il ne s'agit d'ailleurs pas tant d'un réseau que d'une centrale, une bourse, un kiosque, qui offrirait un éventail de services dans lequel les radios reliées par câble PTT pourraient puiser, en toute autonomie, quantité de produits de style et de genres diversifiés.

« Le service public a-t-il encore sa justification en province ? L'offre privée est si abondante... »

« Les radios locales du service public ont tout à fait leur place sur la bande FM ! Et le soutien entrepreneurial la politique de Radio-France de créer des radios d'agglomération et de poursuivre l'implantation de radios départementales. Il en existe actuellement une quarantaine ; elles restent un élément de référence, et le service public s'est découvert avec elles une nouvelle jeunesse ! »

« La modulation de fréquence, sur l'ensemble du territoire, est en passe d'être saturée. Or de nouvelles demandes d'autorisation ne cessent d'affluer en secretariat de la commission Gilbert. Comment gérer la pénurie de fréquences ? »

« Il ne faudrait pas que la liberté nouvellement accordée stérilise la bande FM. Au contraire. Il est indispensable que l'innovation et l'imaginerie. Tout système de communication a besoin d'être débordé sur les marges, et des initiatives nouvelles doivent pouvoir apparaître. Mais il est vrai qu'il faut être vigilant. Nombre de radios installées auront tendance à se croire immortelles et profiter de leur avantage sans aucune sanction réelle de leur médiocrité. C'est parfois dans les domaines apparemment les plus ouverts à l'innovation que les risques d'ossification sont les plus grands.

« Comment ne pas penser aux télévisions locales lorsque vous évoquez les débordements d'initiatives nouvelles ? »

« Je ne crois pas que les télévisions privées locales seraient d'un grand apport sur le plan de l'art et de la création. Voyez la situation italienne, l'anarchie des télévisions et la chute du cinéma ! Le gouvernement a fait le choix du câble, et nous sommes entrés dans un processus de développement du câble qui nous offrira, d'ici peu, maintes possibilités. Je regrette simplement que le service public ne s'ouvre pas davantage, et que FR 3 ne prête pas son antenne à des concours extérieurs - de petites sociétés privées de production - en plein développement dans les régions.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

UNE LETTRE DE M. BRUZEL

Nous avons reçu de M. Maurice Bruzel, délégué à l'antenne TF 1, la lettre suivante après la publication de notre article concernant un projet de reportage sur la ville de Lens (le Monde du 31 mai).

TF 1 s'est vu proposer par une société de communication (MMI) une série de courts métrages présentant les villes qui accueilleraient prochainement les championnats d'Europe de football des nations. TF 1 a marqué son intérêt pour cette proposition et a envisagé la diffusion de ces produits sur son antenne, étant entendu que ceux-ci resteraient la propriété des municipalités qui pourraient donc les exploiter à leur gré. A aucun moment TF 1 n'a sollicité la participation financière des villes pour la diffusion de ces films. Toute déclaration contraire relève de la mauvaise foi ou d'une information erronée.

Jeudi 31 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : *L'Homme de Suze*. D'après un scénario de P. Gaspard-Huit et J. Robert. Réal. Christian-Jaque. Avec G. Marchand, H. Frank. Lesseps, attaqué par deux hommes - ses chanceliers ont été assassinés - se retrouve seul dans les sables du désert. Il arrive tout de même à Khartoum pour y trouver des pendus à tous les coins de rue. Mais Lesseps attend une autorisation pour commencer les travaux du canal de Suze. Trouvera-t-il les capitaux ? Un feuilleton médiocre agrémenté d'une sauce d'orientalisme de pacotille.

21 h 30 International de tennis. Résumé de la journée à Roland-Garros.

21 h 50 Téléfilm : *Mia patrie : la nébuleuse du rêve*. De P. Vallois. Scrit, raconté et vécu par Hugues et Spengler, avec M. Albertini, S. Benayir, B. Bouche. Personnalité flamboyante, tout droit sortie d'un roman de Scott Fitzgerald, Hugues ex-Spinger a vécu les palaces de la Riviera, les cliniques psychiatriques, la bonne société du régime de Vichy, les quartiers mal famés de Marseille. Un itinéraire tumultueux, une des figures de l'avant-garde artistique parisienne des années 70.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : *Le Peur*. De Dagmar Dauks. Elle est mariée à un homme beau et riche, il a une petite fille délicate. Elle a un amant très épisodique, lui aussi bien agréable. Mais une ombre au bonheur : une étudiante, pour arrondir ses fins de mois choisit l'industrie du change.

21 h 40 Abel Gance et son Napoléon. Un film de N. Kaplan, présenté par M. Drucker. Tentative de reconstruction du rêve gigantesque d'Abel Gance, le maître en scène de Napoléon, par l'une de ses anciennes assistantes, Nelly Kaplan. L'originalité de ce document, classique du genre, semble être la présence inhabituelle de Michel Drucker, commentant la genèse du grand film d'Abel Gance. Un peu décevant cependant.

22 h 40 Chets-d'œuvre en péril. Emission de Pierre de Lagarde.

« La Montagne ». Les habitants de Tignes face à la construction d'un barrage et au développement du tourisme.

23 h 10 Journal.

23 h 30 Bonsors les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Ciné-Passion : Saint Michel avait un coq. Emission de M.-C. Barault.

Film italien de P. et V. Taviani (1971), avec G. Brogi, V. Cuffini.

A la fin du dix-neuvième siècle, un fils de bourgeois confondu à la réclusion perpétuelle pour agitation anarchiste apprivoise la solitude et le temps, dans sa cellule, comme s'il appartenait encore au monde extérieur. Sujet librement adapté d'une nouvelle de Tolstol. Apport très significatif des frères Taviani au cinéma politique italien, par une réflexion concrète, contemporaine.

22 h 5 Journal.

22 h 25 Hommage à Court Basile. Emission de J.-C. Averty enregistrée au Festival international de jazz de Juan-les-Pins. Avec Bill Hughes, saxo, John Clayton, contrebasse, Pete Minger, trompette, Cousy Basile, piano, Michel Wood, trombone, Henry King, saxo, Paul Cohen, trompette.

22 h 55 Prélude à la nuit. Ouvre pour clavier et flûte, d'A. Gussini, interprété par E. Chojnacka, clavier, et P.-Y. Artaud, flûte.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.

17 h 11 A l'enseignement de la Gasconnette.

17 h 22 Contes fantastiques au pays de la brume.

17 h 35 Claudia Jeury raconte les saisons et les jours.

18 h 5 Série : *Dynastie*.

18 h 55 Atout Pic.

18 h Aimer la chasse pour le chien.

18 h 20 Petit gibier, gros budget.

18 h 35 Feuilletton : l'extraordinaire Petros.

19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dramatique : « Les Cloportes », de Jules Renard, adapt. M. Tomic, réal. J.-J. Vierge, avec R. Faure, R. Varré, A. Florent.

22 h 30 Nuits magiques : les technologies nouvelles.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5 Concert (en direct de Munich) : Les créations de Prométhée, ouverture, de Beethoven ; Concerto pour piano et orchestre, de Mozart ; Orphion, symphonie pour orchestre de Kubelik, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. R. Kubelik ; sol. : M. Perahia, piano.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : concours international de guitare ; à 23 h 10, musique française.

Vendredi 1^{er} juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 5 TF 1 Vision plus.

10 h 35 International de tennis à Roland-Garros. Trente-deuxième de finale simples messieurs (résumé). A 11 heures, seizième de finale simples messieurs.

13 h 10 Journal.

14 h 10 International de tennis à Roland-Garros. Seizième de finale simples dames.

18 h 30 Microclub. Emission animée par Jean-Claude Laval.

18 h 50 Le village dans les nuages. Emission de C. Izard.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Les petits drôles.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Michel Sardou. Spectacle donné au palais des Congrès en 1983, réal. G. Job.

22 h 25 Boxe : championnat du monde. Montoro-Bernal. En direct de Nîmes.

23 h 10 International de tennis à Roland-Garros. Résumé de la journée.

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.

12 h 10 Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.

13 h 35 Feuilletton : l'appartement.

13 h 50 Aujourd'hui la vie.

Partir... Réviser et conseils pratiques de huit routards.

14 h 55 Série : Le voyage de Charles Darwin.

15 h 55 Reprise : Lire c'est vivre. Histoire de l'art : l'art espagnol d'E. Faure. (Diffusé le 15 mai).

16 h 50 Kinéma. Inde : la Balade de Pabaji. Après avoir écouté de la bouche d'un vieil homme la ballade de Pabaji, un jeune garçon s'endort sous un arbre. Il refait en rêve le périple de Pabaji. De village en village. Un film poétique de Georges Lussau.

17 h 45 Récit A 2. Histoire comme ça : Le petit écho de la forêt ; Lulu et Lili ; Les matras de l'univers.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Série : Les cerfs-volants. D'après le roman de Romain Gary, adapt. C. Rémy et P. Badel. Réal. P. Badel. Avec A. Gaudier, J. Penot, R. Varo, J.-M. Thibault. Le rêve touche terre. Hans est abattu, von Tiele se suicide après un somptueux repas chez son ami Duprat et Lila échoue dans un bordel de luxe où, heureusement, Espinoza la retrouve. Dernier épisode d'un feuilleton adapté d'un roman de Gary. Justesse du jeu, vélocité des situations.

21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « Humour et insolence », sont invités : P. Antilogus et P. Treilack (Bienvenue à l'armée rouge) ; H. Obélie (co-auteur de Les Mouvements de mode expliqués aux parents) ; J. d'Ormesson (« Jean qui grogne et Jean qui rit ») ; Siné (Siné dans Hara-Kiri bebbo) ; H. Viard (Ça roule pour Bonaparte) ; Wolinski (A2).

22 h 50 Journal.

23 h 5 Ciné-club (cycle : le cinéma dans l'histoire) : l'Heure des braslars. Film argentin de F. Solanas et O. Getino (1966-67) (v.o. sous-titrée, N.).

Chronique du péronisme, dénonciation du néo-colonialisme (Influence du capitalisme étranger) et de la violence en Argentine. Extraits d'actualités, documents en tous genres. Première partie d'une grande fresque révolutionnaire où le cinéma est utilisé pour la prise de conscience des masses et la propagande militante.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 D'accord, pas d'accord (INC).

20 h 35 Vendredi : Je suis seul(e) ce soir. Magazine d'information d'A. Campaux, un reportage de la télévision suisse romande.

Solitude d'un enfant qui se sent mal aimé, d'un adolescent, ou de l'adulte qui essaie de se frayer un chemin dans la jungle professionnelle. Solitudes accidentelles à la suite d'un deuil ou d'un divorce. Daniel Pasche et Christian Moirer ont enquêté à Genève, dans l'anonymat d'une foule aveugle, ont rencontré des « étudiants de rue », des associations, des tas de gens.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Bleu outremer : Le Malinco. Le Malinco, c'est le nom du bateau, construit par un jeune couple, avec lequel ils ont fait le tour du monde.

22 h 45 Prélude à la nuit. Cantate BWV 105, de Bach.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.

17 h 11 Un musicien, un instrument. (Bernard Péro, luth.)

17 h 21 Voiles au travail.

17 h Olympia.

18 h 55 Atout PIC.

18 h Informations.

19 h 35 Feuilletton : l'extraordinaire Petros.

19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

10 h 30 Le texte et la marge. « Stendhal ou le mensonge ambigü », avec J. Laurent.

10 h 50 Musiques : groupe vocal de France (et à 14 h 30 et 21 h 50).

12 h 5 Agora.

12 h 45 Panorama.

13 h 30 On commence... théâtre et musique.

14 h 10 Un livre, des voix : « Les Temps heureux », de Roger Bordier.

16 h 3 Communauté des radios publiques de langue française (Radio Canada).

16 h 33 Les rencontres de Robinson, avec le docteur P. Braun, Lucien Bodard.

16 h 30 Feuilletton : Martha.

19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : le soleil, avec le professeur Pecker.

20 h Histoire actualité.

20 h 30 Emission médicale (en liaison avec l'émission du 30 mai sur TF 1) : les maladies sexuellement transmissibles.

21 h 50 Musique : Groupe vocal de France.

22 h 30 Nuits magiques, en direct du festival de la FM à La Rochelle.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Concert : œuvres de Mozart, par le Quatuor Cherubini.

13 h 32 Les chants de la terre.

14 h 2 Répères contemporains : D. Cohen.

14 h 30 Les enfants d'Orphée.

15 h Après-midi des musiciens : l'Opéra royal du Covent Garden : sir Georg Solti et sir Colin Davis, directeurs. Œuvres de Debussy, Tippet, Mozart, Verdi, Britten, Berlioz, R. Strauss.

18 h 5 L'imprévu.

19 h Le temps du jazz : le clavier bien tempéré. Inter-mède. Feuilletton : « Earl Hines et les petits comités ».

20 h Avant-concert. Œuvres de Bach.

20 h 20 Concert (émis de Paris) : Symphonie n° 7, de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel.

22 h 20 Les soirées de France-Musique : Florilège lyrique. Œuvres de Thomas, Moussorgski, Debussy. A 23 h 10, musique française ; à 1 heure, musique traditionnelle : portrait du guitariste indien Balaran Patbak.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 31 MAI

M^{me} Francine Gomez, PDG de Waterman, candidate aux élections européennes, est l'invitée de l'émission « Europe Plus », sur Europe 1, à 19 h 25.

VENDREDI 1^{er} JUIN

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, participe au journal télévisé, sur A 2, à 12 h 45.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente sur saisie au Palais de Justice de Pontoise (95)

le 7 juin 1984 à 14 heures

PROPTÉ avec jardin au THILLAY (95)

MISE A PRIX : 200.000 FRANCS

178, RUE DE PARIS - Consign. pour ench. 25.000 F.

(ch. cert. Bque) Renseign. M^{re} BUISSON AVOCAT Tél. : 032-31-62

29, rue P.-Budin à Pontoise (95)

Vente sur saisie au Palais de Justice de Pontoise (95)

le 14 juin 1984 à 14 heures

PROPTÉ à MERIEL (95)

MISE A PRIX : 115.000 FRANCS

45, CHEMIN DU BAC - avec TERRAIN et DÉPENDANCES DIVERSES.

Consign. pour ench. 25.000 F (ch. cert. Bque)

Renseign. M^{re} BUISSON AVOCAT Tél. : 032-31-62

29, rue P.-Budin à Pontoise (95)

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris - En un lot

le Jeudi 14 juin 1984 à 14 heures

UN APPARTEMENT à PARIS 7^e

de 3 pièces principales au 1^{er} étage - UNE CAVE

dans un immeuble 4, cité Martignac

MISE A PRIX : 600.000 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements à M^{re} O.J. BRANE Avocat

à Paris 8^e, 32, rue La Boétie, Tél. : 563-18-10

Au greffe des Créances du T.G.I. de Paris où le cahier des charges

est déposé. - Et sur les lieux pour visiter.

Le Monde

économie

AFFAIRES

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS L'ÉQUIPEMENT PÉTROLIER

AMREP est mise en règlement judiciaire

La société parapétrolière AMREP et sa principale filiale, l'Union industrielle d'entreprises (UIE) ont été mises le 30 mai en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris. Les deux sociétés spécialisées dans la construction de plate-formes et d'équipement pétroliers avaient demandé le 24 mai à bénéficier d'une suspension provisoire des poursuites (SPP), une procédure plus douce applicable aux entreprises en situation financière difficile mais qui ne sont pas en état de cessation de paiement.

Après avoir étudié la situation d'AMREP, holding financier du groupe, et de l'UIE le tribunal de commerce de Paris a conclu que ces deux sociétés étaient bien en état de cessation de paiement, et qu'elles ne pouvaient donc bénéficier d'une SPP. Le groupe a, en effet, perdu 823 millions de francs en 1983 et devrait faire face à un déficit global de 1,4 milliard de francs d'ici à 1985 avant de sortir du rouge (*Le Monde* du 25 mai). Le règlement judiciaire prouve qu'aux yeux du tribunal AMREP est susceptible de redressement. Deux syndicats MM. Moille et Guillemot ont été nommés. Ils auront un mois pour rendre compte de la situation de l'entreprise, délai supplémentaire donné aux actionnaires pour rechercher un accord. Depuis l'entrée de Bouygues dans le capital d'AMREP, en avril 1984, l'actionnaire principal est la société parapétrolière est composée - par l'intermédiaire notamment d'une société dénommée AUXIREP - de Bouygues

(27,5 %) de Total (12 %) de Paribas (8 %). André Miller le fondateur d'AMREP ne conservant que 5 %. Or c'est l'incapacité à s'entendre du nouvel actionnaire et des deux principaux anciens porteurs de parts (Total et Paribas) qui avait rendu impossible au début du mois de mai l'élaboration d'un plan de redressement.

Il faut noter aussi qu'EIF s'est dit prêt à prendre une participation de 15 % dans AMREP si les actionnaires parvenaient à apurer le passif. Et que le rideau de fumée tissé pendant des mois pour masquer les difficultés financières de l'entreprise (frappée par de mauvaises opérations en Afrique, en Amérique latine et par la chute des marchés) risque de faire de cette affaire la plus grande scandale boursier des trente dernières années.

Mais la chute d'AMREP est aussi un symbole de la vulnérabilité d'un secteur technologique de pointe dans lequel la France s'était taillée une bonne réputation et qui était devenu l'un des principaux postes d'exportation. Ce groupe qui emploie 6 900 personnes dont 2 870 en France compte six établissements industriels dans l'hexagone (Cherbourg, Montpellier, Marseille, Port-de-Bouc, Toulouse et Bordeaux) et une vaste implantation internationale (mer du Nord, États-Unis, Australie, Brésil, Venezuela, Afrique). Il était devenu l'un des premiers sociétés mondiales du secteur et la principale entreprise parapétrolière française à l'exportation.

Le Bulletin de l'industrie pétrolière (BIP) soulignait récemment à

juste titre que « le fort déclin du chiffre d'affaires d'AMREP passé de 4,7 milliards de francs en 1982 à 3,5 milliards de francs en 1983 et prévu à hauteur de 2,6 milliards seulement en 1984 donne en l'excès la mesure des difficultés auxquelles se trouvent confrontées les sociétés parapétrolières françaises ».

C'est aussi le symbole des difficultés des pays du tiers-monde dont l'insolvabilité se répercute sur fournisseurs et banquiers (Brésil, Venezuela et Nigeria) sans pour autant que ces derniers ne soient à l'origine du déclin d'AMREP.

Il reste désormais un mois pour sauver ce qui peut l'être. L'EIF, inquiet de l'accumulation des passifs industriels et de la fragilité des banques, obligera-t-il celles-ci à intervenir ? Ou poussera-t-il Total et Paribas à jouer complètement leur rôle d'actionnaires ? Le personnel réussira-t-il dans ces périodes particulièrement délicates à ne pas jouer - inconsciemment - la politique du pire ? Le blocage par les syndicats à Cherbourg d'une plate-forme achevée et destinée à EIF n'est dans doute pas complètement étranger à l'annulation par BP de la seule commande enregistrée par AMREP depuis le début de 1984.

Si tout cela ne suffit pas à la liquidation des biens et à la vente par appartements dont certains (les 36 % d'AMREP dans Doris par exemple) trouveront facilement preneurs. Mais pas tous.

BRUNO DETHOMAS.

CONJONCTURE

UNE ÉTUDE DE L'INSEE

Les charges de personnel et les frais financiers expliquent la forte dégradation de l'industrie

Le premier choc pétrolier avait marqué le début de graves difficultés pour les entreprises industrielles. Après un certain redressement en 1978-1979, ces difficultés se sont encore accentuées à la suite du second choc pétrolier (1979-1980). Pour n'être pas surprenante, l'analyse que présente l'INSEE, « la dégradation des comptes des entreprises industrielles depuis le premier choc pétrolier », dans le numéro d'avril d'*Economie et Statistique* (1) n'est pas moins intéressante par l'étude sectorielle qu'elle propose.

La crise de l'industrie française se traduit, en effet, par deux phénomènes : l'augmentation des frais de personnel, dont la part (dans la valeur ajoutée) passe de 71 % en 1972 à 78 % en 1982, avec deux ruptures brutales en 1975 et 1981, et ce malgré la stabilité de la valeur ajoutée ; mais aussi un accroissement spectaculaire après 1979 des charges financières (celles-ci représentaient moins de 30 % de l'excédent brut d'exploitation au début des années 70 et plus de 60 % en 1982).

L'industrie a été, plus que les autres secteurs, touchée par cette évolution : l'agro-alimentaire a connu une progression rapide de ses

frais de personnel, mais un moindre alourdissement des charges financières ; dans le secteur commercial, les frais de personnel - toujours rapportés à la valeur ajoutée - ont pu évoluer, et la situation des services marchands s'apparente à celle du secteur commercial. « La dégradation structurelle de la rentabilité industrielle contraste donc avec le maintien, sinon l'amélioration, de celle des autres grands secteurs d'activité », souligne l'INSEE, qui note aussi, dans l'industrie, la rapide progression de l'endettement total, que ce soit pour stabiliser le fonds de roulement, durement écorné par la dégradation de l'autofinancement, ou pour financer des besoins d'exploitation accrus.

La nécessité de réduire les effectifs (mouvement actuellement en cours), ou la voit dans l'analyse sectorielle de cette dégradation.

Dans les biens intermédiaires par exemple, malgré la contraction de l'emploi, la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée des entreprises a crû de six points entre 1980 et 1982, ce qui se traduit mécaniquement par une diminution du taux de marge (rapport de l'excédent brut à la valeur ajoutée) des entreprises, tombé en 1982 à son plus bas niveau historique depuis 1959. Or

« les têtes de file » (sidérurgie, chimie de base) sont les plus touchées. Dans la sidérurgie, par exemple, les frais financiers sont passés de 40,7 % de l'excédent brut en 1971 à 118 % en 1975 et plus de 100 % jusqu'en 1982 (à l'exception de 1979).

Les difficultés de l'automobile et autre matériel de transport terrestre sont, elles aussi, inscrites dans les chiffres. Pour ne prendre qu'un des nombreux critères dégagés par l'auteur de cette analyse, M. Pierre Muller. La part de l'autofinancement dans la valeur ajoutée de ce secteur a été divisée par quatre entre 1979 et 1982 : un effondrement qui renvoie directement à la croissance des charges financières (+243 % de 1979 à 1982). La dégradation de l'industrie française n'est donc pas une surprise, et elle s'est accentuée depuis 1980. L'INSEE estime pourtant que l'interprétation de ces chiffres est compliquée par l'existence d'une forte inflation, dont les effets, dans les deux sens, sont difficiles à préciser.

B. D.

(1) *Economie et Statistique*, numéro 165, avril 1984 : « Les comptes des entreprises industrielles », par Pierre Muller, INSEE, 29 F.

UNE ENQUÊTE DU CREDOC

Les préoccupations des Français

Chaque année, depuis six ans, le CREDOC (Centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation) mène une enquête sur les conditions de vie des Français, leurs aspirations et leurs positions sur les grands problèmes sociaux de l'heure. L'enquête porte sur un échantillon de deux mille individus d'au moins dix-huit ans, représentatif de la population nationale. Les thèmes abordés sont très divers et vont de la famille aux vacances, en passant par les énergies renouvelables et les transports. Les résultats sont, au dire des enquêteurs eux-mêmes, à utiliser avec prudence : « Seule une exploitation très fine de l'enquête et le recours à un cadre théorique approprié permettront sans doute d'aboutir à des conclusions fiables ».

Toute interprétation résumerait donc de la conjoncture et ne pourrait être considérée que comme une hypothèse. Ne lisons donc que les résultats... qui peuvent étonner.

Les préoccupations des Français ne sont en effet pas toujours celles que l'on croit. Par exemple, il ressort des questions sur les conditions de travail que 62 % des actifs préfèrent « une amélioration de leur pouvoir d'achat » à un « temps libre plus long ». Ce sont les jeunes hommes (71 % des moins de vingt-cinq ans) qui optent en fait le plus souvent pour une augmentation du pouvoir d'achat, les femmes de vingt-cinq à trente-neuf ans (et les Parisiens, pour 47 % d'entre eux) préférant une augmentation du temps libre. Comme on peut le constater, les réponses sont à nuancer, mais

elles ne peuvent manquer de faire réfléchir pouvoirs publics et représentants des salariés.

D'une manière générale, les conditions de travail et les réformes sociales en matière d'aménagement du temps sont très variables : les hommes préfèrent les week-ends allongés si l'on instaura les trente-cinq heures, les femmes un raccourcissement des journées de travail ou un après-midi libre dans la semaine. Les opinions sont moins homogènes sur des questions spécifiques comme la sécurité routière (40 % favorables aux transports urbains), en tête des préoccupations, et la sécurité tout court. Les urbains sont particulièrement concernés par cette dernière question, 70 % des banlieusards considérant les cambrages et le vandalisme comme de graves préoccupations, les agressions ne venant qu'en troisième position. Il semblerait toutefois que le sentiment d'insécurité se serait stabilisé depuis 1980.

Certaines questions, à l'ordre du jour il y a encore deux ans, tendent à perdre de leur acuité. C'est notamment le cas de la pénurie énergétique. Quand l'enquête a été menée, les Français étaient confiants : 46 % d'entre eux estimaient qu'une pénurie grave était peu probable, contre seulement 16 % en 1979. Les partisans d'une politique énergétique axée sur le développement du programme électronucléaire en France continuent à être majoritaires, même si les jeunes se font tirer l'oreille (85 %

de jeunes Parisiens contre) et préfèrent investir dans des énergies renouvelables (92 % de moins de vingt-cinq ans pour l'énergie solaire, contre 85 % de plus de soixante ans).

Cette enquête nous montre en fait que la France n'a pas vraiment changé : les vieux craignent la vieillesse, les jeunes les vieilles, les Français restent méfiants à l'égard de l'informatique (45 % jugent sa diffusion « peu souhaitable mais inévitable »), prudent à l'égard de la science en général, très critique à l'égard de la justice (les moins de vingt-cinq ans qui seraient les moins sévères !), et partisans finalement de la vie de famille (63 % pensent que « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et défendu »). Sur un plan plus général le nombre de personnes pensant que « ce va mieux » au royaume de France va en augmentant régulièrement : 62,2 % des foyers disent s'imposer régulièrement des restrictions et 40,1 % pensent que leurs conditions de vie vont se détériorer au cours des cinq prochaines années (contre 28,8 % en 1981). Bien qu'ils soient moins nombreux en 1983 qu'en 1982 et 1981, il reste cependant 71 % de nos concitoyens pour estimer que la société a besoin de se transformer profondément, 66 % souhaitant des réformes progressives et 41 % des jeunes Parisiens appellent de leurs vœux des changements radicaux.

C. G.

La nouvelle batterie nickel-fer rend possible le développement de la voiture électrique

Le groupe Peugeot va présenter, le 20 juin prochain, un véhicule, modèle 205 à propulsion électrique, alimenté par une nouvelle batterie mise au point par la SAFT du groupe CGE. Cette batterie, dite nickel-fer, représente un progrès capital par rapport à la batterie au plomb classique ; poids et encombrement diminués de moitié, et durée de vie deux fois supérieure. Ces caractéristiques améliorées, en dépit d'un prix double de celui des batteries au plomb (environ 20 000 F pour un véhicule moyen), permettent à une automobile ainsi équipée de parcourir plus de 100 kilomètres à la vitesse de 100 kilomètres-heure, performance largement suffisante pour un véhicule urbain.

Placidat pour cette formule, M. Georges Chevannes, président de la société Leroy-Somer, principal constructeur français de moteurs électriques et spécialiste des moteurs de traction à courant continu pour véhicules industriels autonomes (300 000 depuis trente ans), estime que les résultats prometteurs acquis dans ce domaine des batteries nickel-fer permettent maintenant d'envisager un développement rapide, avec un marché potentiel d'environ 160 000 à 200 000 véhicules par an en 1990, dont 100 000 pour les particuliers et 75 000 pour les usages utilitaires. D'autres progrès ont été accomplis dans le domaine de

l'électronique de puissance pour la commande des moteurs électriques, notamment avec les circuits hybrides (composants et circuits sur plaque de céramique).

Pour M. Chevannes, il est urgent de ne « pas rater le train », par rapport à l'étranger, très actif dans ce secteur, comme il a été partiellement retardé par la crise industrielle. En fait, le succès des véhicules électriques est aujourd'hui entre les mains des constructeurs d'automobiles. A cet effet, il a été demandé à M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, de favoriser l'utilisation des véhicules électriques dans l'administration, notamment les PTT. Un chiffre de 5 000 véhicules par an serait souhaitable. A cet égard, c'est à tort qu'il a pu être annoncé qu'une usine de véhicules à propulsion électrique pourrait employer 3 000 personnes en Lorraine.

Rien de tel n'est envisagé pour l'instant. Il a simplement été dit qu'une production de 20 000 véhicules par an pourrait donner du travail à 30 000 personnes, les emplois créés devant être qu'à la SAFT (environ 800), car, chez Peugeot et Leroy-Somer, c'est plutôt le sous-emploi qui règne actuellement.

F. R.

A Albert, dans la Somme

LES DERNIERS SOUPIRS DE LA MACHINE-OUTIL

(De notre correspondant.) Amiens. — Si dans deux mois aucune solution de reprise n'a été trouvée, Albert Machines-Outils (AMO) aura vécu. En effet, les cent cinquante salariés de ce qui fut une prestigieuse usine d'Albert, cette ville de la Somme berceau de la machine-outil, recevront cette semaine leur lettre de licenciement. La majorité d'entre eux sont dispensés d'effectuer leur préavis de deux mois.

Sept personnes des services administratifs régleront les affaires courantes. Seuls, cinq employés âgés de cinquante-cinq ans ou plus bénéficieront du Fonds national de l'emploi (FNE). Pour les autres, le licenciement ne s'accompagne d'aucune mesure sociale. Les syndicats CGT et CGC ont signé une motion commune dans laquelle ils réaffirment leur opposition aux mesures prises par le syndicat et s'opposent à la suppression du travail. Le maire communiste d'Albert, M. Landas, souhaite que « les pouvoirs publics interviennent dans cette situation intolérable pour le bassin d'emploi d'Albert ».

A Albert, la machine-outil n'est plus réellement vivante que chez Forest-Liné (deux cent cinquante personnes), l'usine du groupe Machines françaises lourdes (MFL), sur lequel l'État a tout mis pour relancer cette production en France (*Le Monde* du 24 mai). En effet, MFL a un capital de 250 millions de francs détenu par SOPARI, filiale de l'Institut de développement industriel (IDI) pour 35,2 %, et par neuf grands industriels (Alstom-Atlantique, Dassault, Fauguet, Renault, SACI, LOR, Schneider, SNECMA, SNIA, SINOR), chacun détenant 7,2 %.

La troisième entreprise de machines-outils d'Albert, Titan-Cazenave, en dépôt de bilan, attend le 5 juin, date à laquelle le tribunal de commerce de Paris doit se prononcer.

La CGT a demandé au ministre de l'Industrie la tenue d'une table ronde « dans les plus brefs délais ».

M. C.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations :
Souscription 177 - 2018 Avenue
Tél. : 03/232.07.88 - Belgique

AVIS

La Préfecture d'Eure-et-Loir communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France en vue de la déclaration d'utilité publique du projet de création de la ligne à 400 KV Bessy-en-Gâtine - Dambon pour relier la centrale de Belleville au réseau d'interconnexion.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par E.D.F. comporte une étude d'impact.

Pendant 3 mois et demi, du lundi 18 juin au vendredi 28 septembre 1984 inclus, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après (sauf interruption des jours fériés) :

- à la Préfecture d'Eure-et-Loir, à Chartres, place de la République, bureau de l'Urbanisme et du Cadre de Vie : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h les samedis 23 juin et 21 juillet de 9 h à 12 h.
- à la Sous-Préfecture de Châteaufort : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 les samedis 23 juin et 21 juillet de 9 h à 12 h.
- à la mairie de Senilly : les mardi et jeudi de 13 h 30 à 14 h 30 le vendredi de 18 h à 20 h.
- à la mairie de Dambon : les lundi et jeudi de 18 h 30 à 19 h 30.
- à la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche - Région Centre 16, rue Adolphe-Lamoureaux à Saint-Jean-Le-Blanc (Loiret) : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

Chartres, le 23 mai 1984
Le Préfet, Commissaire de la République
signé : Yves Mouras

AGRICULTURE
Les quotas pour
seront connus le

Les quotas pour
seront connus le

Les quotas pour
seront connus le

Les quotas pour
seront connus le

Les quotas pour
seront connus le

Les quotas pour
seront connus le

Les quotas pour
seront connus le

Les quotas pour
seront connus le

Les quotas pour
seront connus le

AGRICULTURE

Les quotas par laiterie seront connus le 15 juillet

Les modalités de réduction de la production laitière décidées par le conseil des ministres du 23 mai se mettent peu à peu en place. Au début de la semaine prochaine, les mille six cents laiteries françaises recevront un questionnaire portant sur les quantités collectées en 1983, sur les calamités climatiques ayant touché leur aire de ramassage, sur le nombre de producteurs ayant cessé leur exploitation en 1983, et sur ceux qui se sont installés depuis cette date, ainsi que sur les mouvements de producteurs d'une laiterie à l'autre.

Les réponses à ce questionnaire devront parvenir sous un mois à l'Office du lait (Onilait), et les quantités de référence seront déterminées par cet organisme et communiquées le 15 juillet, a précisé, mercredi 30 mai, à la presse, M. Ranc, directeur de l'Onilait.

La référence retenue sera finalement celle des livraisons des producteurs en activité au 1^{er} avril 1984 début de la campagne, et non de l'année civile 1983, comme le stipule le règlement européen du 31 mars, diminué de 2 %.

Cela permettra, a expliqué M. Ranc, d'avoir « un peu de mou » grâce aux volumes libérés par les producteurs ayant quitté leur activité entre fin 1983 et le 1^{er} avril 1984. Cette réserve facilitera la redistribution de quotas supplémentaires aux producteurs victimes de calamités récemment installés ou titulaires de plans de développement.

Pour les agriculteurs victimes de calamités climatiques, la production prise en compte sera celle de la meilleure des trois années 1981, 1982 ou 1983.

Un conseil de direction de l'Onilait se réunira le 7 juin pour définir avec précision les critères de priorité pour l'attribution de quotas supplémentaires ainsi que le projet de convention qui liera les laiteries à l'Office du lait. L'objectif, a dit M. Ranc, est de faire que les quotas libérés ne soient pas « morts » et d'organiser la mobilité de ces quotas supplémentaires grâce à la réserve nationale.

Quant aux producteurs souhaitant cesser leur activité, ils devront déposer leur dossier entre le 1^{er} juin et le 31 août.

L'Onilait attend des mesures d'incitation à la cessation de production la libération d'une quantité de référence annuelle de 1,2 million de tonnes de lait; 40 % de ce total pourrait être réaffecté à d'autres producteurs au titre de la campagne actuelle et donc réduire d'autant la pénalisation globale éventuellement due au FEOPA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles).

En 1984

LES RÉCOLTES DE CÉRÉALES SERONT SUPÉRIEURES A CELLES DE 1983

Les récoltes de céréales s'annoncent supérieures à celles de 1983 en France et dans l'ensemble de l'Europe, ont indiqué le 30 mai les responsables de l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales). On s'attend par exemple en France à une augmentation de 1,5 million de tonnes de la récolte de blé (24,5 millions de tonnes pour la campagne 1983-1984) et de 4 millions de tonnes pour l'ensemble de la Communauté.

Toutefois, ils s'inquiètent des dispositions prises à Bruxelles, qui risquent, selon eux, de désorganiser le fonctionnement du marché. Ils déplorent en particulier le maintien de l'indemnité de début de campagne et la suppression de celle de fin de campagne, estimant que cette mesure coûteuse va entraîner une concentration des opérations sur les six premiers mois de la campagne.

En outre, ils regrettent la prorogation de la limitation des exportations communautaires à environ 13,5 millions de tonnes, alors que l'Australie, l'Argentine et les États-Unis mènent des offensives sur le marché international.

Enfin, ils estiment que la politique menée actuellement par la Communauté encourage davantage le rendement que la qualité.

TRANSPORTS

• Air France, Swissair et le TGV. - Swissair cherche « une solution conjuguée » avec Air France pour « contraindre l'Office TGV, qui a contribué à lui faire perdre, en 1983, environ 10 % de ses passagers entre Paris et Genève, a indiqué à Lille M. Reynold J. Schwab, directeur général pour la France de la compagnie suisse, qui a précisé : « Nous avons constitué un groupe de travail commun aux deux compagnies pour répondre à cette situation nouvelle, créée, entre autres causes, par la concurrence du TGV, à laquelle elles sont toutes deux confrontées entre la France et la Suisse. »

L'INTERSYNDICALE DES PRODUCTEURS DE LAIT DE L'OUEST DÉCIDE DE CONTINUER SON ACTION

(De notre correspondant.)

Rennes. - Une trentaine de responsables de l'Intersyndicale des producteurs de lait de l'Ouest (travailleurs paysans, syndicats de paysans et FDSEA du Finistère et du Morbihan), auxquels s'étaient joints des représentants du MODEF du Morbihan, réunis, mercredi 30 mai à Redon, soit cinq jours après la création de cette intersyndicale dans la même ville, ont décidé de poursuivre les actions pour obtenir satisfaction sur les onze revendications de la plate-forme commune établie vendredi dernier. Quatre points principaux sont mis en avant :

- Répercussion immédiate de la revalorisation des prix du lait décidée à Bruxelles, soit 1,64 F au 1^{er} avril ;

- Mise en œuvre d'une politique de revenu minimum garanti ;

- Connaissance immédiate de la répartition de la production laitière par laiterie et par exploitation avec la publication rapide du cahier des charges ;

- Droit à la retraite à soixante ans pour les paysans plutôt que de voir se développer des mesures d'indemnisation des actifs par catégorie de producteurs.

L'Intersyndicale a considéré, mercredi, à propos des événements du 28 mai (enlèvement du directeur d'Onilait), que les producteurs ne comprendraient pas que la seule modification de l'emploi du temps de M. Ranc puisse donner lieu à des poursuites ou à des inculpations.

Désireux de s'expliquer auprès des pouvoirs publics sur les objectifs qu'elle poursuit comme sur les préoccupations des producteurs, l'Intersyndicale des producteurs de lait de l'Ouest souhaite qu'une rencontre avec les pouvoirs publics puisse avoir lieu le plus tôt possible.

C. T.

• Le MODEF précise qu'il n'appartient pas à l'Intersyndicale des producteurs de lait de l'Ouest. Ses adhérents ont manifesté le 28 mai devant les directions départementales de l'Agriculture, mais n'ont en rien été mêlés à l'enlèvement de M. Ranc.

SOCIAL

LES NÉGOCIATIONS CHEZ CITROËN S'ENGAGENT MAL

Les discussions entre la direction de Citroën et les syndicats, demandées par le ministère des affaires sociales, commencent difficilement. Avec la CGT, la rencontre prévue le mercredi 30 mai n'a pas eu lieu, la direction n'acceptant de recevoir que les délégués des usines Citroën : les représentants de la fédération CGT de la métallurgie se sont vus refuser l'entrée au siège de la firme. « Nous ne voyons pas les raisons réelles de ce comportement, si ce n'est le refus de négocier », a déclaré M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération. « Cette première rencontre devait, selon nous, mettre tous les éléments sur la table et envisager les voies et les moyens de débloquer la situation. Chacun doit bien mesurer les conséquences d'une telle attitude », a-t-il ajouté à l'intention, en particulier, des pouvoirs publics, rappelant que, si la CGT avait suspendu l'occupation des usines, elle n'aurait pas renoncé à l'action ».

Au cours des rencontres avec les autres syndicats, CFTC et CIL, le mardi, CFTC, CGC et FO, le mercredi, la direction s'est surtout employée à démentir l'existence de sureffectifs dans les usines et à expliquer ses réticences à la réduction de la durée du travail en présentant les perspectives de l'entreprise dans les années à venir. Elle a notamment fait valoir que les gains de productivité attendus ne suffiraient pas à compenser la chute observée depuis 1982 et n'empêcheraient pas la persistance de sureffectifs dans les prochaines années. La réduction de la durée du travail exigerait des investissements supplémentaires de l'ordre de 1 milliard ou 1,5 milliard de francs, et une formation adaptée et importante du personnel.

Une nouvelle série de rencontres est prévue lundi prochain. Mardi, au cours d'un comité central d'entreprise, sera examinée la situation financière de l'entreprise, et la direction présentera une synthèse de ses entretiens avec les syndicats, qui feront connaître lundi leurs réactions et leurs propositions. Celles-ci risquent d'être peu différentes des positions antérieures. Il est peu vraisemblable, en particulier, que la CGT renonce à l'existence de sureffectifs. D'autre part, si toutes les organisations sont favorables à une formation des travailleurs permettant à terme une réduction de la durée du travail, certaines sont sceptiques sur son application immédiate, comme la CGC ; FO n'estime guère possible une compensation sur les rémunérations en l'absence de garanties sur le maintien de l'emploi et les conditions de travail.

SNCF : LES SYNDICATS LÈVENT LEURS CONSIGNES DE GRÈVE

Tous les mots d'ordre de grève, qui risquent de perturber le trafic ferroviaire, le dimanche 3 juin, à l'appel de la Fédération autonome des agents de conduite et, le mardi 5 juin, à l'appel de la CGT, ont été levés après la rencontre intervenue mercredi matin entre la direction et les syndicats.

La fédération CGT des cheminots indique que les ouvertures faites par la direction « ont permis de trouver une solution satisfaisante pour l'application des trente-cinq heures aux services postés sédentaires » et que des avancées « positives » ont également été obtenues concernant le personnel roulant. La CGT précise que des préavis sont toujours en cours dans plusieurs régions, où les débrayages pourraient reprendre ultérieurement si les négociations actuelles n'aboutissent pas. Quant à la Fédération autonome, elle regrette que les syndicats n'aient pu se mettre d'accord.

• La CGT et les DOM-TOM. - La CGT revendique, pour les enfants nés en France des travailleurs originaires des DOM-TOM, les mêmes droits que ceux dont bénéficient ces travailleurs : droit au congé bonifié pour les fonctionnaires de l'Etat (un mois tous les trois ans), indemnité d'éloignement, droit au retour dans le pays d'origine, avantages pour faire rapatrier le corps d'un membre de la famille lors d'un décès, etc. C'est ce qu'a annoncé lundi 28 mai à Paris M. Georges Bervin, responsable de la commission confédérale de la CGT pour les DOM-TOM.

Ce dernier, estimant à 1 200 000 le nombre de ses compatriotes résidant en France, conteste les statistiques officielles, qui font état de la présence de 530 000 ressortissants des DOM-TOM, familles comprises, mais n'incluent pas les enfants nés en métropole.

LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

M. Mauroy souhaite une adaptation aux « réalités concrètes »

La possibilité d'une réduction de la durée hebdomadaire du travail à trente-cinq heures a été l'objet de plusieurs interventions, mercredi 30 mai, à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité. M. Joseph Legrand (PC, Pas-de-Calais) a affirmé que « la réduction du temps de travail permettra la création de nombreux emplois », mais que, si « elle s'accompagne d'une perte de salaire, elle ne serait pas au service de la croissance et du progrès social ».

M. Pierre Mauroy lui a notamment répondu qu'il fallait que « l'ensemble des forces sociales du pays prennent davantage en charge le partage du travail, en mesurant bien le possible ». Il a ajouté que le gouvernement devait « inciter l'ensemble des partenaires sociaux à s'engager plus résolument dans la voie de la réduction de la durée du travail, bon outil dès lors qu'il est utilisé avec précaution. (...) Nous devons adapter par la négociation la réduction du temps de travail aux réalités concrètes des entreprises et des branches industrielles ».

Le premier ministre a aussi déclaré que « si les travailleurs doivent, dans les négociations, accepter

une stagnation ou une moindre progression de leur pouvoir d'achat, les chefs d'entreprise doivent, pour leur part, ne pas se borner à remplacer des hommes par des machines mais s'attaquer à réorganiser la production. (...) Il est indispensable d'assurer la modernisation industrielle, et cela passe par beaucoup de machines mais aussi beaucoup d'hommes et de femmes sans travail ».

M. Gilbert Gantier (UDF-Paris), ayant affirmé que cette réduction de la durée du travail ne pourrait pas créer des emplois, déclare : « Si votre politique de partage du travail a permis de créer des emplois, c'est au Japon et pas en France ». M. Pierre Bergeyrov, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, lui a notamment répondu que la semaine des trente-cinq heures s'inscrivait dans une « perspective historique », mais qu'il n'était pas question de l'imposer par la loi : « Personne, ni les organisations syndicales ni le gouvernement, ne le pensent ». Le ministre a ajouté : « La modernisation est nécessaire à la compétitivité de nos entreprises, mais les gains de productivité peuvent entraîner des sureffectifs et rendre indispensable la réorganisation du travail ».

ÉNERGIE

LA « GUERRE DES RABAIS » SUR L'ESSENCE

Nouveaux incidents dans des centres Leclerc du Finistère

Les pompes à essence de deux centres Leclerc, à Brest et à Guilers (Finistère) ont été sabotées le mercredi 30 mai par des inconnus. C'est pour protester contre la baisse de 25 centimes sur le litre d'essence appliquée par les centres Leclerc que ces commandos ont saboté les pompes. Après en avoir sectionné les pistolets, ils les ont apportés dans le cours de la sous-préfecture de Brest, demandant à Edouard Leclerc d'aligner ses prix sur les tarifs pratiqués dans les autres stations (17 centimes maximum de rabais).

L'action des commandos brestois a été dévouée par la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile (CSNCR), qui accuse des « éléments incontrôlés » de ce sabotage. De son côté, M. Edouard Leclerc a fait savoir qu'en réponse à cette action au motif de 30 centimes serait désormais consenti sur le litre d'essence.

• Auto-défense. - M. Edouard Leclerc a décidé de constituer dans ses magasins des « équipes armées d'armement classique et légal pour se défendre après les agressions dans les centres de Carcassonne et du Finistère. Puisque le gouvernement ne peut nous protéger, les magasins Leclerc se défendent », a-t-il dit.

L'IRAN

OFFRIAIT DES RABAIS SUR SON PÉTROLE

Selon des rumeurs qui circulaient mercredi 30 mai à Londres et à New-York, l'Iran aurait proposé à certains clients des rabais sur le prix de vente de son pétrole (26,5 dollars le baril, au lieu de 28 dollars, au prix officiel pour le brut léger, et 25,5 dollars le baril, au lieu de 27,1 dollars pour le lourd). Ces réductions de prix compenseraient la hausse des primes d'assurance imposées aux pétroliers qui s'aventurent dans la zone du Golfe. Elles auraient pour but de faire revenir le Japon, principal client pétrolier de l'Iran, sur la décision « officielle » (le Monde du 31 mai) de ne plus envoyer ses supertankers au terminal pétrolier de l'île de Kharg, menacé par l'Irak. Les tarifs pratiqués seraient sélectifs et ne compromettraient pas la politique de prix de l'OPEP. D'après certains analystes, le Japon, qui est sur le point de renouveler ses contrats pétroliers, pourrait profiter de cette situation pour obtenir de l'Iran la baisse de ses prix officiels. D'autre part, les assureurs et les armateurs français viennent d'annoncer le doublement de la prime de risques de guerre applicable aux navires français se rendant dans le Golfe. - (UPI, AFP.)

ÉTRANGER

AUX ÉTATS-UNIS

Le déficit commercial a dépassé 100 milliards de francs en avril

La balance commerciale américaine est tombée en avril, pour le quatrième mois consécutif, par un nouveau déficit record, soit 12,19 milliards de dollars (103 milliards de francs) contre 10,26 milliards en mars. Selon le département du Commerce, les importations américaines ont augmenté de 6,1 % (+ 42,7 % en un an) pour atteindre 29,71 milliards de dollars, tandis que les exportations baissent de 1,2 % (+ 8,9 % en un an), ayant représenté 17,52 milliards. En avril 1983, le solde négatif des échanges avait été de 4,73 milliards de dollars.

Ce résultat s'explique partiellement par la hausse des quantités et des prix des produits pétroliers importés. Les États-Unis ont acheté en moyenne 6,2 millions de barils par jour en avril contre 5,6 millions en mars, et le prix du baril a augmenté de 5 cents (0,42 F). Les autres postes d'importation en hausse sont les automobiles, les télécommunications, les produits chimiques organiques. De leur côté, sont en baisse à l'exportation : les céréales, les aliments du bétail, le soja, le tabac, les produits chimiques et le pétrole.

Durant les quatre premiers mois de 1984, le déficit commercial des États-Unis s'élève à 42,01 milliards (354 milliards de francs). Il pourrait approcher 130 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année, si la tendance actuelle se poursuivait. Pour leur part les responsables américains s'attendaient à un solde négatif des échanges de plus de 100 milliards de dollars, en très nette augmentation par rapport au déficit de 69,4 milliards enregistré l'an dernier. En 1983, la balance commerciale américaine avait été déficitaire de 42,6 milliards de dollars.

Les experts gouvernementaux expliquent ce déficit par deux phénomènes : d'une part la hausse du dollar, qui handicape les exportateurs américains et facilite la pénétration des produits étrangers ; d'autre part le fait que la reprise est plus forte aux États-Unis qu'ailleurs. Selon des économistes, 1 milliard de dollars en moins à l'exportation équivaut à la perte de vingt-cinq mille emplois aux États-Unis. - (AFP, Reuters, UPI.)

BOURSE DE NEW-YORK

Les montagnes russes

Par deux fois Wall Street a, mercredi, dramatiquement changé de direction. D'abord une sérieuse baisse, les cours se sont ensuite vigoureusement redressés, puis à nouveau se sont repliés très vite. À la clôture, l'indice des industrielles se retrouvait à 1 022,58 (+ 1,35 point). Au plus bas de la séance, il était tombé à 1 083,19 et au plus haut, il était remonté à 1 116,59. Une fois encore le bilan de la journée a été négatif, beaucoup moins cependant que précédemment. Sur 1 968 valeurs traitées, 425 ont reculé, 693 ont progressé et 825 n'ont pas varié.

Le marché a parcouru ce circuit des montagnes russes à un train d'enfer. L'activité, faible les jours précédents, s'est fortement accélérée et 106,4 millions de titres ont changé de mains contre 69,1 millions la veille.

Les spécialistes attribuaient le premier renversement de tendance aux rumeurs selon lesquelles l'Iran aurait consenti des rabais sur le pétrole vendu aux compagnies japonaises, rumeur confirmée par une société commerciale japonaise.

Toujours selon eux, les optimistes auraient eu raison jusqu'à ce que l'avantage était négociable compte tenu de l'enrichissement des primes d'assurance et des coûts d'embarquement, d'où la recrudescence des ventes.

Les spécialistes attribuaient le premier renversement de tendance aux rumeurs selon lesquelles l'Iran aurait consenti des rabais sur le pétrole vendu aux compagnies japonaises, rumeur confirmée par une société commerciale japonaise.

VALEURS	Cours du 29 mai	Cours du 30 mai
Alcoa	33 1/2	33 1/2
ALL	11 1/2	11 1/2
Boeing	37 1/2	37 1/2
Chrysler	40 3/4	40 3/4
Deere	46 3/4	46 3/4
Eastman	84 3/4	84 3/4
Exxon	41 3/8	40 1/4
Ford	26 7/8	26 1/2
General Electric	51	51
General Motors	62 3/8	62 5/8
Goodyear	23 7/8	23 7/8
IBM	148 1/2	147 1/2
ITT	34 3/4	34 3/4
McDonald	27 1/4	26 7/8
Pfizer	31 1/2	31 3/4
Schlumberger	47 1/2	47 1/8
Telex	36 3/4	36 3/4
U.S. Steel	26 1/2	26 1/4
U.S. Steel	26 1/2	26 1/4
Westinghouse	20 1/2	20 1/2
Xerox Corp.	36 3/4	37 1/8

CARNET DU Monde

Décès	— Nous apprenons le décès de
— M. Maurice Rolland, son père, Annette et Serge Benoît-Gal, Frédéric Descotes, Martine et Clément Poppe-Descentes, ses enfants, Hugues, Marie, Laure, Anrélie, Roseline, ses petits-enfants, Ses parents et amis, font part du décès de	docteur Maurice GRYNFOGEL, ancien président de la section française du Congrès juif mondial. (Né le 27 juillet 1928, à Nancy (Meurthe-et-Moselle), Maurice Grynfoegel a poursuivi des études de médecine à la faculté de Toulouse et à l'université Columbia de New-York. Ancien interne des hôpitaux de Toulouse et chef de clinique, il s'est spécialisé dans la gynécologie et l'obstétrique. Il a assuré, par ailleurs, d'importantes responsabilités au sein de la communauté juive française. Depuis 1983, il préside le conseil d'administration et occupe la charge de vice-président du conseil central de France. Il était membre de la commission permanente du conseil représentatif des juifs de France et avait présidé la section française du Congrès juif mondial, jusqu'en 1982.)
— Renée Hostache, son époux, Marie-Geneviève et Louis Campoy, Jean-Louis, François, Mireille et André Hostache, ses enfants, Jean-Baptiste et Paul Campoy, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de	M ^{me} Renée HOSTACHE, née Madeleine Dragan.
— M ^{me} Gérard Faul, son épouse, M ^{me} Michel Faul, son fils, M ^{me} Marina Faul, sa fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de	M. Gérard FAUL, ingénieur ECP, survenu le 29 mai 1984, à l'âge de soixante-cinq ans, en son domicile, à Neuilly-sur-Seine. La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1 ^{er} juin 1984, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine, à 13 h 30. Ni fleurs ni couronnes. 111, boulevard Bineau, 92200 Neuilly.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 29 mai, en l'église de Saint-Espirit, à Aix-en-Provence, suivie de l'inhumation dans le caveau familial. Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- 2. « Un président pour demain », par Etienne Bauer.
- 3. Lettres au Monde.
- 4. L'Autisme ou l'Enlèvement, d'Alain Lippitz.

ÉTRANGER

- 3. AFRIQUE
- Haute-Volta : une tentative de coup d'État a été déjouée à Ouagadougou.
- 3. EUROPE

DIPLOMATIE

- Les travaux du Conseil atlantique.

POLITIQUE

- 5. Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.
- 6. Les élections européennes.
- 6. Le communiqué du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

- 7. SPORTS
- Les Internationalistes de France à Roland-Garros.
- 7. MÉDECINE
- 8. Les congrès des notaires.

LE MONDE DES LIVRES

- 9. LE FEUILLETON DE BERTRAND POROT-DELPECH : Les soirs où, bon ! on dort tout habillé.
- 10. La vie ordinaire de Jacques Ried.
- 10. LA VIE LITTÉRAIRE
- 11. PORTRAITS : la rage et l'épigramme d'Albert Camus.
- 11. LETTRES ÉTRANGÈRES : fiction et réalité australiennes.

CULTURE

- 14. EXPOSITIONS : les photographies d'O. Winston Link.
- 14. MUSIQUE : le Mal de Bordeaux.

COMMUNICATION

- 16-17. Le 10^e Festival de la FM à La Rochelle.

ÉCONOMIE

- 18. AFFAIRES : la société AMREP est mise en liquidation judiciaire.
- 18. CONJONCTURE
- 18. AGRICULTURE
- 18. SOCIAL

RADIO-TÉLÉVISION (17) INFORMATIONS (SERVICES) (8) :

- Météorologie ; Mots croisés.
- Carnet (19) ; Programmes des spectacles (14).

LE NÉO-NAZI KUEHNEN SE TROUVERAIT EN FRANCE

Bonn. — Le néo-nazi ouest-allemand Michael Kuehnen, qui avait fui la RFA au mois de mars, en gagnant la Suisse, pour se soustraire à des poursuites judiciaires, vit en France, près de Paris, a révélé, le 30 mai, le magazine télévisé *Monitor*. Michael Kuehnen, qui est recherché par la police pour infraction à la législation sur les armes, activités extrémistes, port d'armes interdites comme la croix gammée, a été filmé la semaine dernière à la gare du Nord, à Paris. Le jeune homme, âgé de vingt-neuf ans, avait été exclu de la Bundeswehr (armée ouest-allemande), en 1977, en raison de son militarisme en faveur du national-socialisme.

HISTORIEN DU SCOUTISME RECHERCHE JAMBORE

Historien du scoutisme voudrait acquiescer pour un bon prix le badge représenté ci-dessus, ainsi que d'autres souvenirs de jamboree. Ecrire: Michael Folgenbaum, 1520 First Ave - New York NY 10011 - États-Unis

Au Nicaragua

M. Eden Pastora est blessé par une explosion au cours d'une conférence de presse dans le maquis

Quatre journalistes ont été tués

M. Eden Pastora, le célèbre « Commandant Zéro », l'un des principaux chefs de la guérilla qui opère contre le régime sandiniste au Nicaragua, a été blessé par une explosion d'origine inconnue, le mercredi 30 mai, dans un camp rebelle situé au sud du Nicaragua.

M. Pastora avait réuni plusieurs journalistes pour une conférence de presse près du hameau de Pesta, à 2 kilomètres de la frontière avec le Costa-Rica, lorsqu'une bombe a explosé. Selon le directeur de la Croix-Rouge nicaraguayenne, M. Miguel Carmona, une journaliste américaine, non identifiée, est morte après avoir eu les deux jambes amputées. Trois journalistes costariciens ont également été tués. Il y a eu une vingtaine de blessés, dont deux journalistes costariciens travaillant l'un pour l'agence France-Presse, l'autre pour l'agence américaine United Press International. Selon certaines informations, une journaliste britannique, Susan Morgan, qui travaillait pour l'hébdomadaire américaine *Newsweek*, a été sérieusement touchée.

C'est une station de radio de San José de Costa-Rica, Radio Reloj, qui a annoncé l'explosion en rapportant des déclarations du responsable costaricien de la sécurité publique, M. Edmundo Solano. On a appris ce jeudi en fin de matinée que M. Pastora, considéré d'abord comme sérieusement blessé, ne souffrait que d'une blessure légère à la jambe. En revanche, l'un de ses lieutenants, M. Tito Chamorro, a été gravement atteint.

L'organisation du « Commandant Zéro » menacée d'écroulement

L'attentat contre M. Eden Pastora s'est produit alors que son organisation, l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique), est déchirée par des dissensions internes et risque d'écrouler. Le « commandant Zéro », chef militaire des rebelles du Sud nicaraguayen, s'opposait, en effet, de plus en plus, ces dernières semaines, au chef politique de l'ARDE, M. Alfonso Robelo, ancien dirigeant du Parti social-démocrate du Nicaragua.

M. Robelo, qui a fait en avril un voyage dans plusieurs pays européens (où il a reçu un bon accueil même en France) et qui était récemment à Honduras (où il a rencontré les dirigeants de la FDN, Force démocratique nicaraguayenne, hostile à Managua), est plutôt favorable à une réunification de tous les mouvements armés antisandinistes (ARDE, FDN, organisations militaires de MM. Brooklin Rivera et Stendenman Fagoh), ainsi que le réclament les États-Unis avec de plus en plus d'insistance, car ils souhaitent une relance énergique et coordonnée de l'offensive de la « contre » au Nicaragua avant les élections générales prévues dans ce pays le 4 novembre prochain.

En revanche, M. Pastora reste résolument hostile à toute idée de regroupement avec les hommes de la FDN, l'État-major militaire, selon lui, est « exclusivement composé d'anciens officiers de la garde nationale de Somoza ». M. Pastora a combattu avec les sandinistes contre Somoza jusqu'en juillet 1979. Vice-ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Managua après la victoire, il a rompu avec les sandinistes, qu'il accuse d'avoir trahi les « objectifs de la révolution ».

M. Pastora, dont les forces sont installées en territoire nicaraguayen le long du fleuve San-Juan (frontière avec le Costa-Rica), a occupé puis perdu en avril la localité de San-Juan-del-Norte. Il avait reçu en février une aide importante, en armes et en munitions, livrée par des « pays tiers » mais financée en fait par la CIA. Interrogé sur ce point, M. Pastora (qui se plaint régulièrement de ne pas recevoir assez d'aide militaire) répond qu'il ne veut pas savoir « d'où viennent les armes ».

Des conséquences négatives

L'opération, spectaculaire mais brève, de San-Juan-del-Norte a eu des conséquences très négatives pour l'ARDE, et elle a ravivé les tensions entre MM. Robelo et Pastora. Le gouvernement du Costa-Rica, accusé par les sandinistes de « tolérer » les actions de la « contre » sur son territoire, a pris des mesures contre l'ARDE : fermeture de plusieurs locaux à San-José, démantèlement d'un centre de communications, menaces de poursuites contre M. Pastora et ses partisans armés. En revanche, le siège politique de l'ARDE à San-José n'est pas inquiété.

M. Pastora a renouvelé récemment son opposition irréductible à une alliance avec la FDN et il a lancé un ultimatum à M. Robelo pour lui demander de définir « dans les soixante-douze heures » la « ligne politique de l'ARDE ». Allié incommode des autres organisations antisandinistes et des « belligères de fond » nord-américains, M. Pastora conserve malgré tout un prestige certain à l'intérieur et à l'extérieur du Nicaragua, grâce à ses talents de berceur et à son souvenir de son occupation du Palais national

A Haïti

A LA SUITE DES ÉMEUTES DE LA FAIM M. DUVALIER REMANIE SON GOUVERNEMENT

Port-au-Prince (AFP). — Le président Jean-Claude Duvalier a procédé, le mercredi 30 mai, à un important remaniement ministériel, à la suite des émeutes de la faim qui ont éclaté dans deux villes du pays.

Cinq ministres, dont un ministre d'État, perdent leur portefeuille. M. Alix Cincas, ministre d'État des travaux publics, des transports et des communications, est remplacé par M. Fritz Benjamin, président-secrétaire d'État dans ce même ministère. M. Nicot Julien, ministre de l'Agriculture, des ressources naturelles et du développement rural, est remplacé par M. Luckner Saint-Dic, qui était secrétaire d'État au même ministère. M. Claude Weil, ministre du plan, est remplacé par le secrétaire d'État du même ministère, M. Yves Blanchard. M. Stanley Theard, ministre du commerce, cède la place au secrétaire d'État de ce ministère, M. Odolène Fenestor. Enfin, M. Frank Saint-Victor, ministre de la jeunesse et des sports, est remplacé par M. Arnold Blain, avocat d'une société d'État, et ancien joueur de football.

Les membres du « super-cabinet » — formé de quatre ministres d'État, M. Jean-Marie Chanoine, président, finances, information et relations publiques ; M. Roger Lafontant, intérieur et défense nationale ; M. Francis Merceron, économie, finances et industrie ; et M. Theodor Achille, affaires sociales — conservent leurs portefeuilles.

Le 23 mai, aux Gonaïves — 40 000 habitants — la ville la plus « chaude » du pays, au nord des rizières de l'Artibonite, un mouvement de protestation populaire contre un militaire indéfini avait dégénéré en pillage de magasins de vivres.

Le 29, au Cap-Haïtien — 60 000 habitants — la capitale du Nord, trois personnes, selon le dernier bilan officiel, ont été tuées au cours de manifestation réprimées par la police à la suite de l'assaut donné par la foule à un dépôt de vivres de l'Organisation d'aide nord-américaine CAKE.

LA GUERRE DU GOLFE

L'imam Khomeiny lance un appel à l'unité

La journée du mercredi 30 mai a été marquée par une double offensive irakienne, terrestre et maritime. Des avions de combat ont, en effet, après une brève accalmie, attaqué avec succès une importante cible navale au sud de l'île de Kharg, a annoncé un communiqué militaire, tandis que d'autres faisaient état d'une riposte des hostilités contre des concentrations de troupes iraniennes dans les secteurs sud et central du front.

L'attaque contre la cible navale dont ni la nature ni la nationalité n'ont été précisées est la troisième d'une semaine, et elle « souligne la détermination de l'Irak de réserver le blocus imposé à tous les ports iraniens et au terminal pétrolier de l'île de Kharg ». D'après l'agence de presse irakienne, quarante navires ont été détruits depuis le 27 février, date à laquelle Bagdad a décidé de renforcer son blocus. Ce chiffre est cependant supérieur de moitié à ceux fournis par les sources indépendantes, dont les *Lloyds*, qui ont indiqué que le conflit a coûté aux assureurs occidentaux 600 millions de dollars depuis septembre 1980. De son côté, le ministre irakien du pétrole a affirmé mercredi que les exportations de brut irakien sont tombées de 2,2 millions de barils par jour à 700 000.

A Téhéran, l'imam Khomeiny a fait allusion pour la première fois à la récente escalade dans le Golfe dans un discours télévisé prononcé devant les députés du nouveau Parlement. « Les États-Unis ne sont pas capables d'intervenir en Iran », a-t-il dit, mais sont susceptibles « de créer des divergences dans le pays grâce aux éléments saoudiens qui leur sont dévoués à l'intérieur ». Il a longuement souligné la « nécessité de l'unité au moment où tout le monde est contre nous » et lancé un appel à l'unité à tous les groupes politiques.

L'Iran ressentirait-ils les retombées des attaques militaires irakiennes et de l'offensive diplomatique arabe ? Le fait est que l'ambassadeur d'Iran à Tokyo, M. Gavahi, a effectué une déambulation mercredi auprès du ministre des affaires étrangères, M. Shituro Abe, pour presser le Japon de continuer à acheter du pétrole iranien. Récemment, une délégation de la Ligue arabe avait demandé au Japon de réduire ses achats de brut irakien, et samedi dernier la principale association des armateurs japonais avait annoncé son intention d'éviter d'envoyer des pétroliers dans la région du Golfe en raison de l'aggravation de la situation. Or, l'Iran est le troisième fournisseur du Japon après

l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et l'Indonésie.

Deux autres éléments ont été révélés mercredi dans la guerre des nerfs que se livrent les deux pays. Téhéran a élevé une protestation officielle auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne contre l'attaque par Bagdad, le 24 mars, de la centrale nucléaire de Bushehr, alors que des experts ouest-allemands s'étaient penchés sur la possibilité de reprendre les travaux interrompus après la chute du chah. Les dégâts auraient d'ailleurs été peu importants. De son côté, Bagdad a dénoncé « l'inhumanité » de Téhéran et donné son accord à des organisations humanitaires pour le transfert dans des pays étrangers de vingt jeunes iraniens de moins de dix-huit ans faits prisonniers de guerre.

Les États-Unis ont franchi un nouveau pas dans leur soutien à l'Irak : mercredi, ils ont apporté leur appui, en compagnie de l'Égypte et de la Tunisie, à la plainte contre l'Iran déposée devant le Conseil de sécurité par les pays du Golfe. Ces derniers doivent déposer officiellement leur résolution jeudi soir. Ils ont repoussé une suggestion des pays non-alignés qui sollicitaient que le texte englobât implicitement les attaques iraniennes et irakiennes.

Le texte demande notamment au Conseil de sécurité de « condamner les récentes attaques contre des navires de commerce à destination ou en provenance des ports du Koweït et d'Arabie saoudite ».

En visite à Washington, M. Moïse Arens, ministre israélien de la défense, a exprimé à son homologue américain, M. Caspar Weinberger, sa préoccupation au sujet de la livraison à l'Arabie saoudite de missiles antiaériens Stinger, de crainte qu'ils ne tombent aux mains de l'O.P.L. M. Weinberger a écarté cette objection en disant : « Si la menace du terrorisme nous empêche d'envoyer une aide (à l'étranger), alors le terrorisme est un succès. » Par ailleurs, M. James Atkins, ancien ambassadeur américain à Ryad, a accusé Israël de continuer à livrer des armes à l'Iran, ce que M. Arens a démenti.

M. Arens a également déclaré : « Nous avons reçu des informations, que je ne peux pas encore confirmer à 100 %, selon lesquelles les Soviétiques ont livré des missiles sol-sol SS-21 à l'Irak ». On confirme à Washington, de source diplomatique française, que « la France continue ses livraisons d'armes à l'Irak ». — (AFP, Reuters, AP).

L'ADOPTION DU PROJET DE LOI SUR LES DROITS D'AUTEUR

La victoire des créateurs

Le conseil des ministres a adopté, le 30 mai, le projet de loi de M. Jack Lang, ministre de la culture, modifiant la législation sur les droits d'auteur pour l'adapter aux nouvelles techniques audiovisuelles (*le Monde* du 22 mai). Après les derniers ajustements, le texte confirme le droit des créateurs — auteurs, artistes, interprètes et producteurs — face aux diffuseurs.

Le gouvernement a approuvé la quasi-totalité des mesures envisagées par M. Jack Lang. Malgré les réserves du ministère des finances, les fabricants et importateurs de cassettes, son et vidéo, devront payer une redevance pour compenser les effets néfastes de la copie privée. Le montant en sera négocié par les industriels et les sociétés d'ayants droit, mais, en se fondant sur les exemples étrangers (2 F pour les cassettes son et de 8 F à 15 F pour les cassettes vidéo), le gouvernement mise sur un total de 240 millions de francs par an. Ces recettes seront payées par la Société des droits de reproduction mécanique (SDRM) au bénéfice des seuls auteurs, artistes et producteurs français. Le gouvernement veut éviter ainsi de financer les multinationales étrangères qui contrôlent la plus grande part de la distribution. Les sommes perçues, pour la copie d'enregistrements étrangers, pourraient être gérées par les sociétés d'ayants droit au profit d'actions d'intérêt général : fondation, aide au spectacle vivant.

Le gouvernement espère que la redevance sur la copie privée ne sera pas répercutée sur le prix de vente des cassettes vierges. Mais les industriels concernés dénoncent déjà cette nouvelle mesure qui, après la redevance sur le magnétophone et la TVA sur les cassettes, risque, selon eux, d'asphyxier le marché.

Le projet de loi ouvre un autre droit important pour les créateurs : celui d'autoriser ou d'interdire toute utilisation secondaire de leurs œuvres et de percevoir pour celle-ci une rémunération. La mesure vise essentiellement la diffusion des disques par les radios, les discothèques et les magasins. En échange d'une autorisation globale, ceux-ci devront désormais payer des droits forfaitaires dont les recettes pourront s'élever à 130 millions de francs.

La jurisprudence avait déjà reconnu ces « droits voisins » aux artistes-interprètes et, récemment, la Cour de cassation a condamné Radio-France à verser des arrêts pour tous les enregistrements diffusés depuis 1974. Si la cour d'appel de Versailles confirme dans les prochains jours le dernier jugement, Radio-France devra déboursier quelque 100 millions de francs, ce qui mettrait la société dans une situation difficile.

Si, sur la copie privée et les droits voisins, les créateurs ont obtenu pleine satisfaction, il n'en est pas de même pour la réglementation de la diffusion par câble et par satellite. Là, le secrétaire chargé des techniques de communication L. Emporté sur le ministère de la culture. Les programmeurs français n'ont pas à payer de droits pour les émissions qu'ils font transiter par les satellites des réseaux câblés étrangers. Les sociétés d'ayants droit devront les négocier avec les exploitants de ces réseaux. La tâche ne sera pas facile pour les pays qui ne sont pas liés par des accords internationaux sur les droits d'auteurs.

L'Union nationale des auteurs et des artistes, présidée par M. Claude Santelli, a réagi très favorablement à l'adoption du projet de loi. Ça et là, pourtant, quelques critiques se font entendre. Les professionnels du cinéma s'inquiètent de voir le droit de radiodiffusion étendu automatiquement au câble. Ils contestent également le calcul des droits des réalisateurs et des compositeurs sur la base d'une proportion des recettes en salles au lieu du forfait traditionnel.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LE SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISÉS

M. Jospin ne veut pas d'un « directoire politique mondial »

Afin de préparer le sommet des pays industrialisés qui se tiendra à Londres du 7 au 9 juin, M. François Mitterrand s'entretient avec les responsables des principales formations politiques. Le président de la République recevra M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, vendredi 1^{er} juin à 15 h 45 ; M. Jacques Chirac, président du RPR, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, et M. Valéry Giscard d'Estaing seront reçus à l'Élysée le mardi 5 juin, respectivement, à 11 h 30, 16 heures et 18 heures.

Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, a inauguré cette série de rencontres préparatoires au sommet de Londres, mercredi 30 mai. Au terme d'un entretien qui a duré plus d'une heure, M. Jospin a déclaré : « Les socialistes souhaitent que les problèmes économiques

restent bien les problèmes essentiels de ce sommet... qu'il n'y ait pas tentation chez certains pays de croire, sous prétexte qu'ils discutent, qu'ils puissent se transformer en une espèce de directoire politique mondial ».

Pour faire face au problème de l'endettement des pays du tiers-monde, le premier secrétaire du PS a préconisé qu'« une institution publique internationale se charge de consolider les créances qui sont devenues sans valeur ».

Après avoir qualifié la politique économique américaine de « politique égoïste et nationale », M. Jospin a réitéré qu'il était indispensable que les États-Unis tiennent compte de leurs « responsabilités mondiales » et mettent fin à leurs pratiques protectionnistes.

Le débat sur l'école privée

M. MAUROY COMMET UNE ERREUR HISTORIQUE, selon M. Schléret, président de la PEEP

M. Pierre Mauroy devra endosser la responsabilité d'une erreur historique majeure réduisant à néant trois années de négociations et accentuant la cassure de son pays », a déclaré, le 31 mai, au sujet du texte en discussion sur l'école privée, M. Jean-Marie Schléret, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP).

M. Schléret, qui s'exprimait devant le soixante-cinquième congrès de la fédération — la deuxième des associations de parents d'élèves par le nombre — a dénoncé la « désertion » du Comité national d'action laïque (CNAL). « La modification des rapports entre l'enseignement privé et l'État n'est pas une urgence nationale, a-t-il affirmé. Ceux qui l'ont voulu ne sont pas au bout de leur peine, car l'opinion publique nous soutient dans notre volonté de libérer l'école du peuple pour la rendre à la vraie laïcité ».

LA MORT DE L'ÉCRIVAIN

BERNARD BAROKAS

L'écrivain Bernard Barokas, qui vient de mourir au terme d'un long coma (*le Monde* du 31 mai), était âgé de trente-trois ans.

Il est né le 17 juillet 1950 à Montauban (Tarn-et-Garonne). Bernard Barokas avait fait ses études de lettres à Toulouse. Auteur d'une dizaine d'ouvrages dont plusieurs romans pour enfants, il avait commencé une carrière littéraire que l'on estimait prometteuse avec la publication, en 1973, de *l'Œuvre sentimentale*, suivi d'un *Critérium* en 1974, puis de la *Chanson de Bertram* en 1978, tous parus chez Grasset. Il y faisait preuve d'une écriture insolente, tout imprégnée d'une fraîcheur rimbaudienne. Il avait d'ailleurs donné un *Rimbaud aux éditions Ducloux*.

Son dernier roman, *Dans les jardins de la villa Borghèse* (1979), paru dans la *Revue* annonçait le tournant de la maturité.

Le numéro de « Monde » daté 31 mai 1984 a été tiré à 351 000 exemplaires

A B C D E F G